

# la Gueule ouverte



n° 247 / Hebdomadaire / 7 février 1979 / 5 FF

Suisse 3 FS / Belgique 42 FB

## Armée, école de la vertu...



Photo : Jeannougin/Viva

## Amour, école du vice



biographie de Chummy Chumez Solin éditeur

Voir notre dossier armée p. 9, 10 et 11.

## Voyage en police

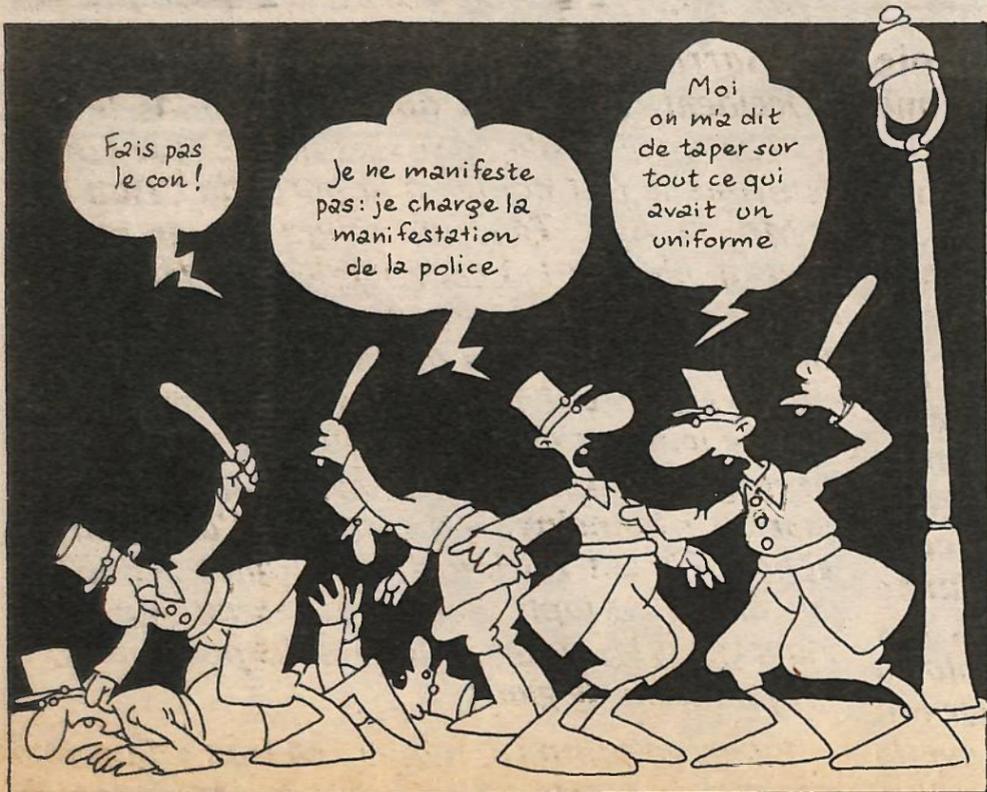
**L**a manif des flics de samedi 20 janvier tombait bien ! Depuis quelques jours le ton avait grimpé du côté des rédactions et on savait que ça irait jusqu'à la plus belle «tantine» en page une - du genre : «cette chère police oubliée», souvent relevée par : «ils ont des syndicats aussi, vous savez». (Du reste le Figaro nous balançait cette semaine-là, un pavé rédactionnel à cinq faces titré «Les Français et leur police» alors qu'Antenne 2

venu à une agitation plus sérieuse. Le service d'ordre a failli se faire déborder, des coups ont été échangés. C'est drôle de voir des flics se battre entre eux. Henri Buch, secrétaire général de la fédération autonome des syndicats de police (67% des syndiqués), est même intervenu pour calmer ses «ouailles», avertissant les «troubleurs de fête» que la manifestation devait rester dans les limites et les formes décidées par tous. Un désordre qui faisait plaisir à voir chez ces représentants de l'ordre !

D'autres se situaient en dehors, comme ce brigadier d'une proche banlieue qui m'avouait «... que cette manif

Mais de toute manière, il y a un problème de sélection. Plus les années passent, plus ils sont marqués par la police ! La quarantaine en moyenne (les jeunes ne viennent jamais et en plus il y avait un match). - Signe de reconnaissance cet après-midi là : un petit bourrelet circulaire au niveau des tempes quand «on n'a pas son képi»... qu'ils portent comme une auréole, d'autres un peu honteusement !

Philippe Lefaure ●



menait une enquête de famille chez un charmant CRS bien en chair). Les organes de gauche nous alléchaient, rappelant les derniers affrontements entre policiers manifestants et le service d'ordre, en décembre dernier. Puis les dépêches sont tombées : «une voiture de police attaquée, les Autonomes, un gendarme tué en Ardèche, re-Autonomes et la veille un policier blessé dans la banlieue parisienne» (pendant le défilé du cortège un bruit de colère courra au sujet de cette dernière agression, mettant en cause encore les autonomes, élus boucs émissaires de la semaine, rumeur qui sera vite démentie au plus grand regret de ceux qui en appelaient à Le Pen pendant la manif). Après les sidérurgistes de Longwy, l'autre semaine, les policiers parisiens «feraient» l'actualité sociale de ce week-end ! Tout le monde donc de l'Information officielle petits ragoteurs de quartier était au rendez-vous à la Bastille ce samedi 20 : 3000 flics-manifestants, des journalistes en pagaille, des badauds avec appareil photo, d'autres flics en uniforme chargés de surveiller les uns et les autres... «vous savez, c'est comme partout il y a des excités et des nerveux... Ça justifie notre présence...» me confiera un gardien de service triste de ne pas pouvoir rejoindre ses copains ! En tout cas pour les agitateurs de la police, l'histoire de cette journée ne le fera pas mentir !

était peut-être pas efficace, qu'il faudrait mieux, sans doute un geste symbolique, rendre ses armes en masse, et sa carte par exemple, mais qu'enfin l'insécurité était un problème de société et la répression sa décadence... Il était attendrissant cet humaniste-flic dans son manteau col relevé cachant un costume de jean, une moustache, le type anglais ; il avait envie de me parler et il commençait à faire très froid devant cette préfecture de Police-fin du parcours. Délégué au S.G.P., militant PS, femme féministe, adhérent Cornec pour les moutards, pour lui il fallait retrouver la confiance des «administrés» ouvrir les commissariats aux yeux de tout le monde. Sur ce syndicat centre gauche, il a des choses à dire : «c'est vrai que la plupart sont pour la répression, la peine de mort par exemple, mais je me battrais pour que le syndicat ne s'en fasse pas le porte-parole, ce n'est pas son rôle...» Puis on en vient à parler des «fachos» (je le cite) qui sont moins de 10% regroupés dans un autre syndicat, le SPIN... C'est vrai qu'au recrutement, on ne sait pas comment va tourner tel ou tel policier !

## Un peu de cohérence...

**T**ropsouventlesindications routières pour rejoindre une réunion écologique sont données comme s'il allait de soi de prendre sa voiture.

Mieux vaudrait écrire des choses du genre : «Si, vraiment, vous ne pouvez pas faire autrement que d'utiliser une voiture, arrangez-vous pour qu'elle soit bien remplie et prenez l'itinéraire suivant :...».

Un A.T. inconnu ●

## Souscription

Je joins la somme de ..... francs en soutien à la G.O. Bulletin à retourner à la G.O., Saint Laurent en Brionnais, 71 800 La Clayette (chèque à l'ordre des Editions Patatras).

## Tendance générale à la baisse

**C**es derniers temps, grâce à vos abonnements et à votre soutien, mais aussi grâce à la rentrée de quelques 83 000 francs restés en souffrance depuis 77 dans les tiroirs du fisc, nous nous sommes maintenus à flot.

Aujourd'hui, les abonnements sont en légère croissance (4 919 au numéro 245), mais la moyenne des ventes en kiosque pour le mois de décembre a baissé dangereusement : 3 905 exemplaires/semaines contre 6 422 exemplaires/semaine en novembre, augurant d'un chèque très bas au 15 février. Il est vrai que les ventes de décembre (fêtes obligent) sont rarement miraculeuses, mais les chiffres de janvier sur Paris-surface (sorte de baromètre indicatif) sont également inquiétants.

Cette baisse est probablement conjoncturelle, mais pour que vive la G.O., et seulement vive, il nous faut 1 500 abonnés supplémentaires, soit parvenir à 6 500 abonnés d'ici à la fin du mois de septembre 79. Il n'est pas normal, si l'on en croit vos appréciations souvent élogieuses, que nous ne puissions pas trouver 1 500 abonnés. Rapidement. Il n'est pas croyable que le seul hebdo d'information qui ancre l'écologie dans une réflexion permanente sur la réalité sociale, en refusant les solutions faciles du «Y'a ka» et, sans dédaigner quelques milliers de lecteurs nouveaux. La G.O. n'est pas connue, aidez-nous à la faire connaître. Pour ce faire, nous comptons beaucoup sur vous. Vous pouvez :- nous demander des exemplaires gratuits, des affichettes et des prospectus à distribuer autour de vous,

- nous diffuser (demander les conditions à Pierre à l'adresse du journal),
- vous abonner,
- abonner vos amis, parents, voisins, etc...
- si vous nous lisez régulièrement, sans participer par votre achat à la vie financière du journal, nous envoyer un petit don pour nous soutenir.

Merci.

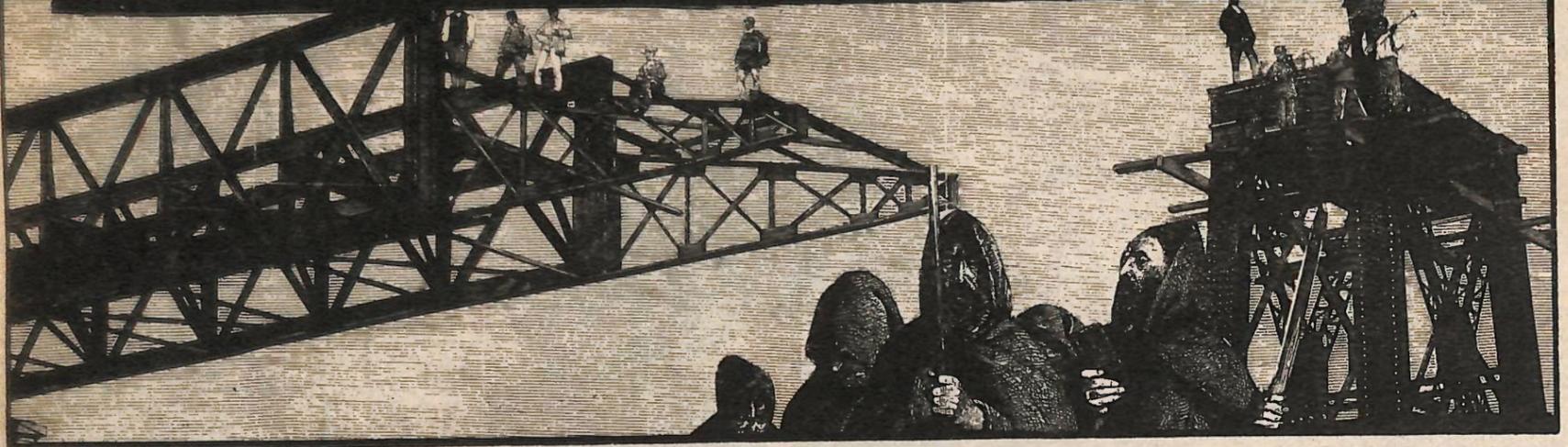
## Abonnement

170F à 250F selon vos revenus. 180F minimum pour l'étranger. 150F collectivités. 100F cas sociaux patentés, chômeurs, objecteurs, insoumis, taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, Bourg de St Laurent en Brionnais, 71800 La Clayette.

(écrire en capitales)  
 NOM .....  
 PRENOM .....  
 ADRESSE .....  
 CODE POSTAL .....  
 VILLE .....

# Allah contre Dollar: faites vos jeux!



biographie de Chummy Chumnez Solin éditeur

« **Q**uelque contrainte qu'on emploie pour contenir un peuple, il n'y a que deux moyens d'en venir à bout : avoir toujours prête en campagne une bonne armée ; ou le disjoindre, le diviser en partis, le dissiper de telle manière qu'il ne puisse plus se rassembler pour vous nuire. » (Machiavel).

*Le peuple iranien est joint, rassemblé, uni derrière Khomeiny. Reste la «bonne armée». Pour une bonne armée, c'est une sacrée armée. Le Shah a bien fait les choses. Il s'est offert ce qu'il y a de mieux, le modèle américain super-luxe. Y'a des nouveaux riches qui se paient des bagnoles, des châteaux ou des îles désertes. Lui, c'est une armée. 400 000 soldats pour lui tout seul, avec un matériel dernier cri. Il dit «tirez sur la foule», l'armée tire sur la foule. C'est la légitime défense à l'échelle d'un empire : on veut lui voler son empire, vous vous rendez compte ! Des mollahs chiites veulent lui chouraver un empire qu'il tient de son arrière-shah. Mettez-vous à sa place, vous qui tirez sur les voleurs de pommes, des mollahs chiites ameutés par des ayatollahs ! Y'a des bons Français qui sont morts pour moins que ça !*

*Les Iraniens ont demandé des armes à leurs ayatollahs, sorte de curés en noir et en turban qui feraient le bonheur de Mgr Lefebvre. Les ayatollahs ont distribué des armes. Les décors, les figurants, tout est prêt pour la parade finale, avec crues de raisiné bien frais. On va voir ce que vaut l'Occident belliqueux contre l'Islam sanctifié. L'Occident joue son titre. C'est la croisade à l'envers, la grande revanche*

*des Sarrazins. Moralement, c'est dur pour l'Occident. Lui qui a donné au monde le lait concentré, la pilule, le supersonique et le vol de neutrons se fait mettre à la porte de l'Iran par le Moyen Âge. Téhéran n'aura pas de métro, c'est à pleurer ! Les Américains démontent leurs radars et les Français leurs centrales nucléaires : qu'est-ce que vous voulez que les chiites en fassent ? Ça ne les empêchera pas de vendre leur gaz et leur pétrole, allez ! Ils ont le commerce dans le sang, ces gens-là ! C'est comme Khomeiny, qui c'est qui l'a ramené à Téhéran ? Un boeing d'Air France ! Il n'est pas arrivé en tapis volant. Et ses discours ! Si y'avait pas les sonos et les amplis pour parler à cinq millions de gens !*

*La «révolution islamique» en Iran a fait déjà pas mal de morts, je veux dire la répression de la dite révolution. La guerre sainte et civile peut faire mieux encore. Et de quoi s'inquiète l'Occident, je vous le donne en mille ? Des génocides à venir ? Pas du tout : des milliards de francs et de dollars perdus. Ô grandeur, ô noblesse ! De quoi donner des leçons de morale aux casseurs de vitrines et aux barbouilleurs de magistrats ! La France risque de perdre 20 milliards de contrats dans l'affaire, ce serait terrible, surtout pour les sociétés qui vendent le nucléaire.*

*Monde marchand, monde violent, monde cinglé. Monde où l'on met en prison les gens qui s'aiment et où l'on décore ceux qui tuent. De quoi déboussoler les jeunes zotonomes...*

Arthur ●

Administration  
Bourg de Saint Laurent  
en Brionnais.  
71800 La Clayette  
Tél: (85) 28 17 21  
Télex: ECCPOLE 801 630F

Notre télex est à la disposition des lecteurs. Par l'intermédiaire d'un poste public télex-PTT il est possible de nous envoyer des articles.

De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre «à rediffuser» en tête du message pour que nous la mettions sur bande perforée). Pour toute information de dernière minute vous pouvez téléphoner jusqu'à dimanche 16h.

SARL Editions Patatras, Capital de 2100F.

Abonnement 170 à 250F selon vos revenus. 180F minimum pour l'étranger, 150F pour les collectivités 100F pour les cas sociaux patentés, les chômeurs, les objecteurs, les insoumis et les taulards.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des éditions Patatras, Le Bourg 71800 St Laurent en Brionnais (joindre la dernière bande d'envoi et 2,40F en timbres)

Nous vous demandons un délai de 15 jours pour effectuer les abonnements, réabonnements en retard et changements d'adresse.

## Sommaire

A l'ombre d'un four solaire .....	pp. 4 et 5
Boiteux, maître chanteur .....	p. 6
Les élections européennes .....	p. 7
La Terre à ceux qui la bousillent .....	p. 8
A quoi sert l'armée .....	pp. 9 à 12
Sous le tropique du Cancer .....	pp. 14 et 15
L'espace pollué .....	p. 17
et le courrier, les nouvelles de la planète bleue, les infos, le terrain...	

**Le four solaire à applications tropicales, ce n'est pas une affaire de mode. Contre l'avancée du désert et la pénurie de bois, l'énergie solaire peut être utile. Mais son utilisation pose des problèmes aux populations locales. Pour comprendre que ce four solaire est aujourd'hui une technologie appropriée, il faut replonger dans l'histoire et l'évolution des cultures du Tiers Monde. Faire en somme de l'ethnologie économique...**

**L**e Sahel : Il y a quelques années, les feux de l'actualité se sont tournés vers cette région de l'Afrique Centrale. Dès lors, Sahel est devenu synonyme de sécheresse et de désert. Le cas du Sahel n'est pourtant pas isolé. Les maux dont souffrent cette région sont ceux dont souffrent les pays tropicaux en particulier et les pays du Tiers Monde en général. L'avancée du désert est extraordinairement rapide. Vers les années 1805-1810, la zone sahélienne du Tchad portait une végétation abondante et impénétrable. Elle est maintenant désertique.

Une telle destruction du tapis végétal n'est pas dûe au hasard. Les images de la grande sécheresse du Sahel pouvaient laisser croire que l'absence de pluie en était la cause principale. Il faut sans doute remonter beaucoup plus loin dans l'histoire de ces pays pour en connaître les vraies raisons et s'apercevoir que la désertification du Sahel n'est peut être que le début d'une longue série.

A l'origine du phénomène, il y a l'accroissement considérable des habitants de ces régions. Au taux de natalité très élevé, il faut ajouter le déplacement de population des régions humides vers les régions sèches. Les activités de ces populations et leurs besoins en énergie ont progressivement rompu le fragile équilibre qu'elles maintenaient avec le milieu environnant.

Le bétail dans un premier temps a accentué la disparition de la végétation. Les « prairies » ne suffisaient pas à nourrir les troupeaux domestiques et sauvages. Les animaux ont donc mangé un nombre croissant d'espèces végétales, y compris des arbustes. La pratique de la transhumance et le piétinement répété des pâturages ont empêché la reconstitution de la végétation.

L'action des hommes a également joué un rôle considérable. Elle est la plus importante de la désertification, ce que E.P Eckho a appelé : « l'autre crise de l'énergie ».

La pénurie de bois de chauffage, car c'est de cela qu'il s'agit, affecte la plupart des pays du Tiers Monde. Principale, voire unique source d'énergie, le bois est utilisé aussi bien dans la vie quotidienne, ( cuisson des aliments = une tonne par an/habitant ) que dans l'artisanat ou l'industrie naissante, ( 25 t/jour soit 9000 t/an pour une briqueterie de D'jamena ). Depuis quelques années déjà, les besoins croissants



# Râ lovely

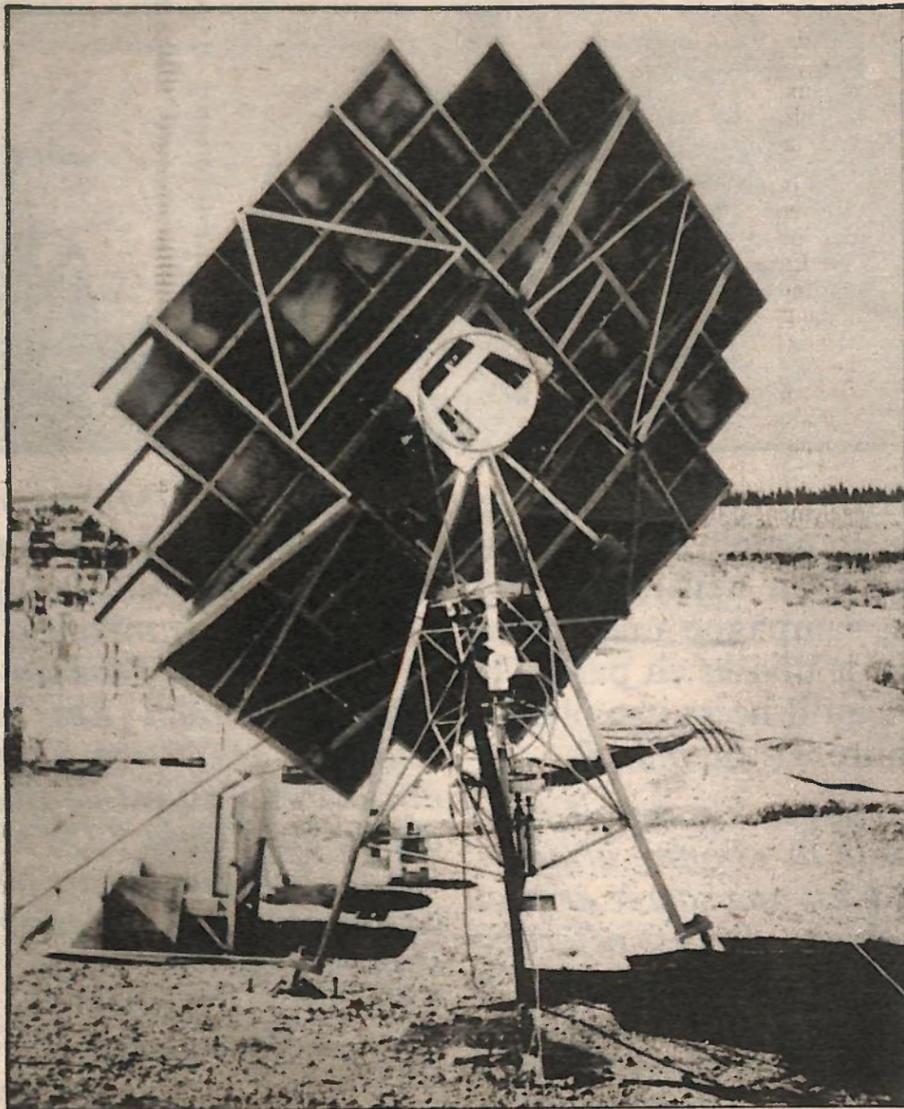


Photo : GO/Lavigne

## Contre la désertification des pays tropicaux : un four solaire

ont dépassé la capacité de reboisement et le renouvellement naturel des forêts. Les zones boisées diminuent, faisant place au paysage lunaire.

Au Népal, l'habitude ancestrale d'incinérer les morts va disparaître. Le bois nécessaire à cette cérémonie manque. Au Niger, faute de bois, les familles ne prennent plus qu'un repas chaud par jour. A Katmandou, en deux ans, le prix du bois a subi une hausse de 300%. Des paysans de tous les pays abandonnent leur activité habituelle pour se consacrer à la recherche de matières combustibles. Les distances pour trouver le précieux matériau augmentent ( jusqu'à 50 kms par jour ) et cette situation accroît les conditions de vie des femmes des régions où la corvée de bois est une tâche féminine.

On brûle aujourd'hui tout ce qui peut brûler, y compris les bouses de vache. Malheureusement cette pratique, qui prive les champs d'un apport important d'engrais organiques, accroît l'appauvrissement des sols.

Le processus semble irréversible. Si une solution à long terme est évidente ( le reboisement de régions entières ), le problème énergétique immédiat paraît insoluble. Le pétrole aurait pu remplacer le bois en 1973 l'a placé hors d'atteinte du pouvoir d'achat des populations locales. L'électricité produite par des centrales ( occidentales et nucléaires ) a été choisie par certains gouvernements. L'électrification de ces immenses régions sera longue, certains sites étant inaccessibles. Reste l'énergie solaire. On ne peut s'empêcher de remarquer que cette énergie, entrevue comme un élément de réponse aux problèmes énergétiques des pays industrialisés, est, là-bas, une des causes de l'avancée du désert. Elle offre cependant des avantages que n'ont pas les autres formes d'énergie. Elle est disponible sur le lieu

de l'utilisation, gratuite et également répartie sur l'ensemble des zones concernées.

L'idée d'avoir recours au solaire a bien sûr été avancée. On ne pouvait pas ne pas y penser, tant était évidente et obsessionnelle la présence du soleil.

L'énergie solaire a donc fait l'objet de propositions. L'une d'elles prévoyait et prévoit encore d'équiper les familles avec des cuisinières solaires ( à miroirs paraboliques, cf. photo ).

Ces expériences n'ont pas eu le résultat escompté. Les observateurs et les promoteurs de ces tentatives signalent différents obstacles à la généralisation de l'emploi de ces cuisinières. La nécessité d'utiliser l'appareil le soir, au moment où le soleil se couche, est un obstacle majeur ( encore fallait-il y

penser ). Le prix élevé de ces appareils et la difficulté d'emploi pour des populations non-préparées en sont deux autres. La tradition enfin fait que des personnes assimilent l'utilisation de l'énergie solaire à de la magie.

C'est en analysant ces expériences que T.Salomon et F.Hameury ont eu l'idée d'un four solaire. T.Salomon, que j'ai rencontré à Montpellier, tient, avant de parler technique, à présenter les réflexions et les démarches qui sont les leurs :

Les expériences décrites plus haut sont des exemples de technologies parachutées sur des populations, bien qu'il s'agisse d'énergie solaire. Plutôt que de s'adresser directement aux familles, nous avons préféré agir autrement. Au cours des expériences avec les cuisinières solaires, les artisans du village, contrairement aux familles, se sont intéressés à l'utilisation de l'énergie solaire. Nous avons donc pensé que si nous voulions que l'utilisation de l'énergie solaire se généralise, il fallait s'adresser à ceux qui possédaient un minimum de savoir-faire et de technique. Nous prévoyons qu'ainsi, à long terme, il y aura des retombées auprès des familles.»

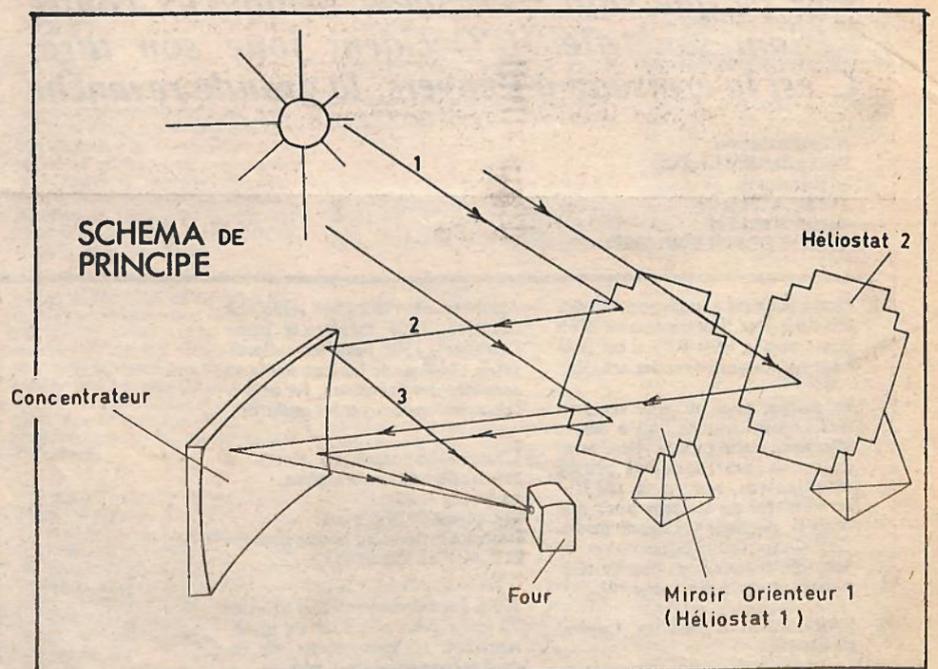
La première question qui vient lorsqu'on parle du Tiers Monde est toujours la même: faut-il intervenir ou non?

Oui, répond T. Salomon: Nous avons choisi d'intervenir en direction des pays du Tiers Monde. Certains se posent la question, mais les multinationales ne se gênent pas, elles, pour intervenir. Je crois qu'il y a de la place pour des groupes et des mouvements qui cherchent à établir une relation d'échange. C'est également une question de solidarité. Nous avons entrepris cela dans le cadre de la coopération car il existe dans ces organismes une sensibilité de plus en plus grande à ces projets et notre approche des problèmes est de plus en plus crédible.

Cela ne va pas sans risques. Nous prenons le risque, nous aussi, de plaquer une technologie, de faire ce qu'on appelle un transfert de technologie. Mais nous n'imposerons rien. Un autre danger est que ces appareils soient dépendants des matériaux des firmes. Nous avons essayé de les concevoir de façon à éviter cela, et la plupart des matériaux qui les composent se trouvent sur place. Nous sommes aussi conscients que l'introduction de ces fours peut donner ou renforcer le pouvoir de ceux qui localement en auront la maîtrise. Mais, dans le même temps, la facilité qu'il y a à les maîtriser et la décentralisation possible des appareils limitent ce risque.

### Trouve-t-on tout à la Samaritaine ?

Ils se sont donc lancés dans l'étude et la réalisation d'un prototype. Leurs objectifs/impératifs étaient les sui-



vants. Une machine la plus simple possible dans son fonctionnement et dans son utilisation, qui coûte le moins cher possible et qui puisse atteindre dans l'enceinte du four la température de 950°C. La puissance visée était de 11 11 KW thermiques. Ce four devait pouvoir cuire 50 kg de terre par jour. Son entretien devait être le plus facile possible.

La puissance choisie a déterminé la taille de l'installation. Vu la faible quantité d'énergie reçue par le sol (0,8 KW à 1 KW/m<sup>2</sup>), il était nécessaire de la concentrer. La cuisson des briques, la fusion des métaux, ont déterminé le principe de fonctionnement du four.

Le foyer (voir schéma), devait être fixe afin que la manutention des matériaux travaillés soit facilitée. Pour éviter les pertes, le concentrateur (voir schéma) devait également être fixe. Restait à prévoir, pour suivre la course du soleil, deux miroirs orientables, des héliostats, qui réfléchiraient sans cesse le rayonnement sur le concentrateur.

L'une des principales difficultés est venue de ces héliostats. Il est en effet nécessaire qu'ils suivent le soleil avec une précision d'horloge. Comment faire pour que ce système soit néanmoins simple? Dans un premier temps, la solution appliquée était relativement classique. Elle faisait appel à des cellules, à des électro-vannes et à une source d'énergie extérieure (deux batteries de 6 V). Cette solution était fragile, elle n'aurait pas résisté à la présence du sable qui pénètre partout dans les pays tropicaux.

Le système qu'ils ont retenu, ils l'ont inventé. Puisque le sable était gênant, utilisons le sable! Le principe était celui du sablier. Imaginez une caisse pleine de de sable surmontée d'un gros poids, faites un petit trou sur le fond de la caisse et laissez glisser le sable. Le poids posé sur le sable va descendre au fur et à mesure que le sable tombe. Reliez ce poids aux héliostats et vous obtenez le système d'asservissement qui, après quelques réglages, vous permettra de suivre le soleil pendant toute la journée. Damned, mais c'est bien sûr!..

L'élément four, lui même, a fait l'objet de savantes études. Il fallait un appareil dont l'ouverture laisse entrer un maximum de flux solaire et empêche autant que possible la chaleur de ressortir. Cette ouverture a finalement la forme d'un cône.

T. Salomon et F. Hameury ont dû également plier du verre, au véritable sens du terme. Pour améliorer la concentration, les éléments du concentrateur, qui sont de simples miroirs, ont subi une déformation de 4 mm. Tirés en arrière par leur centre, les miroirs ont pris la forme d'un arc de cercle.

Le four a été expérimenté dans la région de Nîmes à partir d'octobre 77. Après moult réglages qui ont été faits uniquement avec une clef-à-molette et des outils type «caisse à outils», les essais d'utilisation ont commencé.

La température utilisable en foyer était de 1100°C, ce qui permettait d'envisager une série de travaux diversifiés.

T. Salomon et F. Hameury pensent qu'il y a quatre grandes possibilités d'utilisation: la métallurgie du fer et la forge, la métallurgie des alliages non ferreux, la cuisson du verre, de la terre, la fabrication de la chaux et du ciment, et enfin la production de vapeur.

Mais au fur et à mesure qu'ils avancent, d'autres perspectives apparaissent: la pyrolyse du bois par exemple. La qualité du produit fini sera meilleure. D'une façon générale, le faible prix de l'énergie thermique laisse présager un usage répandu. On peut même envisager, dans certains processus de fabrication, de réutiliser l'énergie thermique alors que celle-ci avait été supplantée par la chimie.

Les inventeurs de ce four parlent également d'une utilisation en cascade de l'énergie. A côté du foyer où la température est très élevée, on peut envisager d'autres productions (la vapeur par exemple).

## Tropicalisation

Après l'installation et l'expérimentation, ils ont poursuivi leur projet en essayant d'adapter leur appareil aux conditions de fonctionnement qui sont celles des pays tropicaux. Cela porte le nom barbare de tropicalisation.

Ils veulent d'abord simplifier le montage et les structures des héliostats et du concentrateur. L'ensemble doit pouvoir résister à des vents violents. Il faut protéger les miroirs des éventuels jets de pierre et des vents de sable.

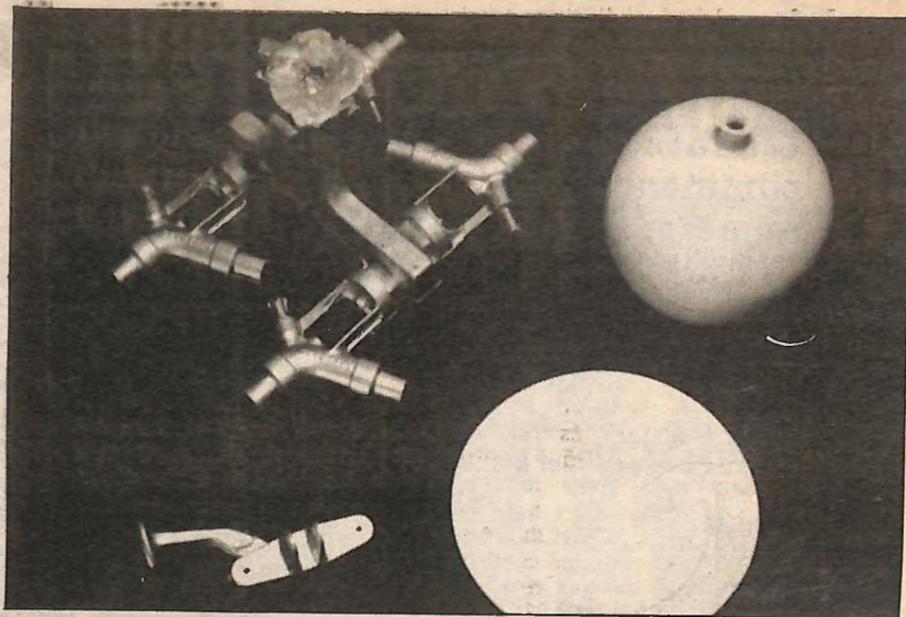
T. Salomon nous a ensuite expliqué ce qu'il pensait faire:

« Le prototype tel qu'il est, sera expédié dans une université d'un de ces pays, mais nous ne savons pas encore lequel. Il servira à la formation héliotechnique des étudiants. Notre projet «idéal» est de réaliser une installation en France et une autre Outre Mer.

En France, nous voulons installer un four et le mettre à disposition d'un artisan (un potier) pour qu'il fonctionne dans des conditions normales. Nous l'utiliserons pour l'information et la démonstration auprès du public. Nous continuerons la recherche et l'expérimentation.

Outre-mer, nous voudrions faire une installation pilote. Il y aurait échanges. Elle pourrait bénéficier des recherches que nous ferons ici et serait pour nous une bonne source d'informations. Parallèlement, nous souhaitons que ce que nous faisons soit repris par les pays concernés.

Il ne faudrait pas conclure trop hâtivement sur cette expérience. Le four solaire à applications tropicales n'est pas la seule solution à «l'autre crise de l'énergie» qui sévit sous les tropiques.



Poteries et pièces d'aluminium dont la cuisson et la fusion ont été faites dans le four.

Photo Gefosat

Cette expérience peut dévier. Je veux dire que la maîtrise de projet, à partir du moment où il sera dans les mains des gouvernants des pays concernés, peut échapper à ceux qui l'ont conçu.

Mais les événements qui se déroulent dans ces pays devraient nous intéresser. Pénurie d'énergie dans les pays tropicaux. Chez nous, cette crise se double de phénomènes de centralisation, de dépendance énergétique régionale, mais le système principal de la crise est une hausse des prix de l'énergie. Là-bas, cela se traduit immédiatement par le froid et la faim. La réalité des pays industrialisés n'est pas forcément meilleure car elle empêche de percevoir les pénuries à venir.

Celle des pays tropicaux fait réfléchir. L'idée que les pays organisés plus simplement étaient plus écologiques ne tient pas. La simplicité des systèmes de ces pays ne leur a pas permis de résister

à cette crise de l'énergie (surtout qu'on les y a bien aidés, nous les colons, NDLR).

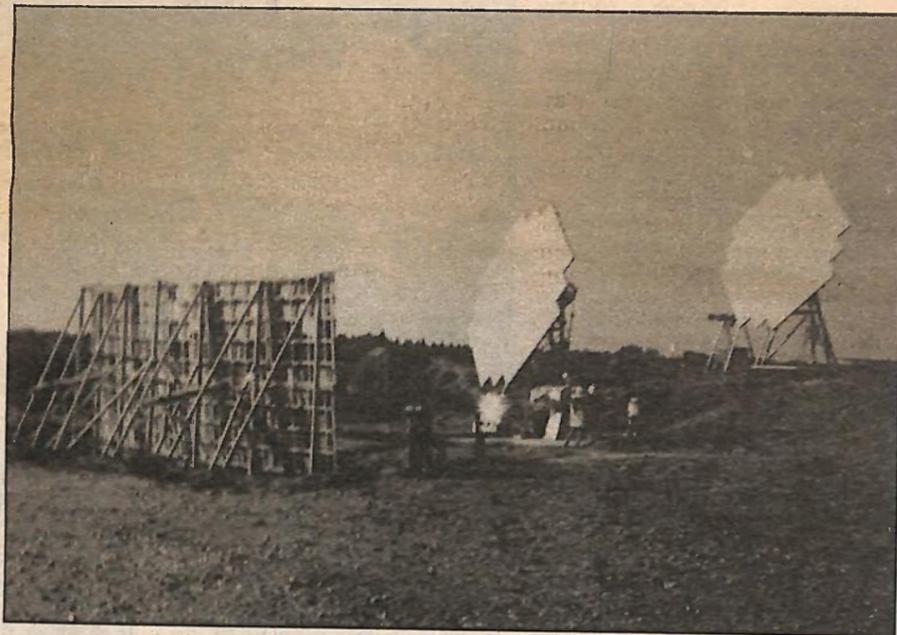
Il reste beaucoup à dire sur le parallèle entre ces crises de l'énergie et sur leurs relations, mais ce qui est certain, c'est que les expériences et les recherches de technologies appropriées visent à renforcer le développement et l'autonomie des communautés du Tiers Monde. Et nous pourrions les extrapoler aux régions françaises qui veulent promouvoir un autre type de croissance...

J.L. Lavigne ●

Notes: «La terre sans arbres», un ouvrage de E.P. Eckholm, Laffont éditeur.

GEFOSAT: groupe d'études de fours solaires à applications tropicales, 6 rue d'Alger, 34000 Montpellier.

Le système d'asservissement par écoulement de sable a été étudié par G. Ducret et J. Borel.



## 100 milliards pour le solaire

L'énergie solaire pourrait fournir près du quart des besoins énergétiques des USA à la fin du siècle, à condition de lui consacrer plus de 100 milliards de dollars au cours des 20 prochaines années, estime une étude transmise à la Maison Blanche par le Département de l'Énergie.

Demandée en mai dernier par le président Jimmy Peanuts Carter, elle définit les diverses options qui s'offrent à l'administration pour l'utilisation de l'énergie solaire sous forme directe ou indirecte.

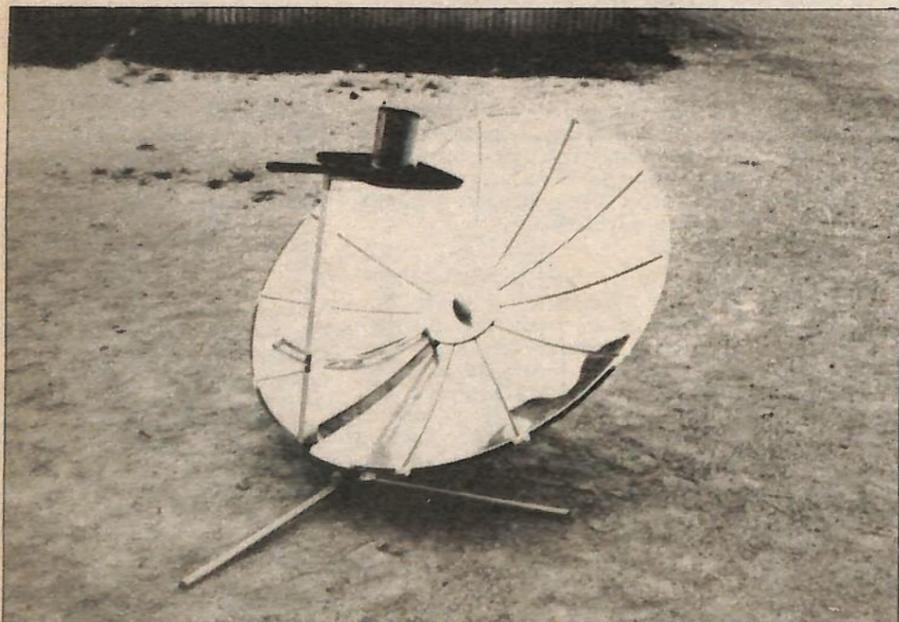
Les programmes existants peuvent porter la part de l'énergie solaire dans la couverture des besoins des Etats Unis de 5% environ, à l'heure actuelle, à quelques 8,6% en l'an 2000, estime l'étude. A l'autre extrême, en lançant de nouveaux programmes d'envergure, en octroyant des stimulants financiers et en imposant une réglementation sévère, l'administration pourrait porter la part de l'énergie solaire à 23% d'ici la fin du siècle. Un tel effort demanderait un

investissement public, soit direct sous la forme d'avantages fiscaux, de l'ordre de 113 milliards de dollars au cours des 20 prochaines années, affirme le département de l'énergie. Cette dépense serait toutefois en partie compensée par des économies d'environ 48 milliards de dollars dans d'autres secteurs.

Parmi les options intermédiaires, l'étude estime qu'un programme prévoyant 2,5 milliards de dollars de dépenses sur une période de 5 ans et relativement facile à mettre en œuvre pourrait porter la part de l'énergie solaire à 10,6% en l'an 2000.

L'étude du département de l'énergie a été soumise à la Maison Blanche un peu plus d'un mois avant la date de la présentation du prochain budget, note-t-on dans les milieux spécialisés. C'est sans doute pour que l'administration annonce dans ce budget un effort substantiel en faveur de l'énergie solaire, d'autant que les perspectives économiques des Etats Unis imposent le maintien des dépenses budgétaires au niveau le plus bas possible, ajoute-t-on.

(A.F.P.)



Un modèle de cuisinière solaire à miroir parabolique.

Photo J.L. Lavigne

## L'année commence mal à La Hague

Samedi 20 janvier, le Pacific Fisher quitte Shorness en Grande-Bretagne, pour Cherbourg, avec à son bord, 13,4 tonnes de déchets japonais pour La Hague.

Le même jour, un incident se produit dans l'atelier AT1 du centre de retraitement de La Hague.

L'atelier pilote AT1 a été mis en service en 1969 pour retraiter les combustibles irradiés du petit surrégénérateur français Rapsodie. Le 20 janvier, les combustibles traités n'étaient pas assez « refroidis », encore beaucoup trop radioactifs. On doit donc arrêter les opérations qui ne reprendront que 11 jours plus tard. Mais d'importants rejets gazeux d'iode 131 se sont échappés par les cheminées du centre « sans dépasser les normes » indique la direction.

C'est dans ce même atelier que le 9 novembre dernier, trois personnes avaient été contaminées. Les résultats des examens médicaux n'ont pas été rendus publics.

Le 25 janvier, une boîte tombe par terre dans l'atelier de conditionnement automati-

que du plutonium. Une dizaine de grammes de plutonium se répandent sur le sol. Les trois techniciens présents quittent le local aussitôt (assez vite pour éviter une contamination, dit-on officiellement...).

Au mois de septembre, une canalisation s'était bouchée dans l'atelier UP2 (traitement des combustibles graphite-gaz), entraînant un ralentissement de l'activité jusqu'à la fin de l'année 78. C'est un des Normands de la CIME qui a révélé les incidents de janvier, tandis que le Comité Contre la Pollution Atomique de La Hague (CCPAH) m'a indiqué, que selon les informations dont il dispose, l'atelier HAO n'aurait traité que 12 tonnes en 1978, contre 35 en 1977. Toujours selon le CCPAH, la capacité théorique de cette unité serait de 400 t/an. De son côté, la section CFDT du centre de La Hague n'a pas pris position, mais l'un de ses membres m'a déclaré : « Nous poserons la question au cours de la réunion mensuelle du comité Hygiène et Sécurité de l'entreprise pour avoir des précisions en attendant de rendre public un bilan complet des problèmes que nous avons à connaître depuis un certain temps. »

Pour ceux qui ne le connaissent pas, l'atelier HAO (haute activité oxyde) a reçu son premier château d'Allemagne

en janvier 75. Ceci pour le Plot Nord (réception, déchargement, stockage). Le Plot Sud (cisailage, dissolution, clarification) a démarré en septembre de la même année.

Comme on a pu le voir à la télévision la semaine dernière, le directeur de l'usine M. Delange, est optimiste contre vents et marées... Le prochain chargement du Pacific Fisher est attendu au mois de mai.

Quant à l'iode 131, c'est un produit dangereux qui se fixe particulièrement au niveau de la thyroïde, tandis que le plutonium est toxique sous forme d'aérosol, puisqu'un millionième de gramme peut provoquer à terme une cancérisation des poumons (NdC: N'est-ce pas, feu M. Lucien Barnier ?)

Gilles Klein

## Pas de centrale pour le Danemark

Il n'y aura pas de centrales au Danemark dans les deux années prochaines. Cela est dû au succès de deux grandes marches anti-nucléaires à Copenhague et Arhus. Partant des sites prévus pour les centrales, les deux marches s'amplifiaient beaucoup

et à l'arrivée dans les deux villes on comptait quelques 50 000 personnes. Peu de temps après, la coalition social-démocrate-libérale au pouvoir décida qu'aucune centrale ne serait construite avant que ne soit trouvée une solution satisfaisante au problème des déchets.

Un sondage d'opinion effectué au mois d'Octobre montra que, malgré les positions pro-nucléaires des leaders politiques, la base des partis ne suit pas cette option, les sociaux-démocrates étant opposés à 75%, les libéraux étant partagés à égalité. Sur l'ensemble de la population, ce même sondage révéla que 53% des Danois préfèrent un futur non-nucléaire contre 38% qui ne craignent pas un avenir lié au nucléaire, tandis que 15% sont indécis.

Pour information : OOA, Skindergade 26 DK-1159 Copenhague K Danemark tel : 45-1-156332

## USA une centrale de moins

Les habitants de Saugerties dans l'état de New-York ont voté à 80% des voix contre

l'implantation d'une centrale nucléaire. C'est déjà la quatrième ville de la région à dire « non » à un projet de centrale, celui-ci étant le dernier prévu dans l'état de New-York.

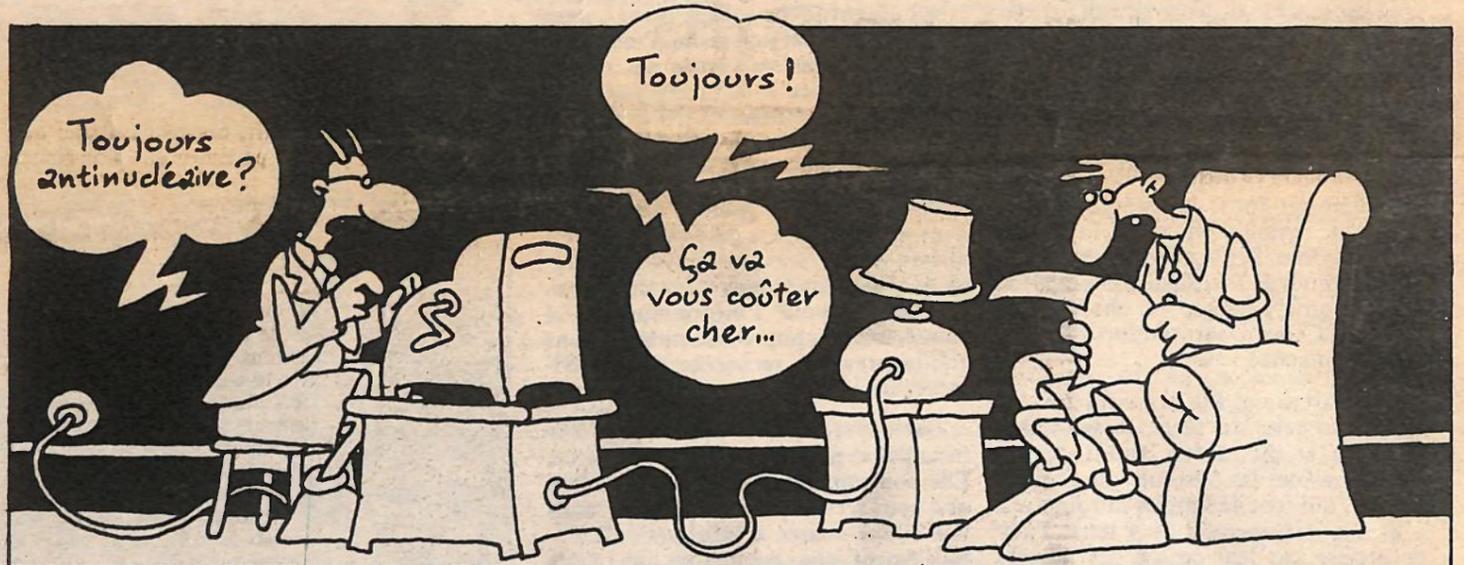
## Adieu, les indiens de Guyane

Il n'y a pas que le nucléaire qui menace les populations! En Guyane, cinq milles Indiens Akawaio risquent d'être expulsés de leur territoire à cause d'un barrage faisant partie d'un vaste complexe hydroélectrique. 2 500 km<sup>2</sup> de terrain seront submergés, ce qui signe pratiquement l'arrêt de mort de la communauté Akawaio. De plus, le coût de cette opération (3 milliards de dollars) plongera l'économie du pays dans de graves difficultés. La banque mondiale a refusé son concours, mais la Yougoslavie a promis de participer au financement.

Tous les moyens sont bons pour priver les Akawaio de leurs droits ancestraux et les chasser de leur territoire. Le gouvernement espère de plus que ces nouvelles installations, situées dans une zone frontalière disputée par le Venezuela et la Guyane, ren-

# Boiteux, maître-chanteur

Le président d'EDF va pénaliser les régions hostiles au nucléaire.



Mardi 22 janvier : bombe à EDF. Non, ne vous y trompez pas, il ne s'agissait en aucune façon d'un nouvel attentat mais d'une très officielle déclaration du nouveau PDG d'EDF, M. Boiteux, qui, dans une interview accordée au «Matin de Paris» a annoncé, à l'horizon 83, une éventuelle modulation des tarifs électriques suivant les régions.

Une des premières touchées serait l'Ouest, qui, comme chacun sait, est «gravement» déficitaire en production d'énergie. L'hypothèse de Boiteux, dont l'axiome fondamental n'est autre que le nucléaire, fallait s'en douter, est la suivante : aux échéances 80/85, un rééquilibrage des zones de production et de consommation devra se produire par larges régions. S'il y a des difficultés durables (comme quoi on les gêne quand même un peu), à implanter le nucléaire dans l'Ouest, il faudra aménager les réseaux de transport, construire des centrales à charbon, etc. et donc appliquer des tarifs plus élevés à l'Ouest qu'à l'Est. Et de poursuivre avec une candeur désarmante, je cite, «actuellement les élus peuvent refuser en toute impunité une centrale nucléaire... Mais s'il n'y a pas rééquilibrage

de la production, il ne s'agira pas de punir ceux qui ne veulent pas de centrale nucléaire, cela ne nous regarde pas, il s'agit de dire : voilà ce que cela coûte».

Le lendemain, le président d'EDF précisait sa position en ajoutant que cette modulation des tarifs touchera les industriels, pas les ménages. Il n'empêche ! Le coup de semonce est donné et, de plus, la grammaire parle d'elle-même : on est passé d'un hypothétique conditionnel à un futur plus que probable. Car personne n'est dupe : c'est bien un véritable chantage au nucléaire, prolongement logique des menaces engendrées par la panne du 19 décembre dernier que contiennent les déclarations de Boiteux.

Les remous de cette bombe ont été vifs dans tout l'Ouest. En particulier dans les régions concernées par l'implantation d'unités de production d'énergie, et plus précisément sur les sites nucléaires Plogoff et Le Pellerin. Dans les milieux patronaux nantais, peu de réactions officielles. En privé on trouve ça un peu maladroit mais on ne semble pas en désaccord avec l'augmentation développée par le président d'EDF. M. Regent président de la Chambre de Com-

merce, estime que s'il y a surcoût dans la région, c'est à la collectivité nationale d'en assumer la charge, mais aussi compatit «aux difficultés d'EDF pour mettre en œuvre son programme d'équipement». Alain Chenard, maire de Nantes, dont la municipalité semble un peu tardivement et sous la pression, se réveiller, par une campagne d'information avec bus et bulletin spécial nucléaire, a déclaré : «Je n'ai que dédain à l'égard de ce chantage. L'EDF organise la discrimination entre citoyens et fait pression sur le pouvoir politique. C'est indigne d'un service public».

Quant à Raymond Marcellin, président du Conseil régional de Bretagne, il estime que celle-ci n'est pas concernée par les propos de Marcel Boiteux. «Puisque le Conseil régional et le Conseil général du Finistère se sont prononcés pour l'implantation d'une centrale nucléaire, les retards incombent aux administrations centrales. Il ne faut pas en rendre les citoyens responsables.»

Ou comment prendre position sans vraiment prendre position, tout en restant neutre.

Autre voix de protestation : celle de Louis Le Pensec, député

socialiste du Finistère qui, dénonçant ce chantage de la part d'un membre d'un service public, note que cet handicap sera un poids de plus pour une région déjà sévèrement touchée. Même les députés de la majorité s'en sont mêlés. Dans une question écrite au gouvernement, Alain Modelin, député UDF d'Ille-et-Vilaine, condamne cette «discrimination inadmissible, et s'inquiète de l'anti-aménagement du territoire que constituerait l'adoption de cette taxe sur la pauvreté». En conséquence, il demande au Premier ministre de dissiper les inquiétudes légitimes de la population.

Malgré l'ampleur des réactions, le but recherché par Marcel Boiteux est en partie atteint : contribuer à répandre et à incruster dans l'esprit des populations la menace à court terme de manque de 220 volts. Faites un feu !, il restera toujours de la fumée ! Chantage au progrès, chantage au bonheur, chantage au nucléaire : l'étoupe se resserre chaque jour davantage.

Près de chez moi, un vieux quincaillier qui vend encore des pointes au détail et qui les enveloppe dans du papier journal a vu fondre son stock de lampes à

pétrole. «On sait jamais», disait une cliente.

Dominique ●

P.S. : Dans une nouvelle interview à Ouest-France datée du 3 février, Marcel Boiteux affirme sa position mais n'apporte pas de nouveauté à ses précédentes déclarations. Il parle de centrales à charbon, de centrales à gaz, mais affirme que seul le nucléaire pourra rééquilibrer la production.

Quant à la contestation antinucléaire, il estime qu'elle a abouti à «donner un formalisme plus grand aux procédures de sûreté» et «trouve sain qu'en tant que citoyen, on étudie soigneusement l'impact d'une grosse installation nucléaire avant de la construire. Mais cela augmente sérieusement les délais et les coûts.»

On peut chercher vainement dans tout ce discours une prise en compte du refus du nucléaire par les populations concernées : il n'y en a pas la moindre trace.

Source Ouest-France

forceront sa position dans les futures négociations.

Pour information : Survival International, 36 Craven Street, LONDON W2 5 NG.

## Seveso : malformations en hausse

Alors qu'en 1977, il y avait eu 38 cas de malformation chez les nouveaux nés dans la zone de Seveso, en 1978, le nombre a atteint 53, soit une hausse de près de 50%. Les chiffres concernent les onze communes touchées par la dioxine. Le bilan fait apparaître une aggravation des types de malformations, et pour la première fois dix bébés malformés sont nés dans la zone que l'on considérait comme relativement peu touchée par la dioxine, la zone dite B.

AFP

## Please, gardez Astrid !

Actuellement la social démocratie Allemande est la pseudo démocratie la plus répressive d'Europe. Ces

dernières années, à l'initiative du feu juge Buback, la condition des prisonniers politiques Allemands est devenue extrêmement pénible, ceux-ci étant laissés dans un isolement total dans des cellules (dites sensorielles) insonorisées, peintes à la laque blanche et éclairées 24h sur 24 par une lampe au néon. Ce régime pénitentiaire particulier permet de briser psychologiquement les prisonniers, et de les amener rapidement au déperissement, vous devez savoir qu'on meurt beaucoup ces temps-ci dans les prisons Allemandes.

C'est pourquoi nous vous demandons d'intervenir auprès de votre gouvernement contre le néo-nazisme social démocrate ouest Allemand.

L'état ouest Allemand essaie d'exporter son modèle policier à l'Europe, en créant une Europe policière et répressive. Il tente de criminaliser et de détruire tous ses opposants.

Si le gouvernement Anglais accepte d'extrader Astrid Proll, il montrera à l'Europe entière qu'il accepte le modèle policier Allemand.

Astrid Proll a déjà failli succomber lors de son premier internement dans des prisons allemandes. Si elle devait être extradée, il est

probable qu'elle mourrait avant même d'être jugée; Klaus Croissant a été extradé de la France vers l'Allemagne fin 77, et son procès n'est toujours pas fini.

Monsieur l'ambassadeur d'Angleterre, intervenez auprès de votre gouvernement contre l'extradition d'Astrid Proll, et faites lui savoir que de nombreuses personnes en France souhaitent la liberté pour Astrid Proll. Please ! Thank's ! (texte à envoyer à l'ambassadeur d'Angleterre en France).

Les amis d'Astrid Proll

## Danger d'explosion à la Santé

Le Comité d'action des prisonniers attire l'attention sur la gravité de la situation à la prison de la santé depuis l'arrivée de M. Rousseau.

Tous les éléments constitutifs d'une révolte sont réunis dans cette maison d'arrêt : reprises d'avantages acquis, brusques changements de régimes et de règlements, discipline de plus en plus tatillonne et vexatoire, punitions sans mesures, dégrada-

tion des services sociaux. Chaque jour apporte de nouvelles mesures à un régime de plus en plus disciplinaire.

A cela s'ajoute le mécontentement des surveillants qui eux aussi sont victimes de l'autoritarisme de fer de M. Rousseau. Or depuis 1974, nous n'ignorons plus que les surveillants ont compris les avantages qu'ils pouvaient retirer sans risque d'une révolte des détenus.

Ce sera tout de même des prisonniers qui recevront les C.R.s et leurs matraques; c'est pour cela que nous lançons ce cri d'alarme dans l'espoir que M. Rousseau sera ramené à la raison avant le drame.

le C.A.P

## Greenpeace

L'organisation internationale Greenpeace utilisera cette année son bateau «le Combatant de l'arc-en-ciel» pour marquer son opposition à l'abattage massif des phoques autour de l'île norvégienne de Jan Mayen et au large de Terre-Neuve au Canada. Ce sont des navires canadiens et norvégiens qui prennent part à ces chasses.

Le gouvernement canadien annonce que 195 000 phoques

seraient le quota autorisé cette année à Terre-Neuve, soit 180 000 phoques scellés, et 15 000 phoques à capuchons.

De son côté, la Norvège n'a toujours pas annoncé de quota pour les zones de Jan Mayen et de la Mer Blanche. En 1978, dans le Nord-Ouest atlantique autour de Terre-Neuve, aucun des quotas ne fut atteint. Le tableau ne dépassait pas 161 100 phoques scellés et 10 200 phoques à capuchon, à comparer au chiffre de 195 000 phoques qui était l'an dernier déjà le quota autorisé...

Aucun détail complémentaire concernant la campagne du bateau de Greenpeace ne sera fourni publiquement : ces dernières années, le gouvernement canadien a adopté une série de lois restrictives, rendant illégales toute interférence à la chasse. En 1978, des volontaires de Greenpeace furent arrêtés par des gardes fédéraux sur la banquise canadienne alors qu'ils protégeaient un phoque contre un chasseur. L'an dernier également, en Norvège, des représentants des groupes européens de Greenpeace furent arrêtés après s'être enchaînés à des navires de chasse pour retarder leur départ.

Pour toute information, veuillez contacter : Greenpeace, 47 rue Eugène Oudine, 75 013 Paris. Tél. : 583 3350

# L'Europe: tout pour les gros rien pour les petits

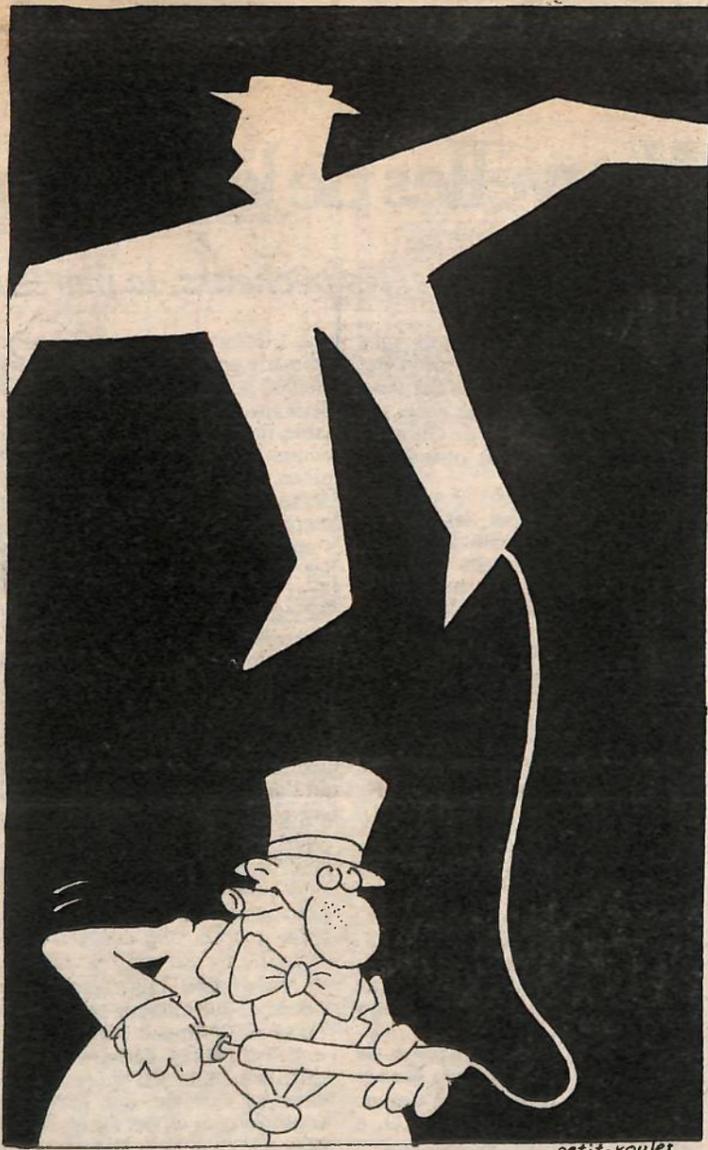
«On veut pas d'ça ici» ont crié les huissiers du Parlement européen à Strasbourg en déchirant les pancartes des écologistes venus, le 16 février, protester contre l'attribution des fonds aux partis politiques faisant campagne aux élections européennes. L'Europe des flics hargneux est déjà en place. Il y avait là une délégation des «verts» allemands, du Partito Radicale italien et des écolos d'Europe-Ecologie. La délégation a été reçue quand même par les présidents ou vice-présidents des groupes parlementaires, à l'exception des socialistes. Les interlocuteurs des verts se sont déclarés bien embêtés, convaincus qu'il y avait là une injustice, mais incapables d'y remédier. Le président du Parlement européen, Emilio Colombo, a promis de mettre la question à l'ordre du jour, mais le sous-fifre socialiste rencontré a trouvé que ça allait très bien comme ça et qu'il n'y avait pas à y revenir. Dame ! Les voix écologistes pourraient bien justement mordre sur l'électorat socialiste.

La pétition suivante a été mise au point et va être répandue :

**L**e Parlement européen a attribué dans les budgets des années 1977, 1978, 1979 environ 20 millions d'unités de compte européennes, dont 11 millions pour la seule année 1979, comme «contribution destinée à assurer l'apport du Parlement européen à l'information sur les élections au suffrage universel» (tit. 10, Ch. 100, art. 1001).

Cette somme est destinée en partie à financer une action d'information sur les institutions européennes effectuée par le Parlement lui-même, et en partie aux groupes politiques actuellement représentés à Strasbourg.

Dans l'ensemble les groupes (socialiste, démocrate-chrétien, libéral, démocrate de progrès, conservateur et communiste) ont ob-



tenu environ 15 millions d'u.c.e., dont environ 7,5 millions d'u.c.e. pour le seul budget de 1979.

La répartition des fonds entre les groupes a été effectuée à partir

de critères de proportionnalité correspondant à la représentation numérique de chacun. D'autres fonds provenant des réserves ont été attribués aux parlementaires «non-inscrits».

De fait, on peut calculer que chaque parlementaire a obtenu en trois ans environ 75 000 u.c.e., ayant à disposition environ 40 000 u.c.e. pour la seule année 1979.

La façon dont les fonds ont été répartis et distribués aux groupes, ainsi que les chiffres correspondants de la répartition, n'ont pas été rendus publics, et n'apparaissent que dans des documents à circulation interne et restreinte au parlement lui-même, c'est-à-dire aux groupes. L'on n'a pas porté à connaissance publique le fait que sous la dénomination «information sur les élections au suffrage universel» (art. 1001 du budget) se cache une subvention aux groupes politiques.

L'attribution est en effet une subvention aux groupes actuellement représentés à Strasbourg pour leurs frais de campagne électorale et de propagande. Il s'agit d'un véritable financement fait avec l'argent des neuf pays de la Communauté, donc du peuple européen, en faveur des groupes politiques actuellement représentés. Cela jette une tache sur les premières élections au suffrage universel. Les groupes déjà représentés se trouvent directement avantagés par rapport aux forces nouvelles et émergentes. Cela tend à favoriser la cristallisation des rapports de force entre les partis déjà représentés à Strasbourg ; cela crée des conditions d'inégalité qui falsifient les positions de départ à l'intérieur du jeu démocratique. Un seul exemple : certains parlementaires qui n'ont plus aucun rapport avec les forces politiques et ne représentent plus rien d'autre qu'eux-mêmes, tel est le cas des Italiens Plebe et Covelli - ont obtenu en trois ans des subventions importantes.

Les représentants du Partito Radicale italien, avec les représentants de «Europe-Ecologie» en France et d'autres groupes politiques qui prendront part aux élections de juin 1979 :

- *dénoncent la grave hypothèque qui pèse sur la naissance des premières élections au suffrage universel direct et risque d'en invalider la nature démocratique.* Ce financement vient perturber les élections en s'ajoutant aux graves obstacles qui dans de nombreux pays s'opposent à la libre participation de diverses forces aux élections : par exemple, le seuil de 5% imposé en France et en Allemagne pour pouvoir être représenté et l'obligation de déposer une caution très élevée en France ;  
- *demandent que le Parlement européen modifie d'ores et déjà les critères de répartition du financement de la soi-disant «action d'information» de façon que cette modification soit appliquée immédiatement au moins pour ce qui concerne la somme inscrite au budget de 1979 et non encore distribuée ;*  
- *demandent que la redéfinition des critères de subvention aux groupes se fasse sur la base du principe d'un remboursement des dépenses à toutes les forces qui seront représentées dans le prochain parlement suivant la sanction du vote populaire dans les divers pays, abolissant toute forme de privilège pour les groupes déjà représentés.*

Les radicaux italiens et les autres forces promotrices de l'action en cours en faveur du respect des règles du jeu démocratique aux élections européennes s'engagent à porter à connaissance de l'opinion publique les faits relatifs au problème ici soulevé et s'engagent à employer tous les moyens nécessaires d'action politique et d'action directe non-violente pour obtenir un comportement correct du Parlement européen.

Emma Bonino,  
Partito Radicale italiano  
Solange Fernex,  
Europe-Ecologie  
Kurt Hermann  
Die Grünen AVD

# La terre à ceux qui la bousillent!

*On croyait la terre rouge comme une orange, elle est plutôt grise comme du ciment... Voilà pourquoi certains y font carrière...*

Il y avait la Seine et ses amours et puis il y avait ses côtes en aval où les impressionnistes exerçaient leur palette. Aujourd'hui ces côtes, il faut les chercher loin, par «l'Autoroute de la craie». Demain, plus loin encore. Les carrières les minent et les cimentiers les grignotent à ciel ouvert. D'accord, il reste encore de beaux restes... à préserver.

Peu avant Mantes la Jolie, le long de l'autoroute de Normandie, des talus postiches masquent mal le saccage. Mais l'on n'a pas encore tout vu et ce n'est pas le grotesque panneau touristique avec une grosse flèche «côtes de la Seine» qui fera diversion : la société des Ciments Lafarge et les Ciments Français modèlent le paysage à l'image de leurs intentions. Ils se partagent le gruyère. Pour ces gens-là, collines calcaires plus Seine, ce sont les rives du Pactole avec ses cimenteries en veux-tu en voilà.

Ils étaient servis autrefois par un code minier particulièrement favorable. Avant 1971, il suffisait de se porter acquéreur des terrains et de déclarer en Mairie, «je creuse», et l'on creusait. Depuis, le code minier est un peu plus exigeant : il faut un décret préfectoral pour ouvrir une carrière ou l'étendre.

A Limay, dans les Yvelines, près de Mantes la Jolie, les Ciments Lafarge sont tombés sur un os. La population n'a pas du tout envie de se promener dans un paysage lunaire et la Municipalité, aujourd'hui communiste, estime que la ville a suffisamment payé son

tribu à l'industrialisation : un port, des carrières, une zone industrielle. «Nous avons été élus pour gérer un territoire communal, non pour le brader» affirme la Maire.

Ainsi lorsque Lafarge a envoyé un scrappeur là-haut, sur le plateau de Saint-Sauveur, pour créer un état de fait, avant même que le tribunal administratif n'ait statué sur les procédures engagées par la Municipalité, la population et les élus s'y sont retrouvés avant lui pour l'immobiliser. Durant 53 jours et 53 nuits, les habitants ont occupé le terrain, se sont relayés pour monter la garde. L'engin a à peine eu le temps de griffer la terre.

En fait, il s'agissait d'une course de vitesse. Pour Lafarge, il fallait creuser un petit trou, histoire de dire qu'«on» était bien chez soi, ici, comme de l'autre côté de la nationale et de la départementale où l'on s'est déjà bien égayé dans la craie, et que les taillis de Saint-Sauveur et les carrières déjà existantes ne font qu'un. Le nouveau code minier ne réserve la clémence de ses mesures transitoires que pour les seules extensions de carrières. Pour le reste, il faut obtenir une autorisation préfectorale, qui n'a jamais été accordée pour le plateau de Saint-Sauveur. On comprend dès lors l'empressement des bulldozers : créer un fait accompli, comme s'il s'agissait d'une ancienne carrière.

La Municipalité et la population de Limay ne s'attaquent pas aux rêves de n'importe qui. Les Ciments Lafarge sont bon troisième

dans le ciment international et c'est - pour jargonner - une multinationale particulièrement performante. Inutile de dire que sans cela, son PDG, Olivier Lecerc n'occuperait pas une place importante au CNPF qui sait reconnaître les siens. La terre est une immense boule de ciment, voilà ce que nous apprennent les activités du groupe partout dans le monde (voir encadré).

La première bataille s'est déroulée sur fond de procédures juridiques que Lafarge, contre un arrêté préfectoral, et la municipalité de Limay, en tierce opposition, ont entamé. Combat inégal, puisque le tribunal administratif a statué sur la forme en des termes particulièrement révélateurs : une société industrielle a des droits, une collectivité locale des intérêts. En d'autres termes, la municipalité en matière d'extraction minière sur son territoire n'a que le droit de donner un avis, et si possible, discret... discret.

A Limay, on estime cependant qu'il ne faut pas dépasser les bornes. La population a clairement fait connaître ce qu'elle estimait être son intérêt : pas de carrière sur un site qui est des rares espaces boisés de la région parisienne, pas de poussières près d'un des centres aérés les plus fréquentés de la région, pas de trous dans un

paysage qui en comporte suffisamment comme cela avec les multiples carrières, sablières et gravières qui jonchent la Seine. Et ce ne sont les promesses farfelues de réaménager les carrières, les assurances sujet à caution de ne pas détourner les sources, ni les éternels chantages à d'hypothétiques emplois qui y changeront quelque chose. Limay a d'ailleurs reçu l'appui d'une partie des habitants de la commune voisine re-

groupés en une association de défense du site et de l'environnement.

Batailles juridiques et politiques ne font que commencer. Le règne du ciment pourrait bien connaître son déclin à Limay.

P.-Y. P ●

*Premier producteur français de plâtre et de sacs papier, la Société Lafarge est également le deuxième fabricant européen de céramique sanitaire. Premier cimentier en France, le groupe arrive en troisième position dans le monde et a également des activités dans les domaines du réfractaire, des préfabriqués et des ciments aliméneux. Son chiffre d'affaires en 1977 s'est élevé à 6,32 milliards de francs.*

*La société a des participations dans différentes entreprises au Canada, au Maroc, en Guadeloupe, au Sénégal,*

*au Brésil, au Cameroun, au Gabon, en Grande-Bretagne, en Espagne, aux USA, en RFA et bien entendu en France.*

*Le ciment a donc fait la prospérité de la Société. Néanmoins, depuis, les besoins en ciment ont diminué, et l'on construit moins de logements qu'auparavant. De plus les nouvelles techniques de construction emploient moins de ciment.*

*Dès lors, l'ouverture de nouvelles carrières ne s'impose pas vraiment.*



Cette semaine va être positive pour l'avenir de la Méditerranée, du moins on peut l'espérer. En effet, 17 pays riverains sont en réunion à Paris jusqu'à samedi prochain pour définir les modalités de financement du sauvetage de cette mer fermée.

Ce programme a été lancé sous l'égide du P.N.U.E. (Programme des Nations-Unies pour l'Environnement). Il faudra trouver plus de deux millions de dollars rien que pour l'année 79.

C'est en Méditerranée, plus particulièrement dans l'Adriatique, au sud d'Otrante, qu'à la suite d'une collision, le Catvat, un cargo yougoslave avait sombré par 95 mètres de fond, en juillet 1974. Son contenu, 909 bidons de plomb tétraméthyle, menaçaient d'empoisonner poissons et humains. Utilisé comme anti-détonnant dans l'essence, c'est un poison violent. Grâce à l'obstination de l'opinion publique alertée par Cousteau, et surtout grâce au juge italien Maritati, tout fut récupéré. Tout cela était raconté dans l'émission télé «L'odyssée de l'équipe Cousteau» mardi dernier.

Des images impressionnantes comme celles des fûts rouillés, certains déjà percés, sortant de l'eau et manipulés par des techniciens équipés de masques respiratoires et de combinaisons de protection. Coût de l'opération : 12000 dollars par fût...

Télé toujours, vendredi, avec «La bataille de la pêche» sur la troisième chaîne. Le présentateur démarre l'émission sur un quai de Honfleur, le sujet est bien traité, mais tous les scientifiques sont américains, comme pour les feuilletons. La France manque-t-elle à ce point de moyens, au point d'être obligée de repiquer des images américaines ? Pourtant, le C.N.E.X.O., l'I.S.T.P.M. et la Bretagne ne sont pas tellement loin de Paris. Enfin 90% des prises de poissons ont lieu dans 10% de la surface des océans : les zones côtières. Des chiffres que tout lecteur de la G.O. doit connaître, et qui montrent clairement le danger de la pollution littorale, tant pour l'avenir de la pêche que pour la nourriture d'une partie de l'humanité. Somptueux gachis, nous autres Occidentaux ne mangeons que le tiers du poisson, jetant tout le reste comme déchets.

## Nouvelles de la planète bleue

*La Méditerranée, les pêcheurs, la marée noire... et Antoine*

Les pêcheurs français sont agités en ce moment. 15 jours de grève pour les équipages des thonières, aussi bien sur les zones de pêche, dans le golfe de Guinée, qu'en Bretagne, pour obtenir de meilleurs salaires.

En Bretagne aussi, les marins-pêcheurs locaux, sinistrés de la marée noire de l'Amoco Cadiz, se plaignent de n'avoir toujours pas été indemnisés des pertes subies.

Cette catastrophe ajoutée à d'autres, a contribué à faire de l'année 1978 la plus mauvaise que les assureurs maritimes aient connue. Selon les Lloyd's de Londres, 40% de plus de pertes de navires qu'en 1977, lit-on dans *Le Monde*.

L'année 1979 n'a pas mieux commencé avec l'Andros Patria et le Bételgeuse, auxquels il faut ajouter, une plate-forme de forage qui a coulé pendant son remorquage entre l'Ecosse et le Brésil. Coût pour les assureurs : 20 millions de dollars. Un an presque depuis l'échouement de l'Amoco Cadiz devant Portsall, l'A.J.E. (Association des Journalistes de l'Environnement) a voulu faire le point sur ce qui a été fait depuis. Un directeur du C.N.E.X.O. a présenté les études écologiques en cours. Notons qu'une remontée de nappe d'hydrocarbure a eu lieu ces jours-ci en Bretagne. Le Centre National d'Exploitation des Océans (C.N.E.X.O.) et son homologue américain, la N.O.O.A. ont signé un accord portant sur trois

ans. L'effort principal porte sur la première année, avec la moitié des crédits, puis 30% et 20% pour les deux années suivantes. Un responsable du ministère de l'Environnement a rappelé les mesures prises par le gouvernement qui, à défaut d'être des panacées, ont le mérite d'exister :

- obligation d'informer pour tous les navires, soit entrant dans les eaux territoriales, soit se trouvant en difficulté, soit assistant un autre bateau.
- renforcement des sanctions en cas de pollution, ou de non-respect des couloirs de navigation.
- début d'une action commune au niveau européen.
- confirmation de la mission de surveillance de la marine nationale qui a effectué 10 500 heures de contrôle aérien, relevé 2 000 infractions, qui ont abouti à 95 détournements de navires et à 85 condamnations de mai à décembre 1978.

Au niveau juridique, l'Etat demande 300 millions aux propriétaires de l'Amoco Cadiz, tandis que les privés demandent 400 millions. Qui dit mieux ? Ces derniers forment une étonnante coalition, qui va des agents immobiliers à la Ligue de Protection des Oiseaux, en passant par les commerçants et les hôteliers. Les communes, elles, ont fait saisir un bateau de la compagnie allemande «Bugsier» dont le remorqueur : Pacific avait échoué dans ses tentatives sur l'Amoco Cadiz.

De son côté, Amoco (la compagnie) a engagé une procédure de limitation de responsabilité devant les tribunaux américains contre le gouvernement français pour ne pas avoir assez surveillé ses côtes, et donc commis une faute qui lui donne une part de responsabilité dans l'accident. Position qui paraît très défendable.

Pour finir, un peu d'optimisme : le tribunal de Los Angeles vient d'empêcher la Standard Oil of California d'installer une plate-forme pétrolière dans la passe de Santa Barbara, à la demande d'un groupe écologiste.

Vivre autrement, c'est possible et sur mer, en plus. Je navigue quinze mois, puis je rentre à Paris pour remplir la caisse de mon voilier et voir du monde, me disait Antoine lors de son passage à Paris. Quittant Paris en 1974, le chanteur yéyé est devenu un sage, il raconte ses traversées solitaires dans le *Globe-Flotteur*, et dans un deuxième volume *Bord à bord* chez Arthaud (encore). La description de ses escales en Guyane française ou sur l'atoll de Mururoa valent d'être lues. Une fois de plus, on constate que certaines îles ne sont plus, comme la nostalgie, ce qu'elles étaient. L'Eden se remplit de bouteilles plastique et de cannettes de bière, les bons sauvages deviennent «d'honnêtes commerçants».

Gilles Klein ●



Photo : Jeammougin/Viva

# A quoi sert l'armée?

**La seule fonction de l'armée est le contrôle des sociétés. Contrôle culturel : l'armée entretient la peur de la guerre atomique et remet le sort des peuples entre les mains de quelques individus. Contrôle spatial : l'armée conventionnelle occupe le territoire et «civilise» sa présence contre un éventuel ennemi intérieur.**

## 1. L'armée nucléaire contrôle la société par la peur

*La conférence sur le désarmement a repris à Genève. Mais personne ne veut désarmer. Et pour cause ! La peur de la bombe est le ciment des sociétés.*

**A** l'heure où le spectre du chômage hante les cauchemars des cadres, il est un métier d'une stabilité à toute épreuve : celui de délégué à la Conférence permanente du désarmement de Genève. Les discussions sur le désarmement durent depuis plus de vingt ans et ne sont pas sur le point de finir, car il est évident que personne ne veut commencer à désarmer le premier. Comme l'a dit Deng Xiaoping à Carter : «sur le principe, nous sommes d'accord, mais vous n'arriverez jamais à contrôler efficacement sur le terrain les effets du désarmement. Alors, à quoi bon discuter ?»

C'était aussi la position de De Gaulle qui, n'ayant pas été invité à Yalta par les «Grands», n'acceptait pas que ceux-ci puissent «dicter à la France sa politique» et lui interdire de se doter d'une force de frappe nucléaire. Avec la Chine, la France a continué ses essais et pour la première fois cette année, est retourné s'asseoir à Genève à la Conférence sur le désarmement.

Bonne occasion pour faire le point ici sur la politique de défense française dans le monde, avec l'aide d'une brochure de l'ENA sur le sujet. (promotion Mendès-France, un vrai démocrate qui ouvre ses dossiers).

Quand on parle de défense, il n'est pas question de raffiner l'étude. L'intelligence militaire s'est toujours mal accommodée des subtilités intellectuelles. La réflexion nuit à l'action. Nous nous bornerons donc à considérer comme acquises des données très primaires. A savoir : ce monde est dangereux, nous vivons dans l'insécurité, il faut se protéger.

De qui ? De l'ennemi ! Quel ennemi ? Tout agresseur potentiel du territoire national ! Mais encore ? Les Russes.

La France fait historiquement partie du camp occidental, l'Ouest. En face, les terribles légions de l'ours polaire soviétique et ses alliés, l'Est. Nous voilà dans les limites de l'épuration avec l'affrontement Est-Ouest. Forces du Pacte de

Varsovie contre forces du Pacte de l'OTAN. Comme ils «veulent la paix» depuis plus longtemps que nous, les Russes et les Américains «préparent la guerre» depuis plus longtemps et ont donc des capacités destructrices beaucoup plus grandes que les nôtres. Ce sont les «deux Grands». Les quatre petits pays nucléaires sont la Grande-Bretagne, la Chine, l'Inde et la France qui, n'ayant pas les moyens d'écraser les autres, ont développé la fameuse stratégie dite de «dissuasion».

Son but est de «dissuader l'ennemi de nous attaquer en le menaçant de représailles considérables». Autrement dit, si l'URSS veut détruire la France, elle le peut. Mais elle doit savoir qu'elle recevra en échange quelques mégatonnes qui anéantiront quelques villes et cette menace doit la dissuader de prendre un risque. Cette stratégie s'appuie sur un lot d'armes diverses qui sont destinées à éviter aussi une guerre «conventionnelle». Les chars de l'Est en Europe étant deux fois plus nombreux que ceux des forces de l'OTAN.



Photo Lambours

## A quoi sert l'armée ? (suite)

Voilà pour le gros de la stratégie. A l'intérieur de ce cadre, les grands képis se posent une foule de questions dont on va voir que le niveau est d'une élévation grandiose. Il s'agit de savoir si l'on porte un effort particulier sur les villes ennemies (stratégie anti-cités), sur son potentiel économique (anti-économique) ou sur le premier rideau, dite aussi salve d'avertissement, que constitue la force tactique des Plutons. Chacune de ces options entraîne nombre de conséquences qui échappent au profane mais pas aux feuilles de chêne. Voyons voir :

### Sors dehors si t'es un homme !

L'anti-cités est une constante de la politique française. C'est l'arme des faibles immoraux. Faibles parce qu'il n'est pas question de rivaliser avec le potentiel destructeur des deux grands qui peuvent, eux, varier le raffinement en visant précisément nos centres vitaux (la précision du nouveau missile de croisière «Cruise» est de 30m). Nos engins balistiques, tirés des sous-marins nucléaires, mobiles et difficiles à situer, anéantiraient une dizaine de grandes villes adverses. Les autorités soviétiques ont bien tenté quelques exercices de défense passive en abritant les civils dans le métro des villes, mais il semble que la population soit réticente à mimer ainsi sa mort et les bureaucrates du Kremlin n'ont pas insisté. L'anti-cités est donc du dernier dissuasif, la précision du tir n'étant pas nécessaire. Quant à son immoralité, certaine, elle a été

soulignée, dit l'ENA, par le Parti Communiste Français et «pourrait entraîner, au niveau international, une campagne de dénigrement qui serait à même d'influencer défavorablement l'opinion publique française». C'est pourquoi certains généraux lui préfèrent «l'anti-économique».

L'anti-économique, comme son nom l'indique, vise à raser le potentiel économique de l'ennemi et notamment les usines qui ne peuvent être toutes enterrées. Les usines étant près des villes, on fait d'une pierre deux coups, ou plutôt deux cent mille morts. Aucun Etat ne pourrait tolérer de revenir rapidement au Moyen-Age, sans acier, sans ciment, sans pétrole, sans énergie et sans machines, note l'ENA. Cette stratégie a cependant ses faiblesses : elle pourrait laisser sous-entendre que Giscard est un humaniste lâche qui n'osera jamais bombarder les cités et nuirait ainsi à notre politique de dissuasion. On lui préférerait donc le bluff suprême de l'anti-cités.

Les Plutons, qui constituent nos forces tactiques, sont destinés à dire à l'ennemi : attention, dernier avertissement, ensuite j'envoie la sauce ! Mais nos Plutons sont trop peu nombreux pour être vraiment terrifiants et leur emploi déclencherait une escalade dangereuse. Se pose aussi le problème de leur localisation. Où les placer ? Pas question de les mettre à la frontière des deux-Allemagnes pour des raisons politiques (RFA, terre démilitarisée). Si les USA abandonnent l'Europe et retirent leurs 7000 armes tactiques, il faudrait porter le nombre de nos Plutons à 2000 pour intimider les chars russes, effort financier trop dur. Et puis contrôler de l'Élysée le tir de 2000 bombes de la taille de celle d'Hiroshima, pose des questions insolubles. Quant aux autres pays européens, placés éventuellement sous notre

«parapluie atomique» ils ne se battent pas pour accepter nos Plutons. Adieu, Dieux des enfers !

## Un militaire nucléaire sur vingt

Ces casse-têtes stratégiques se doublent de problèmes techniques. Les 5 et bientôt 6 sous-marins nucléaires sont les seules armes vraiment dissuasives de notre arsenal. Les mirages IV sont à la merci d'une attaque au sol et pas sûrs d'atteindre l'URSS. Les 18 silos du plateau d'Albion, bien que modernisés sont vieillots et nos missiles ne sont pas à l'abri des anti-missiles adverses qui interceptent la bête en plein vol. La France compte beaucoup sur le missile M4 à « ogives multiples durcies », opérationnel en 1985 et qui équipera les sous-marins. Si les accords SALT échouent (il s'agit d'une limitation des anti-missiles), il nous restera soit à prier le bon Dieu, soit à nous doter du missile Cruise, petite merveille qui fait du rase-mottes à vitesse subsonique et, parcourant trois mille kilomètres, frappe à trente mètres de la cible.

Economiques, politiques ou financiers, ces soucis doivent aussi tenir compte « des souhaits des militaires et des industriels qui édifient la force de frappe », note l'ENA, qui précise : « Ainsi le CEA, chargé de la fabrication des têtes nucléaires, se trouve être le plus ardent défenseur de la multiplication des Plutons ». Le CNES préférerait les satellites militaires. L'armée elle-même, n'est pas enthousiaste pour l'option nucléaire. « L'armée française compte 312 000 militaires engagés. (NDLR : disons des chômeurs en armes). Seulement 14 000 d'entre eux, soit moins d'un sur vingt, servent les forces nucléaires. Aussi n'est-il pas surprenant que la priorité nucléaire, sans cesse réaffirmée au niveau politique, se heurte à la préférence de l'organisation militaire pour les armements conventionnels ». Voilà ! Vous savez tout sur le corporatisme de nos défenseurs...

## L'armée crée des emplois

Ces questions de boutique expliquent la grogne des différents corps à l'heure de la répartition des crédits militaires, mais elles ne remettent pas en cause la nécessité nucléaire. Au contraire : la France va bientôt, n'en doutez plus, rentrer dans l'Europe. Il s'agit donc de redéfinir ce qu'est une «défense européenne». Celle-ci est actuellement assurée par les Etats-Unis. Mais ceux-ci, forts de leur gamme élargie d'engins de morts, préfèrent perdre la bataille de l'Europe et préserver leur territoire. Certains stratèges français dont le Général Méry ont donc envisagé une thèse Européenne dite de la « sanctuarisation élargie ». La thèse gaulliste classique (Général Gallois) estime que le risque nucléaire ne se partage pas et que la France ne bougera qu'en cas d'attaque du sol national. Cette hypothèse chauvine ne résiste pas à un examen européen : A quoi bon préserver la France dans une Europe russifiée ? Les « atlantistes » préconisent une bataille à l'avant, à côté des Alliés, et les « européens » veulent étendre le sanctuaire aux pays voisins. Manque de bol, ceux-là préfèrent nettement le parapluie U.S. à l'ombrelle française. Notre participation à la bataille de l'avant (aux frontières du rideau de fer), ne pourrait donc être que conventionnelle, ce qui redonne le moral (et un but dans la vie) à la quasi-totalité de notre armée. Ce qui justifie aussi les manœuvres de l'armée de terre, son insertion dans la population, et sa boulimie d'espaces vierges (Larzac). On en arrive finalement à une ligne nuancée, « assignant à nos intérêts vitaux une limite nécessairement floue ». Les Russes ne doivent pas savoir précisément ce que nous considérons exactement comme un casus belli ou une agression intolérable. Et la contradic-

tion entre « l'autonomie » de la défense Gaullienne et la construction de l'Europe sera un de ces problèmes futurs qui mettent du sel dans la vie courante.

En conclusion, l'ENA se contente de mettre la priorité - et c'est la thèse constante du gouvernement actuel - sur l'excellente frappe en second que constituent les sous-marins nucléaires. Avec cinq sous-marins la France est un peu juste, puisque deux d'entre eux seulement sont en patrouille simultanée. Avec six, ça ira un peu mieux. Mais l'idéal serait huit. Bel avenir pour les arsenaux français ! et dix milliards de F de plus à sortir. Quand aux missiles d'Albion, ils sont vulnérables à une attaque soviétique et sont « techniquement dépassés », « S'il s'agissait de construire aujourd'hui la base d'Albion, la décision serait certainement négative », dit l'ENA, qui envisage même sa suppression quand l'évolution des techniques de destruction le rendra nécessaire.

Nous conclurons nous mêmes, avec une citation qui rend caduques toutes les études militaro-technocratiques sur la défense : « Les guerres ne sont pas causées » par des conflits internationaux d'intérêts. Un raisonnement logique approprié serait mieux fondé à dire que les sociétés guerrières exigent - et par conséquent suscitent - de tels conflits. La capacité d'une nation de faire la guerre constitue l'exercice de son plus grand pouvoir social. La guerre, faite ou prévue, est une question de vie ou de mort, dans les proportions les plus importantes, pour le contrôle de la société. Il ne faut donc pas s'étonner si les institutions militaires, dans chaque société, réclament de passer les premières dans tous les domaines... » (« De l'utilité des guerres », Calmann-Lévy).

La guerre, organisation sociale de la violence, consensus social par la terreur, oui, nous n'en sommes pas étonnés...

Arthur ●



## 2. L'armée conventionnelle occupe le territoire en douceur

**A** l'origine des manœuvres en terrain libre, les militaires n'invoquent que les exigences techniques d'une armée moderne. Il y a d'abord une définition strictement militaire de ce type d'exercice qui constitue le tapis indispensable à l'offensive publicitaire. Il s'agit donc pour commencer de déployer des troupes, par grandes unités mécanisées, hors des camps saturés, afin de «travailler en vraie grandeur», dans l'espace civil rural, qui représente le cadre naturel le plus proche de celui du temps de guerre.

Alors que les camps d'entraînement, exigus par définition, obligent à simuler certaines phases de la manœuvre, le terrain libre libère des contraintes de distance et de temps. Le terrain libre, c'est donc pour les militaires qui jusqu'ici ne travaillaient que par simulation, l'équivalent approximatif du réel.

Pour l'armée française, les manœuvres en terrain libre ont commencé en 1974, en Allemagne Fédérale, l'inspiration provenant des Etats-Unis. Pourquoi la RFA ? D'abord parce qu'une grande partie des blindés français y stationnent, mais surtout parce qu'elle constitue un milieu expérimental militairement très intéressant : densité démographique, territoire réduit et stratégique, proximité de «l'ennemi rouge» sans lequel il ne saurait y avoir de manœuvre vraisemblable, énorme concentration de blindés, décisive dans l'hypothèse d'une guerre conventionnelle, opinion publique bien préparée.

Les exercices **Jade** en 1974, **Barraкуда** et **Gerfaut** en 1975, en territoire allemand, familiarisèrent les chefs au déploiement des forces dans la grandeur

nature. Chacun mit en jeu une brigade mécanisée presque complète (à peu près 3 500 hommes, 1 100 véhicules dont 300 chenillés). Les relations avec la population, spectatrice en quelque sorte de ces manœuvres à grand spectacle, firent l'objet de précautions particulières : attachée à chaque régiment, une «unité mobile de constatation» prenait en considération et réparait les dommages causés. Bals et festivités concluaient les exercices. (TAM, n° 297, 23/10/75).

Tout était donc au point pour tenter l'expérience en France. En 1976 ont lieu **Vendémiaire**, **Epervier** et **Griffon**. Ce sont des débuts timides. On ne veut pas courir les risques d'un échec. Ainsi **Vendémiaire** n'engage-t-il que les effectifs d'un gros régiment : 1 200 hommes, 26 chars et des blindés légers. Auparavant, «la manœuvre a été préparée par un exercice des cadres sur le terrain, une prise de contact préalable des capitaines avec les élus locaux, les agriculteurs, les administrations (...) et par des reconnaissances de la gendarmerie nationale» (Le Monde, 15/10/76). Ce luxe de précautions est encore, pour peu de temps, mis au compte des difficultés techniques qu'il y a à faire évoluer des blindés sur le terrain des tracteurs agricoles, entre la fin des moissons et la chasse.

En 1977, on s'enhardit lors des exercices **Ambre** (en RFA), **Demeter** (Eure-et-Loir), **Cormoran** (à partir du Larzac), **Extel** et **Tardenois**. Les effectifs grossissent, on expérimente des combinaisons de troupes et d'armes spécialisées. Tandis que **Cormoran** mettait en jeu 1 600 parachutistes et donnait lieu à divers largages, héliportages et autres variantes destinées à entraîner les

unités de la «troisième dimension», **Demeter** mobilisait la même quantité d'hommes et de matériel que les exercices de 74 et 75 en Allemagne. Les cinq mois de préparation demandés par **Demeter** peuvent se résumer dans cette déclaration du Général Lagarde : «Nous suivons de très près les réactions de la population durant cette nouvelle expérience d'entraînement (...) A la vie en campagne et à la manœuvre tactique et logistique en milieu naturel». (Le Monde, 9/9/77).

Mais la grande unité de combat, c'est la division blindée, et c'en est une, presque complète, qui manœuvre lors d'**Extel** : «Une grande unité de l'armée de terre "au travail" dans une mission d'entraînement afin de réaliser davantage encore l'insertion de l'armée dans la nation». (TAM, n°340, 27/10/77).

Dès lors, le principe de la division blindée lâchée en terrain libre est admis et généralisé avec, en 1978, **Textel** (Moselle) et **Pégase** (RFA). **Textel** : 7 000 hommes, 500 blindés, 1 350 véhicules, 50 hélicoptères. De quoi réaliser davantage encore l'insertion de la nation dans l'armée.

### Une économie militaire de l'espace

En deux ans, de **Vendémiaire** à **Extel**, les effectifs engagés dans les manœuvres en terrain libre ont presque décuplé, tandis que le kilométrage parcouru par les blindés a crû en proportion. Lors de **Vendémiaire**, «en une nuit, les unités ont pu parcourir jusqu'à 60 kilomètres, soit quatre fois la distance du plus grand des axes de progression à l'intérieur du camp de Mailly dans l'Aube». (Gal de Llamby, Le Monde, 15/10/76).

Mais l'espace civil rural est fragile. Il faut rationaliser son utilisation. C'est ce qu'a déjà prévu un technicien des manœuvres. Après avoir défini les dimensions de l'espace-type apte à recevoir les manœuvres en terre libre («au maximum une zone de 100 km de profondeur sur 20 de large, soit 200 000 hectares»), il suggère un découpage de la France tel que chacune des parties obtenues puisse à son tour devenir le théâtre d'une manœuvre. En admettant que la fréquence tolérable d'utilisation d'une zone de manœuvre soit d'une fois tous les six ans, il serait nécessaire de disposer au total, pour 8 divisions blindés, de 24 zones, dont une en France et neuf en RFA. Un inventaire approfondi des zones favorables est en cours sur l'ensemble du territoire, y compris dans les régions où ne stationnent pas de formations blindées... Seuls les résultats de l'inventaire permettront de confirmer la possibilité des exercices en terrain libre selon le rythme souhaité de quatre exercices par an, dont deux à trois sur le territoire national». (Armées d'aujourd'hui, 30/5/78).

Extraordinaire transparence du langage militaire ! Les voilà, les nouveaux technocrates, tellement sûrs de leur pouvoir qu'ils ne prennent plus la peine de le déguiser. On voit clairement quel monde ils nous construisent.

Donc tous les six ans, l'armée moissonne l'espace rural ; il faut six ans à ce dernier pour acquérir une productivité spécifiquement militaire, pour revenir à l'état de nature cultivée, militairement consommable, pour redevenir la nature au premier matin de la guerre.

A côté des contraintes techniques de temps et d'espace invoquées par les militaires (les armes nouvelles, la vitesse, la simultanéité des opérations, etc.), à côté de ces arguments qui servent à justifier en même temps l'extension des camps et leur ouverture sur l'«infini du territoire civil», il y a un objectif idéologique très précis. Il ne s'agit plus seulement de démontrer l'opérationnalité de l'armée, ce qui resterait un critère militaire, mais de la faire admettre comme appareil de production doué d'une capacité de production matérielle et sociale spécifique et d'une rentabilité.

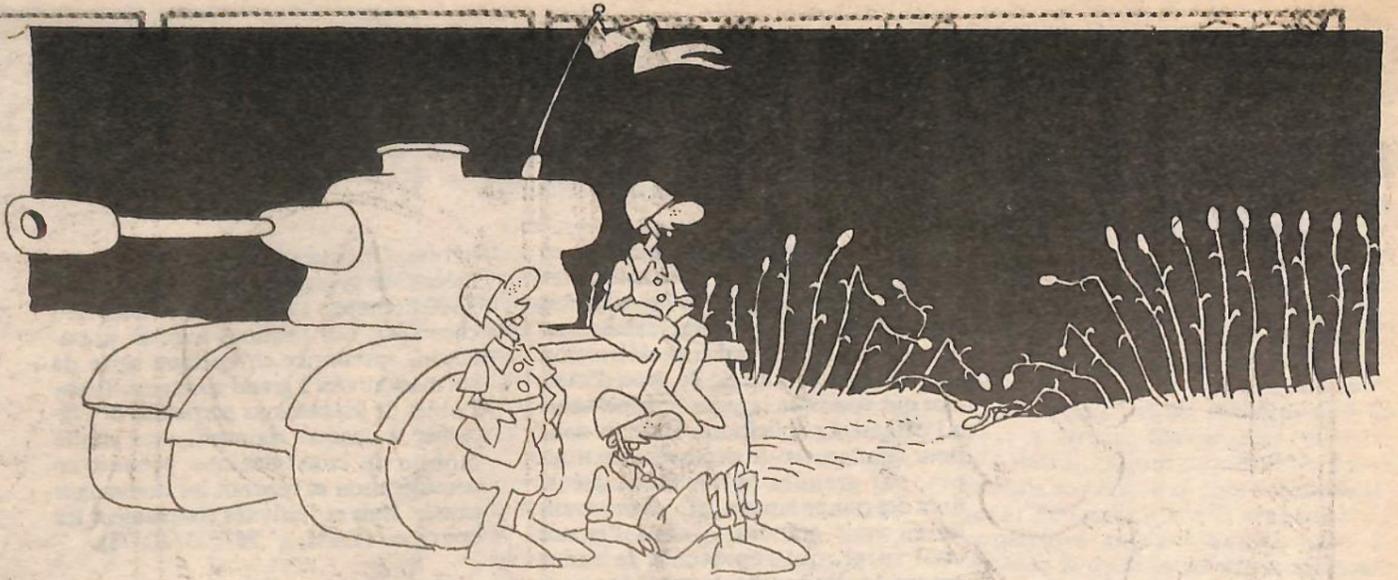


Photo : Jeanmougin/Viva

## A quoi sert l'armée ? (suite)

C'est en 1975 qu'a été lancée une campagne publicitaire de trois ans, afin de «changer l'image de marque de l'armée». Avant l'intervention des spécialistes du marketing, l'armée se contentait de se substituer localement aux appareils civils de l'Etat. L'appareil de production proprement militaire - blindés, missiles, hélicoptères, véhicules de tous genres - n'était en aucune manière reconnu comme tel. Alors l'image de marque de l'armée se dégradait quand elle produisait du civil, lorsqu'elle traçait un sentier, tirait une adduction d'eau, bâtissait une bergerie en pleine montagne. Bien sûr la presse militaire trouvait là matière à des titres superbes du genre «L'armée veut régénérer la nature». Mais l'image qui subsistait était celle d'une armée éloignée de ses motivations premières, contaminée, affaiblie par les missions civiles. Si cette armée réduite à un service public d'urgence satisfaisait les démagogues, les baroudeurs purs et durs ne pouvaient s'en contenter.

L'été de sécheresse de 1976 marqué par l'opération-paille ou opération-agriculture-armée donna l'occasion de faire passer l'aide aux civils à un niveau militaire d'organisation. Tout était prêt pour les manœuvres en terrain libre, alors que les relents de mauvaise conscience faisaient encore souligner l'utilité civile de l'armée avant son efficacité militaire. La manœuvre en terrain libre, c'est le premier moment de l'armée en représentation de travail, et son travail, c'est de se déployer en vraie grandeur, d'avaloir du kilomètre, de récolter cette primeur de l'espace, cette «fraîcheur du



terrain jamais parcouru qui en fait une expérience irremplaçable».

Mais il reste toujours un double aspect : affirmer une nouvelle image de marque de l'armée (et le côté super-production assez mélo de la manœuvre produit l'effet escompté) et faciliter la mise en place d'un nouveau type d'appareils d'Etat, au-delà de la distinction militaire/civil, des appareils qui traversent tout le social et réalisent ainsi la mobilisation instantanée d'une région ou d'un pays, le mot de mobilisation devant être compris dans un sens très large, mobilisation physique, intellectuelle et dans l'imaginaire.

### Militarisation des racines

L'irruption hors des camps n'est plus que secondaire d'une définition de la manœuvre terrain libre. Terrain libre,

c'est le mot de passe pour l'intégration militaire du pays, pour l'appropriation des racines et de la mémoire de ce pays devenues objectifs militaires.

Les traditionnels exercices de troupes alpines, *Gentiane*, se sont de tout temps déroulés hors des camps, donc en terrain libre, mais ce n'est qu'en 1978 qu'ils en ont reçu la qualification officielle. Aucun changement dans le thème de la manœuvre, seul l'effort publicitaire «Armée-Nation» marque une différence notable. «Terrain libre», les premiers mots du langage d'une super-militarisation.

Confinée dans les camps, l'armée est contrainte de les généraliser au pays ou de disparaître. Elle a perdu le rapport au terrain et désormais la quantité d'armes dont elle dispose est telle que toute limite mise à leur emploi serait catastrophique pour les marchands de canons et leurs représentants. Pour

surmonter cette crise apparaît un pub-militarisme, synthèse efficace du marketing et du militarisme. Pour camoufler ce parti-pris de performances militaro-commercial, le pub-militarisme fait appel à la pureté originelle de l'espace. La manœuvre blindée doit être capable de redonner au sol son unité perdue, de rassembler les racines terriennes accaparées par le paysan et oubliées du citadin.

C'est bien la terre qui est au centre du projet «terrain libre». Les blindés et leurs chevaliers ont pour mission de cimenter une nouvelle religion de la terre, religion du combat, du mouvement, de la charge héroïque, de la vitesse...

René Siestrunck ●

## Du nerf, citoyens !

**A** l'issue de la coordination qui s'est tenue le 20 janvier à Bouvesse, je suis chargé de la délicate mission de vous engueuler sans vous fâcher... pour votre contribution à l'assassinat (par inanition) de la coordination régionale et de vous «R.E.S.P.O.N.S.A.B.I.L.I.S.E.R.» (eh oui ! on a osé...) par rapport à la prochaine qui sera peut-être bien la dernière... si vous ne réagissez pas en YVENANT. Parce qu'une «coordination» où ne sont représentés que trois comités sur la vingtaine pour qui et par qui ce machin-là est censé exister, ça pose question, non ? Question à chacun de vous posée, du genre :

- cultiver son bout de jardin (travail de chaque comité sur son secteur), est-ce suffisant pour lutter efficacement contre le programme nucléaire national ?

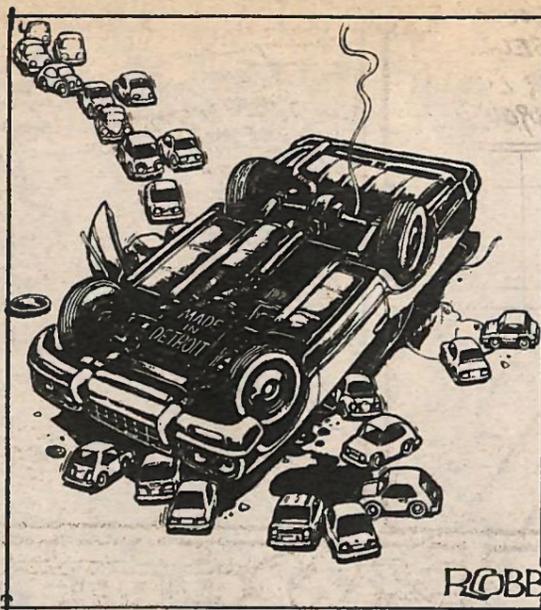
- si le besoin d'une coordination à des niveaux plus large (régional, national, voire international) est ressenti, sous quelle forme répondre à ce besoin dans notre région ?

La prochaine coordination anti-nucléaire nationale qui se tiendra à Nantes, et non pas à Lyon, les 10 et 11 février avec, dans sa visée, le lancement d'une campagne nationale pour un moratoire et la préparation de la journée internationale du 4 juin, n'est-elle pas l'occasion de redynamiser le mouvement anti-nucléaire ? et de reconstituer une véritable coordination régionale ?

A ces questions, il n'est pas interdit de répondre par écrit (à l'essai, le comité de La Tour du Pin accepte d'assumer une fonction de secrétariat - avec O. Cabanel - et de trésorerie de la coordination). Mais notez bien la prochaine réunion de coordination **SAMEDI 24 FÉVRIER, 14H, au Couvent de Bouvesse.**

Coordination nationale des 10 et 11 février à Nantes : Proposition de voyage groupé (autocar) de Lyon. Si vous êtes intéressés (départ de Lyon samedi matin, retour dans la nuit de dimanche à lundi), téléphonez d'urgence au (74) 80 19 69.

## De l'argent pour arrêter le progrès



**C**inq pour cent des voix aux européennes et le mouvement écologique pourra enfin s'affirmer avec quatre députés au Parlement. 300 millions de centimes pour que quatre gaziers brandissent le bannière verte du haut de l'estrade politique. Tu parles qu'ils vont peser lourd dans la balance. Ils pourront toujours dénoncer les catastrophes écologiques devenues déjà routinières, et vite étouffées par le reste, oubliées par les médias qui blasent le peuple plutôt que de l'aider à prendre conscience pour que, justement, ces catastrophes ne se reproduisent pas.

Europe-Ecologie pour le Quart-Monde, pour les minorités, les fous et l'utopie, pour la Vie, quoi ! vous y croyez vraiment, ou c'est juste un nouveau cheval de bataille ?

Et pendant ce temps, dans la brousse française, y'en a qui tirent la langue, la presse écolo est en grande partie polarisée sur ces élections depuis plusieurs semaines, alors que nombre de groupes locaux luttant sur le terrain contre la concrète réalité, ont toutes les peines du monde pour faire passer leur papier. Faut voir les difficultés que notre comité a eu pour faire parler du problème posé par l'autoroute A10 : boycott

total de la part de Libé - qui se parisien-libère de plus en plus - et de l'ensemble de la presse de gauche et son extrême, quelques passages par ci, par là, après lettres et coups de téléphone, donc plusieurs semaines de retard, en gros, il nous a fallu mendier pour faire passer une information qui a toujours été prise pour du petit pipi.

En fait, il manquait surtout le «sensational» pour être digne d'intérêt.

Le bourrage orchestré sur les européennes me laisse penser qu'on n'est pas sorti de l'auberge. (quels sont donc les critères de choix pour faire passer cette info plutôt que celle-là ?)

Pas envie aujourd'hui de vous faire l'historique de notre lutte quotidienne de deux ans bientôt, ou de vous énumérer les conséquences écologiques, économiques et politiques qui seront apportées par la construction de cette autoroute (vous pouvez toujours écrire à vos journaux favoris qui ont dû, au moins, stocker nos nouvelles). Sachez cependant que si l'A10 est aujourd'hui Poitiers-Bordeaux, c'est dans l'objectif européen : Amsterdam-Madrid (et sûrement pas pour éliminer les frontières !).

Alors puis qu'on parle de gros sous, je déballe. Malgré, envers et contre tout (et réciproquement) nous attaquons en Conseil d'Etat le projet de construction de cette bandelette de goudron.

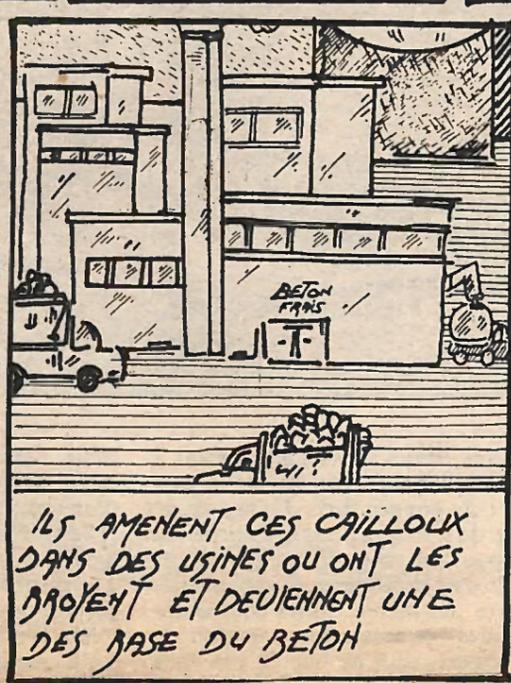
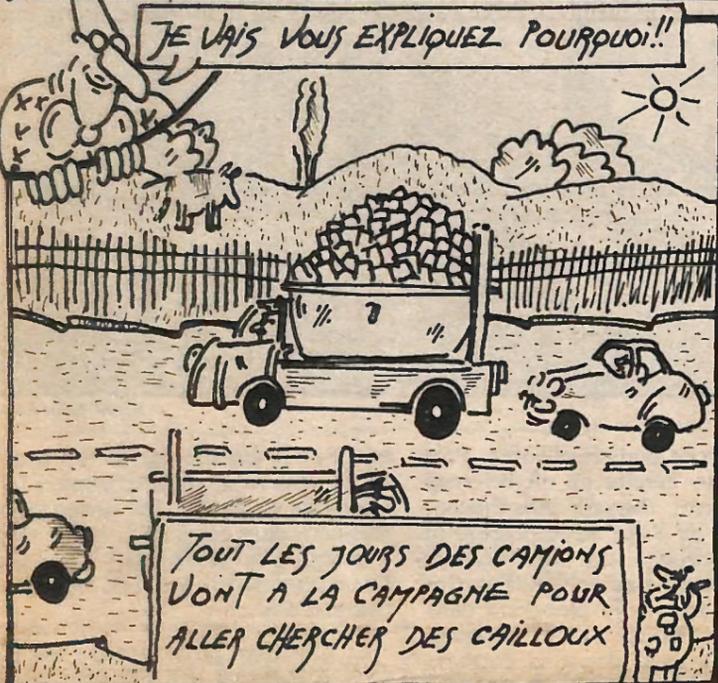
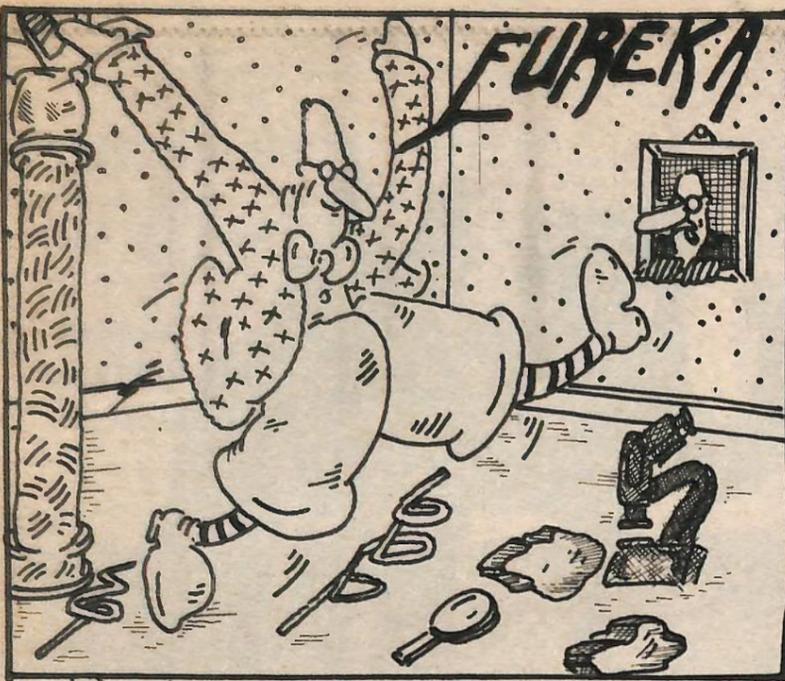
Pour ce fait, il nous faut trouver rapidement de l'argent - c'est pas original, on vous le fait pas dire - : 3000 francs lourds !

300000 centimes pour que le Comité s'en sorte - mille fois moins que pour quatre députés.

Alors si 60 000 personnes ont effectivement voté Ecologie 78, ça ferait 5 centimes par tête de pipe. 3000F, ce sont 10 000 personnes payant 30 centimes chacun. (Envoyez quand même plus au cas où nous n'aurions qu'une dizaine de réponses). Vous voyez, notre objectif n'est pas illusoire ; mais à une seule condition : c'est que chacun soit conscient de l'objectif. Et gnagnagna, et gnagnagna...

Stop à l'A10, ça vous saute à la gueule ! Faudrait pas croire que c'est du bluff, quand je vous dis qu'on est vraiment dans la merde et qu'on a besoin d'argent. Libellez et envoyez vos chèques au nom de Ballade, Comité «Stop à l'A10» Fenjoux, 17 350 St-Savinien

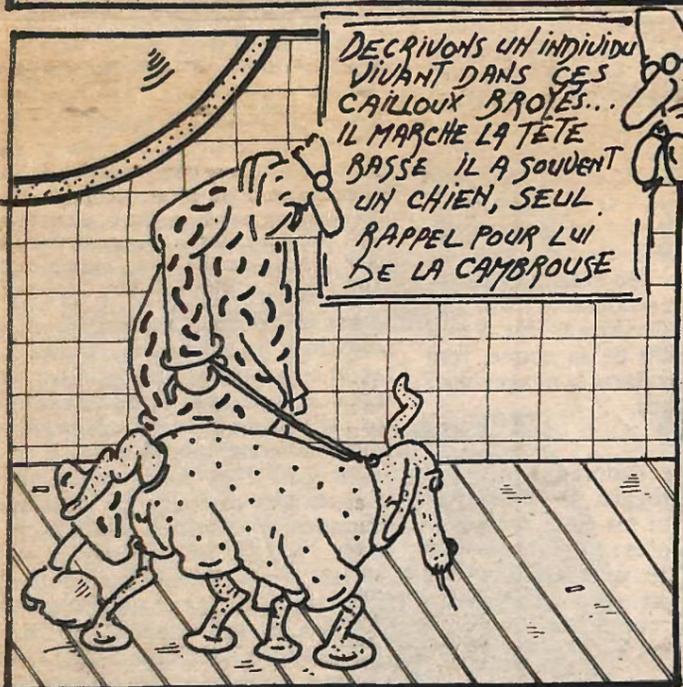
Jo Ballade ●



TOUT LES JOURS DES CAMIONS VONT A LA CAMPAGNE POUR ALLER CHERCHER DES CAILLOUX

ILS AMENENT CES CAILLOUX DANS DES USINES OU ONT LES BROIENT ET DEVIENNENT UNE DES BASE DU BETON

PUIS CE BETON DEVIENT NOS RUES, NOS MAISONS, NOS APPARTEMENTS NOS LIEUX SOCIAUX ETC... ET LES TRANSFORME EN GRISAILLE QUOTIDIENNE



DECRIVONS UN INDIVIDU VIVANT DANS CES CAILLOUX BROTES... IL MARCHE LA TÊTE BASSE IL A SOUVENT UN CHIEN, SEUL RAPPEL POUR LUI SE LA CAMBOUSE



DANS SON APPARTEMENT IL A D'ABORD UNE TV... PUIS UNE FEMME ET DEUX ENFANTS



QU'EST CE QUE J'AI MAL AUX REINS!

POUR COMPENSER SON ENNUI IL BOÏT COMME UN TROU CE QUI LUI PROCURE JE VOUS LE DONNE EN MILLE... DES CAILLOUX DANS LES REINS



ET LE COMBLE ON A REUSSI A LUI FAIRE ACCEPTER QU'IL SERA BIEN QUE QUAND IL SERA DANS SA PIERRE TOMBALE.



EN SOIR NE SUPPORTANT PLUS LA GRISAILLE IL SE METTRA UN CAILLOU AUCOUR DU COU ET SALUT...



LECTEURS VOUS QUI AVEZ LU CE REQUISITOIRE. AGISSONS ENSEMBLE POUR FERMER LES CARRIERES DE CAILLOUX VERITABLE DESTRUCTRICES DE NOTRE SOCIETE ET ENVOYE VOS CHEQUES A: PROFESSEUR ZARZOU 13 BIS LA MOTTE PICQUET PARIS 75007 CEDEX 27 800 ET MERCI D'AVANCE

# Attakor

Quelques pas sur la planète terre,  
sous le tropique du cancer



Photo G.O./Asselin

« **O** dents grinçantes de la terre, où tout cela nous conduira-t-il, sinon à quelque douce éternité dorée qui nous révélera combien nous nous sommes trompés et que cette révélation elle-même n'est rien...? » (Kerouac, *The Dharma Bums*).

Nuit du premier janvier. Nuit loin des masques. Nous n'irons pas avaler les glaires des pierres de la mer. Notre ascétisme : pain, dattes, thé. Ascétisme de riches. Au milieu de l'abandon, le peu est le plus. Tes yeux verts où sont passés les orpailleurs de Boulder Canyon (\*) sont ma guirlande, mon festin-feston. Je ne déambule pas sur les trottoirs d'ivresse des villes serpilières. J'accroche pourtant à la galerie des pensés-passés un hôtel marseillais avec ces heures de matin-nuit où je suis réveillé par « tais-toi la pute ! » Qui pleure à ces mots ? Je ne déambule plus dans votre monde. Je cours dans une combe de pierres noires, luisantes, comme graissées. Ma course laisse une trainée de tintements métalliques. Pierres sonores, cloches de clochards, amplifiées par la caisse de résonance du grand Air. Pierres parfois marquées du souffle de mille boules de gaz, traces de vos temps. La terre est pierre dans le Hoggar.

Et nous sommes au lieu du drame. Théâtre des bouleversements, scène des révoltes du magma. Ici la semence de la terre s'est levée pour féconder le ciel. Sur des millions de kilomètres carrés, l'enfantement de la pierre : colonnes, flammes, flammèches, tours, éboulis, pics, mamelles, buttes, aiguilles, combes, canyon, plateau. Noms magiques, que les poèmes des hommes au grand chech (\*\*) annoncent comme autant de soupirs : Tegenet an Djenoun (la montagne aux diables), Tamrouyhaut, Assékrem, Jlamane. Cratères de volcans usés qui ne laissent dépasser que l'ultime os basaltique, figé, de leur cœur. Squelettes échoués de nos mères la Terre. Il paraît que jadis, dans le temps d'avant Noé, la vie régnait, puissante comme le soleil, vainqueur d'aujourd'hui. Que prépare le désert ? Suis-je bien devant ce vide, disponible à toute pensée, à toute volonté d'imaginaire ? Suis-je bien devant ce qui a été, devant le repos ultime de la création ? Derniers avatars néguentropiques ? Ou suis-je devant ce qui se prépare, ce qui s' imagine, brisant net tous les châteaux espagnols de mes visions ? Sommes-nous libres dans ce

jeu-d'être, dans de vertige spatial ? Nulle part l'encombrement, nulle part le heurt du surnombre. J'avance, je regarde. Je n'ai que l'étrange miroir du silence pour me voir. Aliénation impossible ; je suis moi-même, à moi-même. Et l'autre, lui-même. Rares confrontations, rares instants où la précision de sa propre existence ne s'abolit pas dans un quelconque mirage. *Kitch qui ne s'échappe de moi.* J'ai la distance, mesure de la relation vraie. Distance qui crée l'accord comme les cordes d'un violon séparées laissent leur son s'épouser. Le poète Targui écrit : « Je voudrais entendre le son du crin sur la calebasse, galope mon beau méhari blanc, galope plus vite ». N'est-ce pas dans la tension que passe le courant ? Je ne suis plus noyé dans l'ineffable bouillon de culture de ma société. Je ne suis plus consommant, ni consommé. Là, je dispose du mythe, du vertige, de l'espoir et du reflet. Pouvoir, simple histoire de pouvoir.

Je cours dans la direction de la montagne où nous passons les nuits de fraîcheur. Longue pente d'éboulis, pierriers géants, je cours pour rattraper le fil de ma piste avant la nuit complète. Derrière moi, sur la crête, entre un minuscule croissant de lune et la nuit, la découpe d'un chameau. Au soleil de midi, un méhari beige se roulait sur le dos dans un creux de terre, mare de

sable, douche de poussière dorée. Près de lui quelques cercles de pierre, reste d'un campement. Demain dans l'incongrue Guelta, où l'eau salée protège sa nichée de poissons et sa flore, verdure de ce vert que filtre les vitraux des cathédrales, demain je plongerai dans l'eau froide. Et si, si de malignes maladies dormaient dans ces étranges *flaques aux franges blanches de sel* ? J'hésiterai, guerrier en peine d'intoxication. Puis quoi ? On n'attrape que ce qu'on mérite. L'eau, la nudité, le soleil, tryptique d'une mythologie bâtie à la va-vite, mais si douce à se raconter. A quelle histoire, à quelle génération appartenons-nous, qui créent cette folie de l'émerveillement ? D'où tenons-nous ces noces d'avec le monde, ces épousailles du silence dans le choc des éléments primordiaux ? Le feu solaire, l'eau de terre. Apposition redoutable ! Rencontre génésique audacieuse ! Une Vénus botticellienne jaillit de sa coque, trait d'union entre l'écume et le nuage. Nous sommes cette Vénus.

Les paroles de l'adoration peuplent les couloirs du Hoggar. Le bonhomme de Foucault écrit : « le désert chasse de toi tout ce qui n'est pas Dieu » et le targui, homme-dieu de son regard à son sexe lui répond malicieux « Chebettou a la taille douce comme un faon, et Bhâgra, les lèvres sucrées comme le

miel ; ne te glorifie pas de ton souffle, toi qui cessera de respirer demain ! » La sensualité serait-elle, ici, divine ? Sommes-nous dans ce temple où l'on chante le cantique des cantiques ? Les femmes de ce pays ne portent pas le voile, les hommes oui...

Je n'ai plus la montagne dans les yeux. J'ai rejoint le fond de la vallée et le plus petit relief me bouche l'horizon. Orion brille sur mon rendez-vous. Par le silence, l'absence d'humidité, les étoiles ne sont plus étoiles. Andromède se balance du haut de ses deux millions huit cent mille années-lumière et l'ami hurle « je suis le centre du monde ». Naturellement on se prend à admirer ce flipper géant sur lequel il faut dresser la tête. Perspective inversée des jeux de bistrot. Est-ce le ciel qui « tam-tam » notre pauvre être ? Je m'assied, je respire en desserrant chaque muscle. Ne pas oublier les mâchoires, coincées à la façon cow-boy Marlboro. Être cette sagesse du non-agir, telle que la décrit le tao : « l'homme quand il naît à la vie est tendre et faible, quand il meurt, il est dur et fort. C'est pourquoi les durs et les forts sont compagnons de la mort, les tendres et les faibles compagnons de la vie... » Je trompe le froid en lui souriant. Tout à l'heure, comme dans la fraîcheur d'une cave, je lisais. Pièce bibliothèque de l'ermitage de Charles de Foucault. Livres calmes. Dictionnaires français-touareg, en quatre volumes, écrits par le missionnaire-poète. Fine calligraphie où le tiffinagh, l'écriture hiéroglyphique touarègue, affronte l'occident harassant. Je sors de la pièce. Couloir sombre, le vide de la porte encadre l'in vraisemblable tableau kaléidoscopique du coucher de soleil. Il fait rouge, or, rose, mauve, violet, lilas, sang, bleu, jaune, noir, blanc, perle, avec une incroyable densité... Une pierre émaillée, dessinée, indique le panorama ; sur un coin de cette table d'orientation, on peut lire « en véritable lave émaillée du Puy de Dôme ! ». Occident vaincra...

Je parcours le grand plateau, de petits ermitages ont été bâtis à l'abrupt, regardant les divers points cardinaux. Le seul espoir pour rester ermite : que le touriste n'ait pas le courage de franchir la rude pente qui sépare un « refuge-parking » (15 dinars la nuit !) de l'endroit sacré. Aux touristes, encore, l'obstacle de quelques gens du cru qui bradent, le sourire égal, leur portrait pour la photo et quelques bricoles de



Photo G.O./Asselin

cuir et de toiles. La terre est toujours pierre. Mais échappée à cette pétrification, des jardinets sauvages de terreau brun laissent croître des fleurs violettes, sorte de choux aux feuilles pruneuses. Et aussi cent plantules, distilleuses d'odeurs tisanières. Absinthe de chaleur, sorte de génépi qui inonde d'amertume les thés d'amertume. Nuit du premier janvier. J'écoute le silence comme un enfant invente la mer dans un coquillage. Sans bruit on surprend l'onde du monde, le support des bruits. J'ai croisé deux femmes noires comme pierre ; j'ai croisé leurs troupeaux de moutons noirs, leurs chiens jaunes. J'ai croisé leurs cris de bergère, ouvertement complices de notre rencontre. Perchées sur Tamrougiant, à des kilomètres d'elles, j'entends encore leurs voix, aiguës, comme des cris de rapaces. Elles avaient bu à ma gourde et j'ai senti d'un coup le sens de l'accord «l'amour et l'eau fraîche».

Vers 10 heures du matin, le soleil est très haut, il inonde le cirque de pierres d'Imadouzen où nous nous sommes installés. Si un mouflon s'efface dans le chaos qui lui ressemble, un lézard paresse, rêvant à son temps de dinosaure, et les traquets, oiseaux blancs et noirs, brisent les premiers les froids de la nuit.

Je grimpe sur une colonne d'Imadouzen. La nuit, ces pions de pierre ont l'air de jouer une tragédie antique. J'ai choisi celui qui a l'air d'une dame drapée. De près, c'est un assemblage de blocs énormes. Paradisiaque pour la folie-varappe. Ils doivent atteindre une trentaine de mètres, et tout à l'heure, sur la tête de ma dame, étourdi de vide, j'aurai un grand rire en songeant au Vercors. Sans connaître l'association d'idées qui m'a fait jouir !

Il passe avec ces ânes, ce matin même, il a bu le thé avec nous ; frère de Foucault, gardien-héritier de la tradition érémitique du Hoggar, il s'en va jusqu'à Tazrouk, à quelques cent kilomètres, à quelques vingt-sept heures de marche au soleil. Son ânesse a mis bas deux fois au cours de ses pérégrinations. Dernier regard. Salut. Dans le désert, les gens apparaissent et disparaissent comme dans un décor. Touareg sur son méhari, s'effaçant dans les dunes ;

femmes avec des fagots sur la tête, déboussolant la raison en courant sur une mer de sable. Se diriger, connaître sans le secours du signal, flairer ! Nous sommes là, peureux de quitter le gou-dron, peureux de se perdre. Et eux ? Où se sont-ils trouvés ?

De Tamanrasset à la neige de mon jardin, où je scie du bois, j'ai appris une question : «quelle mère suis-je allé chercher ailleurs ? » Il n'est pas innocent de partir. On choisit les sentiers de l'odyssée comme on prend ceux de la guerre.

Mais d'un siècle malade d'identité, on retiendra longtemps celle des clochards célestes... On the road again...!

Asselin ●

**À Yann quelque part en Syrie  
À Pierre-Yves qui file vers l'Irak  
À Pierre qui se cherche vers l'Égypte**

(\*) Boulder Canyon : coin de Colorado aux USA.

(\*\*) chech : pièce de tissu enroulé sur la tête... ceux des Touaregs ont parfois huit mètres de long.

Attakor : un des massifs du Hoggar.

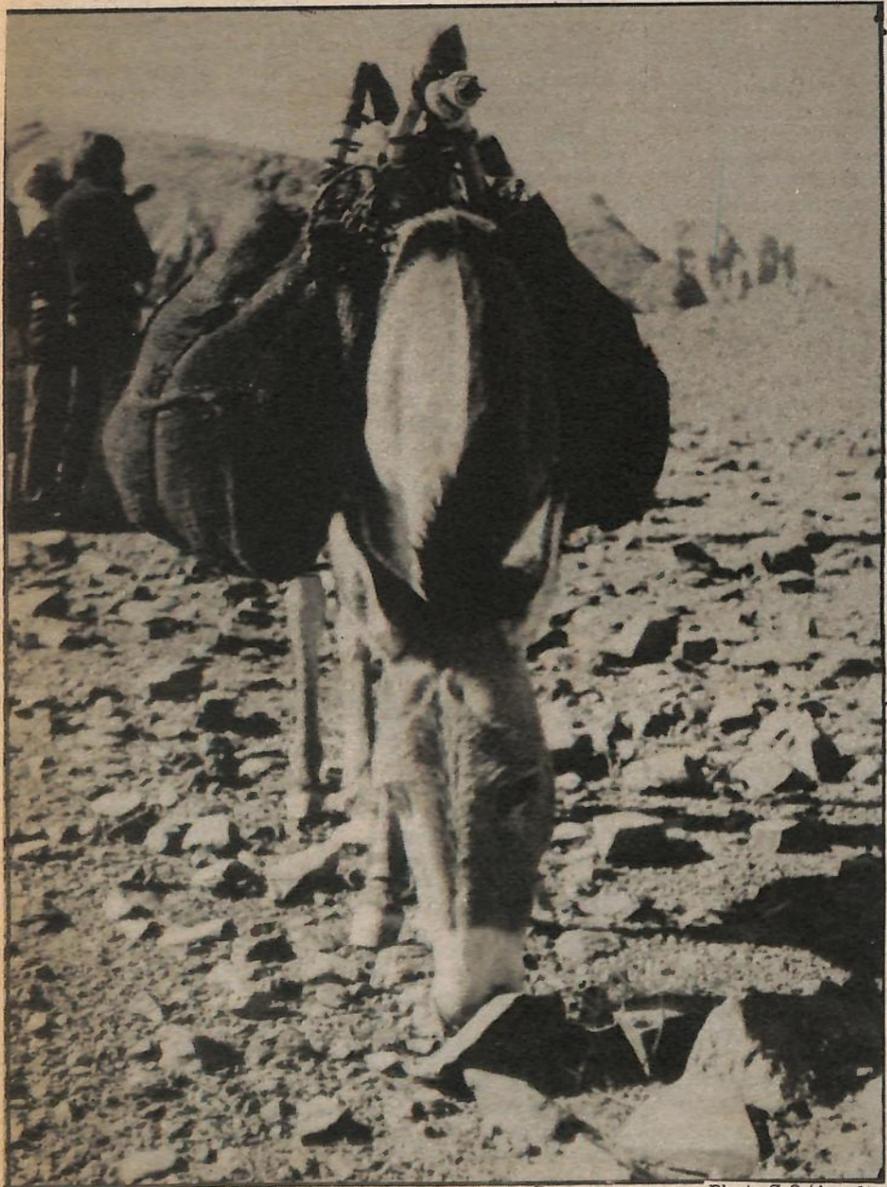


Photo G.O./Asselin

## Musique: en Hollande, le rock a détrôné la tulipe



**C**e n'est un secret pour personne : les Américains ont longtemps été les premiers explorateurs de tout ce qui bouge un peu en culture, et ce n'est pas la première fois que nous dénonçons cet impérialisme, peut-être moins meurtrier que la guerre du Vietnam, mais certainement néfaste pour l'expression d'ici.

Aujourd'hui, les Américains tremblent car la vieille Europe bouge et recommence à inventer : en France, on découvre une autre science-fiction, en Angleterre les Sex Pistols ont assassiné la musique, et voici que la guimauve amerloc est maintenant battue en brèche par de drôles de fous surgis de Hollande.

Dans ce champ de tulipes à la dimension d'un pays, un groupe peu connu en France a déjà, il y a quelque temps, fait pas mal de bruit : une dizaine d'albums ont révélé Golden Earring. On n'en parle jamais par ici et c'est dommage. Il faut écouter les deux volumes de *Geatest Hits* (chez Polydor) pour s'en rendre compte, et aussi l'un des plus récents, *To the Hilt* (Polydor). Mais Golden Earring, tout talentueux qu'ils soient, sont désormais détrônés par la folie furieuse de deux bandes qui montent fort et plus haut que des moulins à vent : Herman Brood (et son groupe *Wild Romance*) ainsi que Gruppo Sportivo. Malgré la pochette *disco* du 33 tours des premiers, *Shpritsz*, un drôle de titre (Eurodisc Arabella 913222), leur travail n'a rien à voir avec la fièvre du samedi soir, même si l'une de leurs chansons s'appelle justement *Saturday-night*. C'est du rock dans toute sa splendeur et toute sa violence, avec le ton spécial de Brood, une voix très attachante et rocailleuse. Herman Brood a zoné en Hollande et en Allemagne, bouffé par sa passion du piano, dont il tire de drôles de sons rock (il est sans doute l'un des meilleurs pianistes européens dans le genre). Il a piqué dans les super-marchés, il s'est défoncé pas mal, il a monté des tas de groupes éphémères (début 70, les Hollandais qui lisent *la Gueule Ouverte*, et ils sont nombreux, se souviennent de Cubby & The Blizzard qui remuait les foules) et a finalement trouvé son «truc», dont ce disque est la superbe émanation. A cause de son passé underground et agité, Herman Brood utilise le rock pour décrire l'ambiance urbaine (oui, ils ont aussi des villes en Hollande !) et donner une image décomposée de la société capitaliste. Ça bouge beaucoup, ça flirte avec le punk, ça va très vite (15 courtes chansons) et les enchaînements laissent pantois. Pourquoi alors boudier son plaisir ? Surtout qu'Herman Brood & his *Wild Romance* est loin de jouer le jeu de la démobilité...

Plus souriant, Gruppo Sportivo vaut aussi le coup d'oreilles : *Back to 78* (Eurodisc Arabella 913245) attache surtout par la qualité des textes des chansons. Chacun est une petite histoire intime, loin des clichés de la rengaine d'amour. Des flashes piqués dans la vie quotidienne, des notations simples d'événements ou de sentiments banals, mais qui acquièrent, racontés par ce groupe, la dimension poétique d'un Prévert. Car Gruppo Sportivo, c'est aussi une sacrée dose d'humour. C'est tellement rare, les musiciens qui savent rire - si vous aimez ça, il faut d'ailleurs absolument écouter le délirant *Mustapha* dans le dernier disque de Queen, *Jazz* (Pathé Marconi C 070 61820)... Dans *Back to 78*, on fait des blagues en musique et on aime bien parler français avec l'accent. Et quelle pochette ! Un disque donc qui mettra une dose d'humour indispensable dans la discothèque du rocker le plus conspité.

Bien entendu, il faut lire en écoutant tout ça. On peut aussi manger un morceau de gâteau et fumer une cigarette, histoire de ne pas perdre de temps. Je vous laisse le choix des marques, mais pour les livres, je suis formel : ces deux groupes vont très bien avec l'anthologie fabriquée avec humour par Artefact (3 rue du Marché, 95 880 Enghien) un petit éditeur de BD : *Tante Lény Présente !* Le tome 2 va sortir ces jours-ci, mais essayez d'abord le premier volume. *Tante Lény*, c'est un journal hollandais de BD né en 1971 et bourré d'histoires underground, c'est vulgaire et cradingue, mais plein d'invention, de contestation et complètement différent e ce qui se fait ailleurs. Joost Swarte, Everts Geradts et leurs complices foutent la merde en se fendant la poire, c'est jeune et ça bouge. Et c'est sérieux aussi : il y a des flics qui bastonnent et des affamés du dollar. Même une parodie de Crumb, une bonne dose de cul et du rock. Il faut donc croire, quand on voit en ce moment la production hollandaise, que les tulipes rendent intelligent, puisque tant de cultureux fleurissent par là-bas. Tiens, je vais écrire pour savoir combien il faut en manger par jour pour devenir comme eux.

Bernard Blanc ●

Les écolos aux oreilles attentives iront sûrement écouter Herbie Hancock les 8 et 9 février à la salle Pleyel à Paris, Souxsie and the Banshees le 11 au Palace, Mélusine le 24 à Meylan, Mama Béa Tiékelski le 9 à Villeurbanne ou le 16 à Dieppe. Il n'y a pas que les centrales nucléaires dans la vie !



# L'histoire du plutonium (5)

**En guise de conclusion politique, Yves Lenoir analyse le bluff de l'indépendance nucléaire française.**

« **Q**ue nul ne s'émerveille si, parlant des Principautés entièrement nouvelles, celles où le Prince et l'Etat sont nouveaux, j'allègue de très grands exemples ; car puisque les hommes marchent quasi toujours par les chemins frayés par d'autres, qu'ils se gouvernent en leurs faits par imitation, et qu'ils ne peuvent en toutes choses tenir le vrai sentier des premiers ni atteindre la vertu de ceux qu'ils imitent, l'homme prudent doit suivre toujours les voies tracées par les grands personnages, imitant ceux qui ont été excellents, afin que si leur talent n'y peut parvenir, il en garde au moins quelque relent ; à l'exemple des bons archers qui, connaissant la portée de leur arc, si le but qu'ils veulent frapper leur semble trop loin, prennent leur visée beaucoup plus haut que le lieu fixé, non pas pour atteindre de leur flèche à si grande hauteur, mais pour pouvoir, avec l'aide de si haute mire, parvenir au point désigné. » (Nicolas Machiavel, « Le Prince », ch. VI, 1513).

Pour l'heure, le constat de retraitement est accablant et force est d'abord de reconnaître que la politique nucléaire américaine est plus réaliste : produire au moindre coût, beaucoup de kWh avec des réacteurs à eau légère, cela implique le non-retraitement, donc le stockage en l'état des combustibles irradiés.

Cette politique commerciale est par ailleurs cohérente avec la stratégie de la non-prolifération - vue la difficulté à retraiter - et on peut dire, soit que les stratégies américains se sont appuyés sur des pro-nucléaires réalistes, soit que l'adaptation des moteurs de sous-marins nucléaires à la production industrielle d'électricité a été une option stratégique puisqu'elle contraignait les pro-nucléaires à rester réalistes.

Mieux, la filière retenue - et imposée au reste du monde - nécessite un traitement spécial, complexe, de l'uranium, l'enrichissement isotopique, pour lequel les USA jouissent encore d'une position de quasi-monopole (malgré la dérisoire opération politico-commerciale de l'achat aux Russes de la première charge de Fessenheim) et conserveront durablement des moyens de pression décisifs.

Enfin, à quantité d'énergie produite égale, elle consomme beaucoup plus d'uranium que d'autres, par ex. les filières à eau lourde. La conséquence stratégique de ces multiples inconvénients est évidente : les Européens et les Japonais ont des besoins en uranium plus importants qu'ils ne le prévoient il y a dix ans, ou même cinq ans au moment de l'accélération des programmes.

Or, « comble de malchance », la politique américaine durant les années 50 et 60 avait eu pour effet (baisse des cours) (1) de ralentir les efforts de prospection et de mise en application des gisements d'uranium. Comme les délais sont dans ce domaine très longs « il faut raisonner à l'échelle de la génération », les Européens et les Japonais se trouvent désormais dans une situation suffisamment critique pour devoir accepter un cer-

tain nombre d'exigences américaines. Les plus voyantes concernent la non-prolifération, mais les plus contraignantes tiennent à la participation de plus en plus importante des compagnies minières américaines aux prospections et à l'exploitation de l'uranium en Afrique et dans le reste du Tiers-Monde.

## L'impérialisme américain

Nous pensons donc que le hasard n'est pour rien dans la percée des filières à eau légère - les atomistes US avaient préalablement évalué les différents cycles du combustible (2). Et la France a finalement adopté les PWR car elle était coincée : aurait-on su que le combustible allait considérablement augmenter de prix et le retraitement quasi-échouer (3), qu'avec les prix de dumping pratiqués dans la fin des années soixante et le début des années soixante-dix (pire, les engagements sans réserves de Westinghouse), aucun des arguments politiques contre ces réacteurs ne pesaient face au surcroît d'investissement que représentait le développement des graphites-gaz ou l'adoption des CANDU. Il se trouve que par dessus le marché, pour des raisons politiques évidentes, les Allemands avaient adopté l'eau légère. Alors, la seule chance pour l'industrie française de contre-carrer les tendances hégémoniques allemandes en Europe et à l'exportation consistait en l'achat hâtif de la licence Westinghouse, sous des conditions draconiennes. L'acquis français en Afrique, l'uranium, s'en est trouvé ipso facto compromis. Et malgré des « efforts » considérables, dont nous retraçons ci-après les épisodes principaux, la France entre dans une ère d'intégration de plus en plus complète dans l'orbite politico-économique américaine : *quand on adopte le modèle de développement du plus fort, on doit tôt ou tard se mettre à accepter les règles qu'il institue.*

Ainsi, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la stratégie de domination politique, économique et militaire d'un Etat (faute d'un autre vocable) a entièrement été construite autour d'une technologie et en fonction de ses implacables contraintes. Les choix technologiques décisifs de l'avenir, si la conduite du développement échappe comme aujourd'hui aux peuples, capitaliseront les intérêts oppressifs de l'héritage nucléaire ; c'est inscrit dans l'ordre des choses. Forts de leur position, les Américains peuvent alors se permettre de préparer une industrie solaire de haute technologie, surtout dans le domaine de la production d'électricité, et l'histoire nous montre à quel point est faible la part de hasard dans leurs décisions énergétiques. On peut penser que l'enterrement de l'économie nucléaire est d'ores et déjà planifiée outre-Atlantique.

Le présent nous ramène à la foire d'empoigné entre Européens, essentiellement entre les Français et les Allemands.

## La France en pointe

Commençons par survoler le passé. La situation au début de 1971 est claire :

- la Grande-Bretagne est en tête avec son usine de Windscale, son

prototypage expérimental du réacteur



Dessin : Petit-Roulet

prototype de surrégénérateur à Dounray et son énorme infrastructure nucléaire graphite-gaz.

- puis vient la France, forte de ses projets de surrégénérateur, de système électrogène à eau légère, d'usine de retraitement pour les combustibles oxydés.

- l'Allemagne n'est pas disposée à s'en laisser conter, elle qui est en train de germaniser avec succès la filière PWR et qui s'apprête à maîtriser le recyclage du plutonium avec le WAK et l'atelier d'ALKEM à Karlsruhe.

D'ailleurs 1971 est l'année des initiatives allemandes. La plus importante, dont le promoteur est l'homme-orchestre du système nucléaire allemand, l'ancien directeur d'IG Farben pendant la guerre, le Herr Doktor Winnaker, débouche sur la création d'UNIREP dont le siège est à Francfort. La présidence en sera confiée à A. Giraud, ce qui semble normal pour faire contre-poids au leadership britannique dans le domaine du plutonium. Certes, KEWA était différée, mais l'accès de l'Allemagne à de grandes quantités de plutonium dans un contexte de collaboration compétitive est désormais acquis. Les exigences militaires de la RFA ne vont pas tarder à se durcir. La seconde est une ouverture, via Siemens, vers le CEA, pour un échange de technologies franco-allemand, eau légère contre surrégénérateur. André Giraud décline l'offre, estimant sans doute que les techniciens français sont en passe de dominer seuls le passage au PWR et qu'il vaut mieux retarder au maximum le développement nucléaire d'une Allemagne plus puissante et plus dynamique que la France. L'Allemagne négocie alors un accord partiel avec la Grande-Bretagne et, pour garder un pied dans l'autre étrier, acceptera de participer à l'opération SuperPhénix dont la maîtrise d'œuvre revient à la France. Elle profitera plus tard de l'entrée de l'Italie dans le projet pour y diminuer sa participation (qui passera de 30% à 16%).

Enfin la France impulse le projet Eurodif dont elle n'a aucun mal à avoir également la maîtrise d'œuvre puisqu'elle domine la technologie de la diffusion et qu'il est hors de question qu'une usine aussi sensible soit située en territoire allemand : Afin de rétablir un semblant d'équilibre, les Allemands et les Britanniques préparent une petite usine d'enrichissement qui trouvera un site à Capenhurst en Grande-Bretagne.

A l'aube de l'année 1974, tout a été chamboulé :

- l'unité de traitement des oxydes de Windscale est hors de service depuis septembre 73 ; les Anglais glais vont renoncer aux réacteurs à eau légère et ne peuvent plus peser que par leur passé, un gros stock de plutonium provenant du retraitement de la filière MAGNOX. Il se tournent vers la Mer du Nord.

- la France a apparemment pris le large, vent en poupe. Phénix (4) tourne rond depuis quelques mois, l'usine de La Hague produit à un rythme record et la construction d'HAO est très avancée ; l'industrialisation rapide de la filière Westinghouse/Framatome est en train, sanctionnée par de nombreux contrats avec l'étranger ; les travaux d'Eurodif ont commencé sur le site du Tricastin.

- mais l'Allemagne est sûre d'elle. Elle domine le domaine PWR et a conquis l'essentiel du marché possible à l'exportation ; elle accumule une expérience irremplaçable avec le WAK et l'unité de fabrication du combustible au plutonium d'ALKEM ; elle n'a pas perdu le contact dans le course au surrégénérateur et le programme du SNR 300 de Kalkar vient d'entrer dans sa phase de réalisation.

Ces nouveaux rapports de force se traduisent ainsi :

- une ouverture de la France pour renégocier un accord sur la technologie des réacteurs avec l'Allemagne, laquelle la dédaigne puisqu'elle n'a rien à y gagner.  
- une rafle magistrale du CEA de tous les contrats de retraitement possibles et imaginables.

L'ère de La Hague commence...

Yves Lenoir (à suivre) ●

## Infos

### Les otages de l'institut Pasteur

« urgent envisager transfert des chimpanzés (sept) sinon ils seront sacrifiés. Lettre suit. Me J. Virat ».

Par ce télégramme, en date du 12 décembre 1978, et adressé à M. J. Moor-Jankowski, du New York University Medical Center, Mme J. Virat, de l'Institut Pasteur, menace de mettre à mort sept chimpanzés femelles si les Etats-Unis n'acceptent pas de les importer.

L'un de ces chimpanzés est né au zoo de Vincennes en 1972, les autres ont été capturés en Afrique, en Sierra Leone pour la plupart. Le but de l'Institut Pasteur serait de remplacer ces chimpanzés, considérés comme usés par les expériences, par des spécimens « neufs ».

La ligue internationale pour la protection des primates tente d'interdire l'exportation des chimpanzés tout en sauvant leur vie.

On sait que les singes, et notamment les singes supérieurs (gorilles, chimpanzés, orang-outangs) sont décimés par les trafics pour les laboratoires. La France ayant (enfin) ratifié la convention de Washington sur le trafic des espèces menacées, on attend avec curiosité les conséquences sur le trafic des singes.

Le principal centre de transit de chimpanzés est le « centre d'élevage » Charles-River de Saint-Aubain les Elbeuf (Seine-maritime).

A propos de l'Institut Pasteur, notons encore que ce haut lieu de l'expérimentation animale a été l'objet, le 29 janvier à 16 heures, d'une alerte à la bombe qui a entraîné l'évacuation du personnel.

J.J.B

N.B. : « Le Pigeon Voyageur » vient de consacrer un numéro spécial à l'expérimentation animale et humaine. Intitulé « La vivisection, c'est quoi ? » il fait le tour de la question et en montre les nombreux aspects. Avec des photos, dessins, fac-similés, et la liste des médicaments dont les conséquences ont été catastrophiques. Prix : 4F plus frais d'envoi. Association « Peut-être », 65 Bd Arago, 75 013 Paris

### Les écologistes ne sont pas des voleurs

Le tribunal correctionnel de Bordeaux a acquitté les huit écologistes qui avaient « soustrait » le 29 Juin 77 le dossier d'enquête d'utilité publique de la centrale de Braud St Louis. Le tribunal dans ses attendus, admet que cet enlèvement n'est pas un vol mais une « soustraction de documents ». Une façon de reconnaître le bien-fondé de cette action qui avait pour but la mise en évidence de l'escroquerie des enquêtes d'utilité publique. Celle-ci se déroulait en effet alors que les travaux de la centrale avaient débuté depuis deux ans.

Par ailleurs, le groupe écologiste de Royan (42 bd Albert 1<sup>er</sup>, 17200 Royan) a écrit à la division des Droits de l'Homme de l'ONU, à Genève, pour exposer l'affaire de Braud et la violation des droits de l'homme que constitue l'édification d'une centrale contre la volonté exprimée des habitants et en l'absence de tout référendum populaire sur le nucléaire.

## Mais quels sont ces Skylabs qui sifflent sur nos têtes ?

Depuis le début de l'évolution humaine, le progrès technique va de pair avec la production des déchets. La volonté de l'homme de modifier son environnement et de drainer à son profit les forces latentes de la nature a toujours eu deux résultats parallèles : production et pollution.

La dernière en date des zones d'extension de l'activité humaine, l'espace, n'a pas échappé à la règle. Au-dessus de nos têtes, près de cinq mille objets divers glissent silencieusement dans le vide : ils constituent notre «poubelle spatiale».

Mais cette poubelle-là a un inconvénient majeur : elle fuit. Actuellement, un énorme tas de ferraille d'un poids de quatre-vingt dix tonnes est en train de s'en échapper. Il s'agit du laboratoire spatial américain qui, si l'intervention en cours échoue, viendra s'écraser sur la terre au plus tard au cours du mois de juin 1980.

Des calculs «rassurants» montrent qu'il n'a qu'une chance sur quatre de tomber sur une terre émergée et deux chances sur cent de toucher une zone habitée...

Depuis le 4 octobre 1957, date du lancement de Spoutnik 1, environ douze mille objets, dont l'inventaire serait digne de Prévert (1), ont été mis en orbite autour de la terre. Rien d'étonnant à cela : chaque lancement de satellite s'accompagne de la satellisation d'un certain nombre d'auxiliaires - dernier étage de propulsion, coiffes, cases d'équipement, etc., - dont le poids total dépasse, en général, celui de la charge utile mise sur orbite.

Ces rebuts spatiaux tournent autour de la terre sur des orbites diverses dont l'altitude varie entre quelques centaines et plusieurs dizaines de milliers de kilomètres. Ils ont, cependant, une caractéristique commune : ils sont condamnés à retomber tôt ou tard sur notre planète. En effet, quelle que soit leur altitude, ils ne voyagent pas dans le vide absolu. Ils rencontrent en permanence, sur leur trajectoire, des molécules arrachées par le rayonnement solaire à l'atmosphère de la terre. Il en résulte un freinage - on dit une traînée moléculaire - et une dimi-

nution progressive du rayon des orbites parcourues. Les rebuts voguant en haute altitude mettront quelques milliers d'années à rejoindre la terre, ceux sur orbites basses, quelques jours ou quelques mois, mais tous, un jour ou l'autre, feront leur ré-entrée dans le manteau dense de l'atmosphère.

Depuis 1957, six mille cinq cent objets sont ainsi revenus à leur base de départ. Pour les plus petits d'entre eux, il n'y a aucun problème : ils sont volatilisés par le frottement de la ré-entrée et n'ajoutent, au mieux, qu'un éclair bref sur le champ des étoiles. Certains autres, trop grands et trop lourds ne subissent pas le même sort. De temps à autre, de grosses pièces noircies et fumantes viennent sécraser en mer ou au sol. En 1975, par exemple, le dernier étage d'une fusée Saturne V - 38 tonnes - s'enfonça dans l'océan au large des Açores. Il y a un an, la satellite soviétique Cosmos 954 répand dans la toundra nord-canadienne l'uranium 235 de son générateur atomique. En septembre dernier, Pégase, satellite américain de 10 tonnes et de 30 mètres de long, tombe au large de la côte africaine. Depuis le début de l'ère spatiale, une dizaine de pays ont été arrosés par des débris venus de l'espace. Il est heureux qu'il n'y ait eu, jusqu'à présent, qu'une seule victime : une vache cubaine...

Certes, un traité conclu dans le cadre des Nations-Unies prévoit que chaque pays assume l'entière responsabilité des dégâts provoqués par la retombée des matériels qu'il a mis sur orbite. Une précaution valable, mais qui n'annule pas le risque !

### Un gros «risque» : Skylab

Depuis plusieurs mois, l'énorme station orbitale américaine, Skylab, présente des signes évidents de fatigue. Lancée en février 1973 (voir encadré), par une fusée Saturne V de la NASA (2), Skylab orbitait, à l'origine, à 500 km d'altitude. Il était destiné à rester dans l'espace plusieurs dizaines d'années. Des pannes successives survenues sur son équipement, une activité solaire intense et imprévue ayant fait augmenter la «densité» moléculaire à son altitude de vol,

ont entraîné un freinage supérieur à celui qui avait été prévu. Skylab tourne, à présent, à 420 km de nous. Selon les spécialistes, il devrait faire le plongeon final dans l'atmosphère - les conditions actuelles restant inchangées - vers juin 1980. Selon toutes probabilités, sa ré-entrée entraînerait une véritable explosion de sa structure, éparpillant des débris dont certains pesant près de trois tonnes viendront s'écraser sur la surface de la terre... Un risque trop grand pour que les froids experts de la NASA acceptent de le courir sans calcul.

### Le plan de sauvetage

De fait, une solution est actuellement très sérieusement envisagée. Elle consiste à accoler au géant inerte un module de propulsion et de guidage qui pourra permettre soit son retour guidé vers une zone océanique déserte, soit son transfert sur une orbite plus élevée qui augmentera son espérance de vie orbitale. La décision finale n'est pas encore prise, mais le module est prêt : il s'agit du TRS (Système Télécommandé de Rendez-vous orbital). Muni de quatre propulseurs totalisant 400 kg de poussée et d'un système autonome de contrôle d'attitude, il serait amené, en février 1980, à proximité de Skylab par une navette spatiale (3). Manœuvré à distance à partir de la navette, son approche étant contrôlée par des caméras de télévision, le TRS serait arrimé à Skylab et recevrait, ensuite, les ordres nécessaires au changement d'orbite.

Toutefois de nombreuses incognues demeurent. La première est le fonctionnement de la navette orbitale. Son premier vol est prévu pour cet été. Sera-t-elle capable, dès son second vol de remplir un programme aussi complexe qu'un rendez-vous spatial ? La seconde est le comportement de Skylab lui-même. La manœuvre d'apponement du TRS suppose une excellente stabilité d'attitude du laboratoire. Or le système de stabilisation de celui-ci est, pratiquement, hors service. Sur les trois gyroscopes, un seul est en bon état. Par ailleurs, les fusées de modification d'attitude sont pratiquement à cours de carburant. Les ingénieurs qui travaillent depuis près d'un an à réactiver par télécommande les équipements de bord, batteries, gyroscopes, générateurs solaires, calculateur, etc., savent que la réussite de l'opération de sauvetage est douteuse.

Soyons, en tous cas, bien certains que la direction de la NASA

## Skylab

Skylab est un laboratoire orbital de 36 mètres de longueur, pesant 90 600 kilos. Il comporte un volume habitable de 300 m<sup>3</sup>, divisé en salles de travail, salles de séjour, chambres, etc. Destiné à l'observation et à l'étude du comportement humain en apesanteur, il a été mis sur orbite le 14 mai 1973 par une fusée Saturne V.

Ses installations techniques sont d'une qualité jamais atteinte. L'énergie de bord est fournie par 111 m<sup>2</sup> de cellules solaires disposées sur les quatre ailes d'un «monlin» de 40 mètres de diamètre. La stabilisation est fournie par trois gyroscopes (volants de 100 kg tournant à 9 000 tours/mi- nute) et des fusées de réglage d'attitude.

Skylab a été habité à trois reprises par un trio d'astronautes entre le 25 mai 1973 et le 8 février 1974.

Il a permis, entre autres, de prendre quelques 180 000 clichés du soleil et des étoiles et 40 000 clichés de la terre. Cela a permis, sans aucun doute, de faire avancer spectaculairement nos connaissances sur le monde extérieur et la géographie de notre planète.

Lors du dernier séjour humain à bord de Skylab, des pannes diverses affectèrent l'équipement de bord. Un des

gyroscopes tomba en panne et l'on décida de mettre le laboratoire en sommeil. Petit à petit, celui-ci perdit son attitude normale de vol, pointa en avant pour se mettre à osciller doucement autour d'un axe dirigé vers le centre de la terre. De cette façon, l'ensemble présentait une traînée moléculaire maximale et, de ce fait, perdait de l'altitude plus rapidement que prévu.

En janvier 1978, la NASA constata la décroissance orbitale rapide de Skylab et entreprit sa remise en route progressive par télécommande. En avril, une tentative de calage en attitude correcte aboutit à un échec par suite d'un défaut de fonctionnement de l'ordinateur de bord. Pour remettre Skylab en bonne position, les ingénieurs de la NASA durent dépenser la presque totalité du carburant des fusées d'attitude.

Depuis, Skylab est en position correcte. Dans ces conditions, il fera, si rien ne change d'ici là, sa ré-entrée dans l'atmosphère vers le mois de juin 1980.

Si une nouvelle panne de stabilisation survenait, aujourd'hui, le laboratoire n'aurait plus que deux à trois mois de vie.

R.L.C.

pèse, actuellement, le coût de l'opération de sauvetage, les doutes qui subsistent sur sa réussite et les conséquences (financières bien entendu) d'une éventuelle catastrophe à la retombée. Il ne serait pas étonnant qu'elle décide prochainement d'abandonner le plan proposé et de laisser faire la nature et... le hasard.

Un robuste jeu de con ? n'est-ce pas ?

R.L. Cooreen

(1) On trouve des ferrailles variées rebuts d'expérience et d'expéditions prestigieuses ou ratées, des ressorts, des boulons, la caméra

perdue par un astronaute américain, des emballages de vivres de bord et même... de la merde en emballage plastique sous vide. Le terme «poubelle» n'est pas faux...

Chacun de ces objets est répertorié, suivi, par les radars américains et russes.

(2) NASA : National Aeronautics and Space Administration. Administration américaine civile des activités aéronautiques et spatiales.

(3) La navette spatiale est un nouveau système de transport spatial américain destiné à être temporairement satellisé autour de la terre. La navette décolle comme une fusée et se comporte comme un planeur au retour.

# L'espace pollué par la ferraille



Photo Lambours

# Sur le terrain

Vous pouvez vendre la Gueule Ouverte.

C'est un job que vous pouvez régler selon votre goût, de quelques exemplaires à une cinquantaine (il y en a qui les vendent chaque semaine).

Sur les 5F, 2F vous reviennent.

Et puis, le journal est présent, la «Gueule Ouverte» à des endroits où nous ne pouvons les mettre, et là où il

22

**PAIMPOL** Le groupe femmes, le Planning Familial et l'association culturelle populaire du Goëlo présentent le film : «Alertez les bébés» suivi d'un débat. Le samedi 10 février à l'Auberge de Jeunesse, centre Henri Dunant à 20 H 30.

23

**echelle humaine** Ceux qui seraient intéressés à une rencontre de prise de contact entre les écologistes de la Creuse, pour le printemps par exemple, sont priés d'écrire à «Pour un Monde à l'Echelle Humaine» (mouvement qui ne veut pas se croiser les bras devant ce qui se trame contre la vie) BP 96 75923 Paris cedex 19. Merci de joindre une enveloppe timbrée pour recevoir les informations concernant date et lieu de la rencontre. Signalez-nous si un samedi ou un dimanche vous conviendrait en mars prochain.

29

**CULTURE ET LIBERTÉ** propose un stage énergie nucléaire les 22-23-24 et 26-27 février 1979 au Centre Social de Pen-Ar-Créac'h à Brest. Son objectif est de contribuer à la formation des personnes s'intéressant au problème nucléaire en général et à l'implantation de centrales en Bretagne en particulier. Lier les conséquences économiques et écologiques du choix nucléaire à ses incidences sociales et politiques. Le contenu sera représenté au début du stage et transformé suivant les attentes des participants. Ceci n'est donc qu'une proposition de départ.

- Les sources d'énergie, leur évolution,
- Les différentes filières nucléaires, leur technique, pourquoi le choix des filières ?
- La pollution nucléaire : pollution écologique (végétaux, eau, air), les risques de contamination, les risques d'explosion, les contraintes sur le voisinage des centrales, etc.
- le retraitement des déchets nucléaires : la solution française, problèmes posés,
- choix d'énergie, choix de société : qui décide ? en fonction de quels intérêts et quelles conséquences ?
- les partis politiques et les syndicats face au nucléaire, positions respectives, questions.

- la lutte anti-nucléaire : organisations, formes de luttes, quelles alternatives au nucléaire, perspectives.

L'animation générale du stage sera assurée par Culture et Liberté. Le travail sera réalisé à partir de documents audio-visuels (films et montages), d'intervenants spécialisés, de travaux de groupe.

Pris du stage : (comportant la formation, l'hébergement, les repas), Formation continue : 1100F, pris en charge par C.E. Collectif : 700F, à titre individuel : 400F (possibilité d'une bourse pour un chômeur ou un non-salarié de 250F). Un programme daté sera expédié aux participants, une dizaine de jours avant le stage. Culture et Liberté, 4 square M. Savary, 29200 Brest, Tél.: (16/98) 025718.

35

**LE COMITÉ LARZAC RENNES** organise la projection du film «Le Larzac, un pays qui veut vivre», le vendredi 2 février à 20h30 à la MJC Rennes Centre rue de la Paillette. La projection sera suivie d'un débat.

**PROGRAMME des activités du CRIDEV** (Centre Rennais d'Information pour le Développement et la Libération des Peuples) 41 avenue Janvier 35100 Rennes Tel (99) 79 39 45.

Mardis de formation :  
- 13 février, «La concurrence agricole entre pays industrialisés et pays du Tiers-Monde». Débat à partir de deux exemples : le sucre et le manioc. Animation par la commission agricole du CRIDEV.

- 13 mars, cycle d'initiation. «Histoire de la colonisation». Ses différentes phases, ses incidences actuelles.  
- 27 mars, Le Vietnam, Laos, Cambodge : analyse de l'évolution récente des 3 pays de l'ex-Indochine française. Avec la participation de personnes de retour de ces pays et qui en suivent l'actualité.

- 3 avril, cycle d'initiation aux «différents modèles de développement». LUNDIS CINÉMATOGRAPHIQUES :  
- 5 mars, «Haïti, le chemin de la liberté»  
- 9 avril, «Le Sahara n'est pas à vendre»

Dans le courant du mois de mars, participation à l'action nationale des groupes locaux Tiers Monde sur le thème : «Le Tiers Monde n'est pas responsable du chômage en France»

Activités conseillées :

- 24 et 25 mars, au CRED (Centre B. Soubirous, route de Chatillon sur Seiche) «Les hommes du Tiers Monde chez nous : les immigrés»  
- Du 30 mars au 1 avril à l'INODEP (34 avenue Reille, Paris) «Commission Trilatérale, doctrine de la sécurité nationale, droits de l'homme.»  
Mouvement anti-apartheid-campagne anti-Outspan : développement des activités en vue d'un boycott d'information sur les banques françaises qui financent l'apartheid. Permanences les mardi et jeudi de 17 H 30 à 19 H 30 et mercredi et samedi de 14 H à 16 H.

31

**TOULOUSE : L'EUROPE, NON MERCI.** L'Association Toulousaine d'Ecologie a débattu des problèmes posés par l'approche des élections européennes. Finalement une majorité des présents a décidé que l'ATE ne participera pas aux élections européennes et qu'elle ne donnera pas de consigne de vote à ses adhérents.

L'ATE entend réserver une grande partie de ses forces à d'autres actions comme par exemple : La lutte contre la construction à Verfeil d'un énorme poste de transformation du courant électrique ainsi que contre l'implantation entre Verfeil et La Gaudière d'une ligne à très haute tension de 400 000 volt, la lutte contre le projet de construction à Golfech (Tarn-et-Garonne) d'une centrale nucléaire voire même d'un surrégénérateur ; des réalisations dans le domaine des énergies renouvelables grâce à sa commission énergie solaire, et la préparation critique de la Journée du Soleil du 23 juin 1979 ; le développement de l'agriculture biologique grâce à sa commission agriculture et à ses groupements d'achat de nourriture biologique ; la lutte contre la mise en chantier de la troisième section de la rocade sud de Toulouse ; l'opposition à l'industrialisation de la société et en particulier l'opération GAMIN (Gestion Automatisée de Médecine Infantile) ; le soutien actif aux paysans du Larzac ; la manifestation anti-nucléaire européenne de la Pentecôte 1979 ; etc. Les personnes intéressées par ces actions peuvent prendre contact avec l'ATE, 3 rue Danton, les mercredi et vendredi après-midi et le jeudi soir à 21 h, 31 400 Toulouse.

41

**SOCIALISME ET LIBERTÉ** Vendredi 9 février à 20 h 30 salle Dupré Blois, meeting organisé par la section locale du PSU avec le comité national de soutien à Rudolph Barho, dissident de RDA dont le procès doit intervenir dans les mois qui viennent, le tribunal Russel qui vient d'achever ses travaux sur l'état des libertés individuelles et collectives en Allemagne de l'Ouest, et Jeanne Brunschwig de la direction nationale du PSU.

42

**LES BÂTISSEURS** Le collectif Gardons le Larzac du Forez vous convie à assister à la projection du film «Les Bâtisseurs» de P. Haudiquet le vendredi 23 février à Feurs, salle Grenette ou le samedi 24 février à Sail sous Couzan, centre culturel ou le dimanche 25 février à Panissières salle Beaujour. Collectif Gardons le Larzac du Forez chez J.M. Roulet 42110 Feurs.

**JOURNÉE PORTES OUVERTES**

Le mouvement écologique roannais participe à la journée portes ouvertes de toutes les associations culturelles roannaises le samedi à partir de 14 H et le dimanche 11 février. Avec la participation d'un inventeur local, spécialiste (tiens, tiens je croyais pas ça très école, les spécialistes...) qui présentera son prototype orientable en fonction du soleil. Montage diapos sur le nucléaire et les énergies douces et panneaux d'exposition de chantiers nucléaires. Ex-caserne Werlé, 12 avenue de Paris, Roanne. Salle Albert Férol.

51

**3x LARZAC** Le paiement du premier tiers provisionnel nous donne l'occasion de concrétiser notre soutien aux paysans du Larzac. Refuser le paiement de 3% de nos impôts c'est refuser que nos impôts servent à l'achat de terres pour l'armée au mépris des droits des populations locales. C'est aussi verser cet argent à l'Association pour la Promotion de l'Agriculture sur le Larzac (APAL) et contribuer ainsi à l'aménagement du plateau. Coordination sur Reims et les environs : 88 49 16 ou 06 01 45. Informations les 8 et 15 février à 20 H 30, 20 rue M.C. Fouriaux.

**LANZA DEL VASTO** donnera lundi 12 février à 20 H 45 à la salle des Cordeliers, 21 rue Voltaire à Reims, une conférence sur le thème «vivre autrement». Le lendemain à la même heure, il répondra aux questions posées. Les Amis de l'Arche de Reims, Jean Claude Dahlan, 1 rue de l'église 51430 Tinqueux

54

**FRONT AUTOGESTIONNAIRE** de Nancy (MAN et PSU) 54 rue de la hache, organise pendant l'année 79 un cycle de conférences-débats sur des problèmes politiques essentiels : Jeudi 15 février avec Haroun Tazief sur le thème «de la vulcanologie à l'écologie politique». Jeudi 15 mars avec Claude Bourdet, membre de la DPN du PSU, président du MDPL, sur le thème «l'Europe que nous voulons».

75

**ILE DE FRANCE** : Les prochaines réunions de coordination des groupes antinucléaires de la région auront lieu les jeudi 8 février (position de la région sur la réunion de protestation de la Pentecôte, coordination nationale et envoi éventuel de délégués à Nantes) et 15 février (point sur Nogent sur Seine) Pour toutes informations tel au 749 72 32.

**LE MOUVEMENT ECOLOGIQUE** de Paris organise une réunion le samedi 10 février à 14 H 30 au secrétariat du ME en vue d'une action sur la région parisienne ayant comme thème le plan ORSEC RAD : Tous les groupes écologistes et antinucléaires y sont conviés. M.E. Cité Flaurie, Appt n° 20, 65 Bd Arago 75013 Paris.

**LE LARZAC, CE N'EST PAS FINI.** Un meeting 3% impôts Larzac et revoi de papiers militaires aura lieu le jeudi 15 février à la mutualité. Aussi le comité Larzac de Paris a besoin de monde. Il invite tous les militants et sympathisants à le rejoindre en vue de préparer cette soirée. Réunion hebdomadaire le mercredi à 20 H, 14 rue de Nanteuil Paris 14°. Permanence de 18 à 20 H ts les jrs sauf le lundi. Tel 531.43.38.

**LE CLO DE PARIS** organise une réunion d'information et débat sur l'objection dans une perspective antimilitariste et en vue de constituer des groupes permanents le mardi 6 février à 19 H 30 à l'AGECA, 177 rue de Charonne, Paris 11°.

**A PROPOS DE L'EUP DE NOGENT SUR SEINE** Les associations suivantes : les AT, les Comités anti-nucléaire, le mouvement écologique, le MAN, Paris-Ecologie décident de créer le collectif Nogent, Paris, Région parisienne. En accord avec le collectif AUBOI il annoncent, dès à présent l'ouverture d'une campagne d'actions et de mobilisation afin que les pouvoirs publics et leurs administrations abandonnent le projet d'une centrale nucléaire à Nogent sur Seine et d'un barrage aube à Radonvilliers. Pour tous renseignements et diffusion de matériel (tracts, affiches, pétitions, autocollants, journaux et documents spéciaux...) C/O Collectif Nogent 3 rue de la Bûcherie 75005 Paris Tel 325 91 37 (après-midi)

**INDIENS** Le comité de soutien aux Indiens d'Amérique 14 rue de Nanteuil Paris 15 et le groupe Emma Goldman de la FA 51 rue de Lappe Paris 11 organisent une soirée de soutien le samedi 10 février à 19H30 à l'AGECA 177 rue de Charonne Paris 11. Au programme : Sim, débats, expo photo, buffet, entrée libre.

77

**«LA FAIM DANS LE MONDE».** Une réunion-débat se tiendra le 2 mars prochain à 20h30 au centre culturel de Chelles (77), place des martyrs de Chateaubriant. Le thème de cette soirée, menée par diverses organisations, sera : «La faim dans le monde, les vraies causes...» Projection du film «L'arme du blé», débat animé par Susan George, auteur du livre «Comment meurt l'autre moitié du monde», en présence de Lionel Jospin, délégué au Tiers Monde du Parti Socialiste. Cette soirée sera au profit du financement de la coopérative rurale du Centre Populaire de Savar au Bangladesh.

91

**PROPOSITION D'ACTION** Pour sortir des 5 km de l'enquête d'utilité publique de la centrale de Nogent, le comité écologique briard a envoyé une lettre aux municipalités de la Brie pour qu'elles donnent leur opinion. Ce serait bien que d'autres groupes fassent de même dans leur coin et qu'on coordonne tout ça. Contact : C. Gilardi, 36 rue du Bel Air 91480 Varennes Jarcy.

93

**IMMIGRES QUI ÊTES-VOUS ?** Quinze jours de solidarité avec les travailleurs immigrés du 30 janvier au 11 février à Sevran. Films, débats, chants et danses et une exposition permanente de dessins d'enfants. Pour tous renseignements, Centre culturel communal de Sevran Parc Louis Armand 28 rue du Gal Leclerc 93270 Tel 383-54-40

95

**LE COLLECTIF ECOLOGIQUE DU PARISIS** Sévissant sur Sarcelles et ses environs rappelle qu'il existe toujours !... malgré la désaffection de sa moitié ouest, dont la BP était à St Gratien. Il est toujours possible de le contacter en écrivant ou en passant rue des Héronneaux à Groslay 95410 Tel 992 20 90

## Alternatives

**IMPRIMERIE ECOLOGIQUE** Impressions parallèles est une association à but non lucratif qui assure un service d'impression bon marché pour les groupements qui agissent pour «supprimer une forme d'aliénation» (termes de nos statuts). Si vous avez à imprimer des tracts, journaux, affiches, autocollants etc... allant dans ce sens, vous pouvez, soit nous en confier l'exécution, soit les réaliser vous mêmes à l'aide de notre matériel moyennant participation aux frais généraux. Pour tous renseignements : IP 4 rue Pasteur 92160 Antony Tel 666 01 96.

**ARTISANS ECOLOS ?** Ingénieur bâtiment, un peu d'argent de côté cherche à rencontrer des gens avec expérience ou connaissances tous corps d'état, pour former une équipe artisanale de reconstruction-remise en état ; connaissances en solaire,

éolien, etc... non obligatoires mais bienvenues, toutes autres idées aussi. F. Didier, 35 Bd Henri IV, 75004 Paris Tel 271 43 98 le soir.

**CA BOUGE à MARSEILLE** D'abord, on est une dizaine à se réunir pour essayer de créer une radio libre ; elle s'appellera Radio Monte-Cristo (RMC pour faire la nique à l'autre) et se propose d'être au service des luttes, d'organiser des débats sur les sujets les plus divers et de diffuser de la musique bannie d'antenne. Elle sera ouverte à tous. On espère émettre à partir du mois de mars et sur une longueur d'ondes voisine de celle de France-Inter pour éviter que les flics nous brouillent.

Ensuite, il s'est créé un collectif pour faire une fête d'expression de la jeunesse, parce que à Marseille, au niveau des loisirs, c'est pas la joie. Alors on va essayer de faire une fête concert avec différents groupes de musique et troupes de théâtre. La date prévue est le samedi 10 mars (voir encadré qui lui parle du 10 février, renseignez vous vite fait)

## FÊTE LA DIFFÉRENCE.

On pourrait pour une fois passer tous de l'autre côté et cesser de geindre : «Y'a rien ici, qu'est-ce qu'on fait ? on s'emmerde !» ou «Marseille c'est mort ! c'est pas une vie !» - donc on pourrait organiser une fête à la mesure de notre ras-le-bol, à la mesure de notre besoin de vivre (et c'est pas rien !!). Une fête avec un prix raisonnable (on a fixé 15F mais...) sans les brutes et les gros bras habituels. Une fête où l'on pourrait mélanger les genres d'expression, les révoltes et aussi (et surtout) en discuter, une fête, où on pourrait être un peu nous-mêmes, être cette jeunesse qu'ils gavent de promesses parce qu'ils crévent de trouille. Une fête où chacun pourrait être lui-même avec ses goûts, ses désirs, sa folie, sa révolte.

Bref, une fête différente, une fête de la jeunesse, de la vraie !!! celle qui se révolte (pas l'autre). Tu veux organiser cette fête avec nous ? ramener ton flip, tes idées et toutet tout le : (chaque) jeudi à 18h30 à l'AP13, 13 rue de la Cathédrale (au panier) ou téléphones, écrits à Vincent Tardieu, 35 rue E. Du ployé, 13007 Marseille.

Tu peux aussi soutenir financièrement la fête, des bons de soutien donnant droit à l'entrée pour le 10 février 79 sont disponibles à la librairie «L'odeur du temps» rue Pastout, près du cours Julien.

Nous, on espère que ça ne s'arrêtera pas là, que ce ne soit qu'une étape pour une autre culture et une autre expression, que ça nous permettra après de passer des samedi soir un peu moins isolés, un peu moins angossés et, peut-être, pleins d'autres choses si nous sommes nombreux à nous en occuper... Collectif pour une fête d'expression de la jeunesse.

Enfin, des enfants d'un peu tous les milieux et des 4 coins de la ville se retrouvent le mercredi après-midi avec la volonté de créer un M.L.E (mouvement de libération des enfants). Ils font un journal qui s'appelle «Oeufs Cassés». Pour tous contacts : 20 bd National 13001 Marseille.

## Papiers

**L'AFFICHE MILITANTE ECOLOGIQUE.** Un projet d'exposition de l'affiche militante écologique à Epinal, la Vité des Images, n'étonnera personne. Il ne s'agit pas de donner l'écologie en spectacle mais de réaliser une exposition qui exprime au travers des affiches les diverses luttes écologiques. Face à l'indifférence, au détournement, à la récupération des journaux, télévision, radio... ordinaires, l'affiche est l'un des principaux moyens d'expression et d'information. Cette exposition sera donc une grande manifestation des luttes écologiques, une information des problèmes, une invitation à ne pas en rester à la position de spectateur. Appelée à circuler partout à la demande, elle sera réalisée sur panneaux plastifiés. Nous vous demandons donc de nous envoyer vos affiches, tracts, autocollants... (3 exemplaires sont souhaités) et si possible un résumé du problème, de l'événement qui a suscité l'affiche. Tout envoi d'affiche donne droit à la location gratuite de l'exposition ; seuls les frais de transport seront à votre charge. Nous espérons qu'elle sera prête au cours du mois de juin. Pour toute correspondance et envoi : Plumerey Pierre, Hadigny-les-Vérrières, 88330 Chatel-sur-Moselle.

## Tahiti libre

Malgré le statut d'autonomie interne d'août 77 accordé à la Polynésie française, l'homme tahitien est toujours sous tutelle française.

\* Impuissance politique, évidemment, du fait de l'occupation française.

\* Impuissance économique, aussi, par son caractère artificiel, aux dépens de l'économie traditionnelle (pêche, production du coprah, production de la vanille, tourisme...)

Depuis 1963, lors de l'implantation du CEP (Centre d'Expérimentation du Pacifique) se sont multipliés les essais nucléaires français. La Polynésie est donc bien un laboratoire militaire permettant l'expérimentation des bombes A, H, N (atomique, à hydrogène, à neutrons). De plus cet essai de lettre ouverte adressée le 10/12/73 par Francis Sarrat et François a Opa à l'ambassade de Joubert à l'occasion de son séjour à Tahiti reste d'une brillante actualité. «Offre le Sahara, l'Algérie, et les peuples d'Afrique, aujourd'hui le Pacifique, la Polynésie et les habitants de l'hémisphère sud se sont vus et continuent de se voir imposer les sacrifices physiques et génétiques qui ne devraient incomber qu'à la France et à ses habitants. Parce qu'il est, prétendez-vous, pour leur bien que vous fassiez exploser vos bombes impuissantes...»

Et, voici que des Tahitiens viennent nous réclamer leur indépendance. Comment ne pas les comprendre et ne pas les approuver même si les moyens peuvent sembler parfois désavantageux (compréhensibles, cependant, dans leur contexte). Voici en quelques mois les événements :

\* création du parti «Te Iata Tahiti» de Tahitiens indépendants ;  
\* 1972 : condamnation de Charles Ching pour un acte symbolique de révolte dans un dépôt militaire ;  
\* 1973 : manifestation de protestation contre l'occupation française de l'atoll de Fanning ;

\* le 12 août 77, attentat à la dynamite contre l'hôtel des Postes de Papeete lors du passage d'Olivier Barn sur le territoire, ceci en signe de protestation contre les expériences nucléaires et la présence française dans le Pacifique.

\* le 26 août 77 : assassinat d'une personnalité métropolitaine, Pierre Dangie-jou, PDG d'une filiale de la société Air Liquide. Pour répondre à ces événements, 13 arrestations dont celle de Charles Ching, inculpés à des degrés divers de vol, recel, destruction d'édifice, violence et voies de fait, tentatives d'assassinat et assassinat, quatre d'entre eux sont passibles de la peine de mort.

Le 10 mai dernier, le procès a ouvert, grâce à l'action des quatre avocats américains au barreau de Papeete, le procès est renvoyé. Deux recours en cassation sont déposés ; une procédure usuelle, des interrogatoires illégaux avec la complicité des avocats commis d'office. Le procès est donc reporté au 29 janvier 79. Il faut donc agir au plus vite ; ce que vous pouvez faire :

- demander, remplir ou renvoyer au plus vite des pétitions à l'adresse suivante : groupe de recherche et d'action non-violente, 17 rue du Palais, 29000 Quimper

- très important : apporter un soutien financier, si faible soit-il, à verser au compte de : Marie Paillard, CCP 28 14 02 Rennes

- acheter et diffuser le livre «Un haïtien nommé liberté» de Gilbert Nicolas, 10F dont 5F pour le soutien aux Polynésiens, à commander au GRANY de Quimper dont l'adresse est citée plus haut. Ce livre retracera la lutte non-violente qui avait été menée à bord du Fri, face aux essais nucléaires français à Mururoa.

Partez en avant de vous le plus vite possible et diffusez l'information au maximum. Le procès se tiendra à partir du 29 janvier, et vraisemblablement durant plusieurs semaines.

36

**LARZAC CHATEAUX** Il existe maintenant un Comité Larzac à Chateauroux. Diverses actions sont envisagées pour maintenir et populariser la lutte entreprise. Des contacts vont être pris avec des mouvements syndicaux afin d'assurer la plus large mobilisation en cas de coups durs. Nous faisons appel à toutes les personnes susceptibles d'apporter leur soutien moral et financier. Des réunions ont lieu régulièrement. Tel 34 79 58.

37

**REUNIONS** Le comité d'information sur le nucléaire du Chinois (37) organise une série de réunions sur le problème des lignes à haute tension : le 12 février à Benais, le 14 à Savigny, le 21 à Chouzé, le 23 à Candes St Martin (noms des villages non assuré, c'est vraiment trop mal écrit, NDLC) Un diaporama y sera projeté.

38

**MALVILLE BLUES** Depuis le début 78, le Comité Malville de la Tour du Pin propose un disque 45 tours (du pin... hé, hé) avec 2 chansons antinucléaires (l'une de Steve Waring l'autre de O. Cabanel) La moitié (5000) a été écoutée depuis. Il serait dommage que le reste ne soit pas utilisé ! Aussi nous vous rappelons comment le prix de vente conseillé est réparti : 2 F, prix de revient du disque, 4 F pour la coordination Rhône Alpes pour financer l'achat de matériel dans le cadre de la lutte antinucléaire et 4 F qui reviennent à ceux qui ont commandé et vendu le disque. Ce disque permet donc par sa diffusion et par l'argent rapporté de continuer à populariser la lutte antinucléaire. Passer les commandes (4 F à la commande, et 2 F à la réception du disque) à O. Cabanel, Le Munard 38141 VIGNIEU. FS : si chaque comité en commande au moins 50, on liquide le stock !

# insurgés

est le plus utile (entreprises, lycées, marchés, fêtes en tous genres, manifestations diverses).

Demandez les renseignements à Pierre, service diffusion, la G.O., Saint Laurent en Brionnais, 71800 La Clayette.

On a aussi des tracts, des affiches et des anciens numéros (en pagaille) à vous distribuer. Il suffit de demander ! C'est gratuit.

## L'ANDOUILLETTE MACONNAISE

ne se mange ni ne se mélange à n'importe quelle sauce. Il ne s'agit évidemment pas de recette culinaire, mais d'un nouveau journal de contre info sorti à Mâcon et ses environs courant décembre et qui dérange quelque peu si l'on en croit les réactions du quotidien local à court d'anathèmes. L'Andouillette maconnaise se veut ouverte à tous, individus ou associations, elle se veut support de débats contradictoires, partie prenante des luttes à venir et pleinement consciente du rôle qu'elle a et qu'elle peut jouer à l'échelon local. Une mise en pages inhabituelle et recherchée, 4 pages de plus dès le second numéro (16 pages), voilà de quoi nourrir pendant quelques temps certains appétits avides d'informations plus volontiers gratinées qu'édulcorées.

**LARZAC** Le dernier bulletin de liaison et de coordination des comités Larzac vient de paraître. Vous pouvez vous abonner en envoyant 10 enveloppes timbrées à vos noms et adresses et un chèque de 15 F (pour 10 numéros) à l'ordre de J. Pineua à la Coordination des comités Larzac, coopérative agricole, rue de Glossop 12100 Millau. La prochaine coordination aura lieu les 10 et 11 février.

**CH' GALIBOT** mensuel d'information de la région lensoise vient de paraître. Après 6 mois d'absence, le numéro 8 du journal a vu le jour. Au programme, l'analyse du procès de Serge Ferraton, la chronique du chômage dans la région de Lens, un dossier sur une boîte catho qui traumatise pas mal les gosses de lui confie la DDASS, la chronique des bavures, la venue de Tachan à Lens, le point sur le Café-Théâtre l'Arsouille qui nous sert de repère... et en prime des poèmes, des petites annonces, des BD et tous les spectacles du mois entre Douai, Lens-Arras et Béthune. Aidez-nous, aimez-nous. Pour 3 F en timbres, vous obtiendrez un exemplaire de ce numéro 8 en écrivant à Ch'Galibot C/O Café Théâtre l'Arsouille (si je comprend bien, celui-ci vous sert de repaire et non pas de repère !... NDLC) 42 rue Séverine 62430 Sallaumines. L'abonnement est de 20 F pour 10 numéros.

**OPZONE N° 1** est paru. Dossier Paul Bérato/Yves Dermeze, Nouvel de Gérard Coisne. Courrier d'Al Azif. Chronique SF... avec Jeurry, Valery, Coisne, Evrad, Putois, Phi, La SF fait mal. 5 F le numéro. Abr 6 numéros 25 F. Ponte Mirone Pomy 11300 Limoux.

**CHIFFRES EN MAINS** A la fin février, Ponte Mirone publie ; A l'aube de l'écologie, recensement des pollutions de notre monde et contre-propositions pour une aube nouvelle. Avec des preuves fournies par une étude importante sur le département de l'Aube. Ce livre démontre qu'un pays comme la France peut être autonome. Chiffres en main. Aidez à la parution de ce livre en souscrivant un ou plusieurs exemplaires. Groupes écologistes, diffusez ce livre. 1 ex : 15 F, 3 ex : 40 F, 5 ex : 60 F, 10 ex : 110 F, 20 ex : 200 F, 50 ex : 450 F. Ponte Mirone Pomy 11300 Limoux.

**PRESSE ANARCHISTE** Le groupe Fresnes-Antony de la Fédération Anarchiste vient d'ouvrir un local au 34 rue de Fresnes à Antony 92160. Ce local est un lieu de diffusion de la presse anarchiste, des brochures et des livres sur le mouvement anarchiste ainsi que de la collection du groupe du nom de «Volonté anarchiste». 7 F le numéro (6 numéros déjà parus et disponibles pouvant être compris dans l'abonnement de 60 F pour 8 numéros. ASH 21600 42 C Paris) Le local est ouvert du lundi au samedi de 10H à 20 H et le dimanche de 10 à 13 H. Tel 668 48 58.

**LE LIBERTAIRE.** Les groupes Ateliers du Soir, Jules Durand, Germinal, ainsi que les individuels éditeurs de la revue mensuelle de synthèse anarchiste «Le Libéraire» annonce la parution de son numéro 6 comprenant des articles de Laisant, Lanza, Chaliel, Pérignon, le Père Chat... sur l'homosexualité, l'armée, la poésie, la pratique de la vie libertaire, la pédagogie. De précédents numéros sont encore disponibles. Abonnement : 30F par an à l'ordre H. Fernandez, et sous enveloppe au Libéraire, 16 rue Jules Tellier, 76600 Le Havre. 50F si vous souhaitez recevoir la Revue sous pli fermé.

**LE CLAN** diffuse une brochure d'information nucléaire destinée à un très large public. Au sommaire : Les intérêts qui ont orienté le programme nucléaire (militaires, multinationaux, financiers) - Les dangers (pollutions thermiques radioactives, les accidents, les déchets) - l'enjeu politique du nucléaire.

une déclaration de l'ex-directeur d'EDF.  
- un dossier sur la Hague.  
- un condensé du plan ORSEC RAD  
- le rapport 78 de la commission des finances de l'Assemblée nationale sur le programme nucléaire.  
- la propagande EDF et ses méthodes  
- un appel à l'autoréduction 15 %.  
Le tout pour 3 F et en 16 pages. Commandes groupées : 25 F les 10 et 200 F les 100. CLAN BP 4 77390 Chaumes en Brie.

**BIBLIOTHÈQUE ANTINUCLÉAIRE** En vue de la création d'une bibliothèque antinucléaire de la MPT de l'Harteloire, le CLIN de Brest Centre vous demande d'apporter tous documents et ouvrages sur le nucléaire, les problèmes énergétiques et les énergies douces. Il se réunira jeudi 8 février, mercredi 14 février...

**quartiers libres** Le numéro 2 de Quartiers Libres (janvier, février 1979) est paru. Journal d'information locale et d'expression libre pour ceux qui habitent le 19<sup>e</sup> et Belleville. Au sommaire : locaux collectifs : une lutte exemplaire ; enquête au Tribunal d'Instance du 19<sup>e</sup>, interview d'un juge ; Bottier à Belleville ; Théâtre, quelles ordres ? Nous avons lu, goûté, etc... Réunion ouverte le jeudi à 19 H 30, 9 rue du Pré St Gervais 19<sup>e</sup>.

**AUTOCOLLANTS** L'archive de documentation graphique politique a été fondée par un groupe de personnes qui considèrent l'autocollant politique, culturel, syndical et social comme un élément de l'expression minimale de l'histoire politique actuelle et pour ça nous croyons que son exposition et sa divulgation peuvent être d'utilité pour toute personne qui veut connaître l'histoire politique récente de son pays. Actuellement nous sommes en contact avec d'autres entités de tout le monde qui ont la même finalité que nous. Nous vous demandons la remise de 3 exemplaires de chacun des autocollants anciens et modernes que vous diffusez ou possédez actuellement. Si c'est nécessaire nous nous engageons à payer les dépenses que cela pourrait vous occasionner (sous la forme que vous préférez, monnaie de votre pays ou autre). Tous envois à Xavier Andreu Prat Responsable extérieur Apartado de Correos 22039 Barcelona Espagne.

## Kultur

**FOLF'ARNAVAL** Jeudi 8 février dès 20 Heures à la MJC centre culturel Marc Sangnier, 8 allées des marguerites à Montigny les Metz (Tel 68 30 14). Fête de soutien à la Migaine Folk.

Après le gateau des rois Kébécios - co-réalisé avec le FJT - la Migaine Folk propose une veillée folk carnavalesque animée par la plupart des groupes folk de la région messine et d'ailleurs : Rigaudon, Brin d'herbe, Maltafiol, P'tit Gris et Gens de la Cour, Mayotte et d'autres... Rendez-vous des musiciens mais aussi rencontre de tous les amateurs de folk qui sont invités à venir écouter des airs et mélodies traditionnelles déguisés, maquillés, masqués en airs à danser !... qu'on se le dise ! C'est dans une ambiance populaire que tous ces musiciens viendront soutenir et participer à l'action migaineuse en un véritable hootnanny où ils se succéderont par groupes avant le «bœuf» final souhaité ! Soirée festive certes mais aussi soirée où vous ferez connaissance avec la migaine folk qui souhaite vous voir adhérer à cette vaste action de sensibilisation aux musiques, chansons et danses traditionnelles populaires ! Cette action se manifeste de différentes façons : animer essentiellement des ateliers de danses et autres festivités, favoriser l'organisation de manifestations folkuses, faire connaître les groupes locaux et faciliter la venue et les tournées de groupes extérieurs, etc... cette action se veut une démarche populaire plutôt permanente que ponctuelle qui sévira autant en ville que dans les villages.

La Migaine Folk lance un appel à tous les braves gens qui viendront éteindre ses effectifs sur place ou qui adhéreront à cette action socioculturelle sur leur secteur. Il y a du travail sur la planche. Rendez-vous le jeudi 8 février. Une bonne nouvelle : le restaurant indien Mahadev de l'association «Le soleil dominerait» assurera un buffet indien dès 19 H. Contact : Migaine Folk c/o L.S.D. 26 rue du Wad Billy 57000 Metz Tel (87) 74 41 58

**FLOK' AU VILLAGE** avec Rigaudon en concert à 20h30 samedi 10 février à la salle des Jeunes à Lorry les Metz (10 km au nord de Metz). Cette soirée est organisée par l'ALDL, Association Loisirs et Détente de Lorry qui mérite d'être encouragée dans son action persis-

tante d'une décentralisation de festivités socio-culturelles «de qualité». Contact : ALDL c/o Traver, 57000 Lorry les Metz. Rigaudon ou Rigodon : nom masculin. Danse vive à 2 temps d'origine provençale, à la vogue au 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècle, le Petit Larousse dixit, mais c'est aussi 5 musiciens qui interprètent des airs et chansons essentiellement tirés ou inspirés des répertoires traditionnels de France, airs à écouter et airs à danser ! Rigaudon cherche à tourner Avis aux organisateurs. Contact : Geronimo livres, 31 rue du Pont des Morts, 57000 Metz. Tél.: 303940.

**STAGES** Musique et danses folk à la MJC de Ris Orangis. Stages de guitare, accordéon diatonique, danses folk, blue grass, percussions, vielle à roue, dulcimer, chants populaires, violon. Programme détaillé à la MJC de Ris Orangis, rue J. Reckitt 91130 Ris Orangis Tel 906 30 95. Au même endroit, le 17 février, en exclusivité, Tony Trishka (new-grass : musique progressive dérivée du new-grass), le 24 à 21 H concert Siskin (musique irlandaise) et bal folk avec Marc Perrone et les 1,2 et 3 mars un festival ragtime ouvert à tous les musiciens.

**LA CANTINE THEATRE D'IMAGINATION** au domaine de Bessille ouvre à nouveau ses portes après trois semaines de repos. Cette association loi 1901 propose à ses adhérents (3 F la carte) tous les vendredis et samedis soir une bouffe sympa et pas chère, ainsi qu'un spectacle. Fonctionnement également toute l'année un atelier de tissage avec des stages, un atelier bois avec stages et fabrication de métiers à tisser et un atelier mécanique où des stages de mécanique vont démarrer (initiation à la mécanique auto). D'autres expériences peuvent y être accueillies. Venez nombreux en choisissant votre meilleure soirée : Les 5 et 10 février, Valérie Belay, mime, clown, les 16 et 17 février, Piero clown, les 23 et 24 février : Berthand chanteur compositeur.

**THEATRE DE L'OPPRIMÉ:** Stage du 17 au 22 février 1979, au CRE-FATS 2 rue Gal Marchand 38000 Grenoble Tel 44 33 40. Animateurs : Gérard Lefèvre, Margie Nelson, Marie Paule Lageix. Responsable pédagogique : Augusto Boal «Il faut que nous comprenions que l'activité artistique est naturelle à tous les hommes et à toutes les femmes»

## Divers

**PAS D'ACHAT !** On cherche avec un môme une petite exploitation (le terme me fait chier) caprine sur la Dordogne. On est prêts à étudier toutes les propositions sauf un achat (exception faite pour un viager). Massiera J.L. et Caroline «Couet» 33760 Escoussans.

**URGENT** Fonctionnaire muté au 1<sup>er</sup> mars 79 à Perpignan recherche maison à louer (700 F maxi) dans village environnant, si possible avec jardin. Aimerais également prendre contact avec comité Larzac ou groupe antinucléaire de la région. Ecrire à Eric Langevin, 41 rue de la Tour de Bourgogne 59500 Douai.

**ATTENTION ANNONCE SEXISTE.** Paysan sur ferme 37ha, 40 chèvres. Production fromagère. 60 brebis, 15 cochons, céréales. Recherche stagiaire mâle, moins de 25 ans, gros bras. Extrêmement motivé pour période du 1<sup>er</sup> mars au 31 juillet. Rénuméré 1000F par mois environ. Logé, nourri. Pleine campagne, air pur, calme, et musculation assurés. Ecrire ou téléphonez Noël Clergot, Hezan-Montcusel, 39260 Moirans. Tél.: (84) 424300.

**VÉGÉTARIENS, ÉCOLOGISTES, NON-VIOLENTS** et tous les autres, le «Mille Pertuis», restaurant végétarien est ouvert du mardi au samedi, midi et soir. On peut y lire la GO et Sud. Où c'est ? 8 rue École de Pharmacie (près l'Aiguillière), 34000 Montpellier.

**SKI DE FOND ET RANDONNÉE EN PAYS BASQUE** L'Association Paloise «Trans Humans Horizons» organise des stages de 5 jours et des week-end de ski de fond ou randonnée pédestre en forêt d'Iraty. Des places sont disponibles pour la période du 9 février au 22 avril. Les stages à venir se dérouleront du 9 au 13 février, du 16 au 20 février, du 23 au 27 février, du 5 au 9 mars... Conditions techniques : Altitude de 1200 à 1500 mètres, hébergement en chalet dortoir collectif 2X15 personnes, matériel fourni (skis, bâtons chaussures), participation, 420 F + adhésion/assurance ancefsf et Trans Humans Horizons

(35,00 F). Tout compris. Week-end, 30,00 F tout compris. Pour tous renseignements, s'adresser à T.H.H 29 avenue Thiers 64000 Pau Tel (59) 30 23 92. Permanences les jours ouvrables aux heures de bureau et le jeudi soir (de 18 à 20 H) pour l'organisation des week-end. L'Association T.H.H. est centre école de ski de fond ANCEFSF, agréé Jeunesse et Sports, agréé Promofaf.

**UN PETIT MOTEUR À SA MÉMOIRE.** Ça fait plusieurs fois que je répond à des annonces demandant des documents ou des renseignements. Il arrive malheureusement que les passeurs d'annonces ne daignent même pas répondre et gardent les documents prêts. Peut-être que ce sont de simples négligences, mais il faudrait mettre un petit moteur à sa mémoire et penser que ces documents peuvent être utiles à d'autres. Guy Herbreteau, 11 av Michel Ange, 44300 Nantes.

**URGENT ENCORE...** JF cherche emploi toutes sortes (expérience auprès des enfants) Pour deux chercheurs logement sympa pour moins de 800 F dans la région de St Gratien (95) Nous sommes à la rue ! Tel 959 73 29 entre 9 H et 21 H (en cas d'absence laisser coordonnées) (à qui ? NDLC)

**URGENT TOUJOURS** Plusieurs personnes cherche à louer dans la banlieue immédiate de Lille un bout de terrain cultivable (un prêt nous ferait plaisir aussi) si vous avez des tuyaux (pour l'arrosage) sur le jardinage biologique faites nous signe : écrire à Brigitte Siou, 180 rue du Fbg de Roubaix à Lille 59000 ou téléphonez tous les jours à midi au 20 51 99 82.

**CULTURE BIO.** Y a-t-il des gens dans les Alpes, le Massif Central ou le Jura qui auraient envie que des jeunes puissent s'installer vers chez eux pour y faire de la culture biodynamique, et qui connaîtraient une maison et des terres (abandonnées) à louer pas trop cher, dans un chouette coin même paumé. Ecrire à Alain Poncet, St Privat, 84480 Bonnieux.

**JEUX COLLECTIFS DU PASSÉ** Qui avait passé une annonce dans la GO pour trouver des renseignements sur ceux qui s'oublient ? Ce serait gentil de me contacter : Bénédicte Anquez, Paz Creps, 15 rue de Coubertin, 21100 Dijon.

**MACHINE** à écrire recherchée par journal pövre, en machine, et en fric !! Qui peut nous proposer quelque chose de robuste. Ecrire ou téléphoner ou passer au journal (coordonnées page 3).

**BIOLOGIQUE SVP** 1 JH 20 ans cherche stage dans élevage caprin en agrobiologie. Possède expérience sur caprins. Motivé par connaissance de l'agrobiologie. Morel Bernard l'Oustal, Entrevergues, 81260 Brassac.

**DÉCOUVRIR DES RÉGIONS,** pays, leurs habitants, autrement que par le tourisme. Programme d'été de chantiers de jeunes (France, Europe, Afrique) et stages préparatoires de Pâques : Section des Jeunes du Mouvement Chrétien pour la Paix, 46 rue de Vaugirard, 75006 Paris, Tél.: 3254970.

**NOUVELLES !** Qui pourrait nous donner des nouvelles de Dahi Ould Mohamed Najem, saharoui arrêté en avril 1970 à Tan-Tan ? Ecrire à Philippe Rozenberg, ENITF, domaine des Barres 45290 Nogent sur Vernisson.

**SELBSDARSTELLUNG SD** à Toulouse le week-end du 17/18 février. Guidé par un animateur de l'institut de SD de Vienne (le Club méditerranéenne autrichien NDLC), 8 avenue de Purpan 31700 Blagnac Tel 71 20 91. Participation aux frais 200 F, nourriture et logement compris. Apporter son duvet

**RAPIDEMENT** Bail à céder restaurant produits naturels. Petit prix, logement possible, écrire «Le coin Tranquille» 14 rue Peyrouse, 26200 Montélimar.

### Dernière minute.

Le verdict du procès de Tahiti est tombé ce dimanche. Marcel et Jonas Tahutini : 20 ans de travaux forcés. Roland Tefana : 20 de travaux forcés. Teurira Viriama : 18 ans de travaux forcés. Charlie Ching : 10 ans de réclusion criminelle. Prosper Faana : 5 ans de réclusion criminelle. Guy Taero : 5 ans de prison. Des condamnations d'un autre siècle pour un rétro-colonialisme.

## 38

**J.M. VETTIER (SUITE)** (qui a comparu devant la cour d'Appel de Versailles le 18 janvier a vu sa condamnation à six mois de prison ferme transformée en six mois avec sursis. Il remercie tous ceux qui l'ont soutenu.

## 69

**G.R.I.T. communique :** Nous revendiquons l'incendie lors du passage du train Lyon-Paris de 24h08, sur les voies de la SNCF, le mercredi 31 janvier. Par cet acte symbolique et par les effets qui en découlent (nous nous excusons auprès des voyageurs et du personnel SNCF), nous dénonçons la répression militaire et judiciaire qui s'exerce sur les insoumis.

A Lyon, Xavier Baudry, insoumis depuis juin 78, est en grève de la faim depuis le 10 janvier 79. Il est actuellement incarcéré à l'hôpital militaire Desgenette, au service de réanimation. Il risque deux ans de prison. Il en est de même pour Bernard Jamet-Fournier également en grève de la faim.

Nous exigeons la libération de tous les insoumis emprisonnés. Dernièrement l'état Français, par l'intermédiaire de la justice et de ses procédures (flagrants délits, lois anti-casseurs) vient de condamner à la peine de prison scandaleuse, 4 personnes se réclamant de l'autonomierévolutionnaire. Nous ne pouvons pas ne pas associer cette répression à celle qui s'abat qui s'abat contre les insoumis. Face à l'échec des partis d'extrême gauche et de la politique de collaboration du PC, PS, avec l'état capitaliste, face à la violence, en nous mobilisant contre la répression, en utilisant la force des refus, de l'auto-réduction des loyers, des transports, et en nous regroupant au sein d'une autonomie Révolutionnaire.

Groupe Révolutionnaire Insoumission Totale (GRIT de Lyon)

## 75

**PHILIPPE PECQUEUR,** insoumis ONF, passera en procès le mercredi 14 février à 9h au palais de justice de Paris, 17<sup>e</sup>me chambre. Soutien : CCP François Descreux n° 3246732 x La Source. N'oubliez pas d'écrire au président du tribunal.

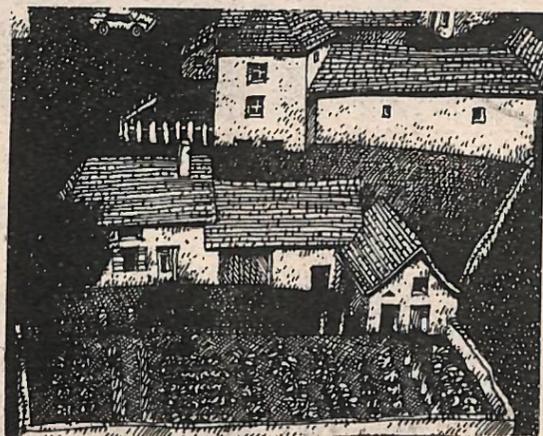
## 77

**EXPO :** le 15 février, Hugues Gibon passe en procès pour le renvoi de son livret, à Fontainebleau, Palais de Justice, à partir de 14h. Nous organisons une expo le samedi 10 février sur ce sujet à la salle Jean Jaurès à Montereau, toute la journée, avec projection d'un film. On peut venir nombreux à ces deux festivités. Renvoi de livrets bienvenus en soutien à Hugues. Hugues Gibon, 7 av du Ga/ de Gaulle, 77130 Montereau.



# Les Circauds

**10/11 février : Stage guitare.** Plusieurs rencontres sont prévues. La première se fera à partir de la mise en pratique collective d'éléments théoriques d'harmonisation (un travail du rythme corporel - sera la base de notre approche collective), à plusieurs guitares, plusieurs voix, sur des thèmes musicaux très simples (avec Oliver Lataste). Participation : 150F, Arrhes : 50F



**17 au 21 février : Stage musical** Stage musical pour tous basé sur le développement de nos facultés d'écoute (réceptivité), à partir d'un travail de relaxation du corps, et celui de la créativité de chacun. Travail de groupe structuré et improvisé où Dame Musique ouvre enfin ses portes (relation avec le corps, le geste, les rythmes, souffles, relations oreille-voix, approches instrumentales, initiation à l'écoute de musique de cultures diverses). (avec Eric Levasseur). Participation : 250F, Arrhes : 100F

Inscriptions et renseignements : Centre de rencontres «Les Circauds», Oyé, 71 610 St Julien de Civry. Tél.: (85) 25.82.89

**Mort, torture, prison. Le rapport annuel d'Amnesty International montre que les droits de l'homme dans le monde sont au plus bas.**

# Ça aussi, c'est de la violence!

**A**mnesty International, qui a reçu le prix des Droits de l'Homme des Nations Unies, vient de rendre public le rapport annuel de ses activités. Ce rapport de plus de 320 pages n'est pas le catalogue exhaustif de l'emprisonnement politique et de la torture à travers le monde. C'est le simple compte-rendu des actions menées par l'organisation en faveur des droits de l'homme dans 110 pays au cours de l'année écoulée. L'organisation constate que la situation des droits de l'homme n'a pas évolué favorablement et que des nouvelles tendances répressives se développent.

Les enlèvements, la torture et les assassinats continuent d'être utilisés systématiquement pour éliminer l'opposition dans certains pays d'Amérique Latine et d'Afrique. Les lois d'exception servent toujours en Asie à maintenir en longue détention et sans jugement les opposants politiques. De nouvelles informations sont venues confirmer la pratique des internements psychiatriques à des fins de répression politique en Europe de l'Est. En Europe occidentale, le terrorisme a provoqué la naissance de lois anti-terroristes très dures dont l'application risque d'augmenter encore les atteintes aux droits fondamentaux.

Les violations des droits de l'homme que cite Amnesty International vont du cas d'un jeune Chinois condamné à la prison à vie pour avoir placardé un appel en faveur des droits de l'homme en Chine, à celui d'un dirigeant paysan de la petite république du Salvador en Amérique centrale et dont le cadavre mutilé a été retrouvé par des villageois quelques heures après son arrestation par la Garde Nationale. L'organisation est aussi intervenue dans des cas d'enlèvements et d'exécutions perpétrés par des groupes d'opposition. C'est ainsi qu'elle a lancé en avril 78 un appel en faveur de l'ancien Premier Ministre italien, Aldo Moro, ainsi que pour deux personnes enlevées en Irlande du Nord par des groupes para-militaires d'opposition.

Le rapport d'Amnesty International pour 1978 décrit donc les violations des Droits de l'Homme dans les 110 pays où Amnesty International est intervenue. Les situations nationales et les techniques de répression utilisées varient fortement d'un pays à l'autre de même que l'accès à des informations précises et récentes. Le caractère relativement fermé et l'isolement de certains pays comme l'Albanie, l'Algérie, la péninsule Arabique, l'Empire Centrafricain, le Kampuchéa Démocratique (Cambodge) ou la Corée du Nord rendent la tâche d'Amnesty International très difficile et elle n'a pas pu présenter dans chaque cas un rapport exhaustif et détaillé. Cependant, tous les types de régimes figurent dans le catalogue de l'emprisonnement politique, de la torture et des exécutions pour 1977/78 que dresse le rapport.

Au cours de la période étudiée, certains pays ont annoncé des libérations de prisonniers politiques, notamment en proclamant des amnisties ; c'est le cas de la Guinée, d'Haïti, de l'Indonésie, de l'Iran, du Paraguay, de la Rhodésie, de la Syrie, de la Tanzanie, du Vietnam et de la Yougoslavie. Il est souvent difficile d'évaluer les effets de telles mesures. En fait certaines amnisties n'ont concerné que quelques prisonniers d'opinion, le plus grand nombre restant détenu : c'est le cas de l'Indochine, de la Rhodésie, de la Syrie et de la Yougoslavie. D'autres amnisties ont été manifestement beaucoup plus étendues, par exemple à Haïti, au Mali, en Espagne ou au Soudan.

Dans de nombreux pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, les prisonniers politiques n'ont pas bénéficié d'un procès équitable ou n'ont pas eu de procès du tout. Le conflit arabo-israélien a attiré l'attention de l'opinion mondiale. Certaines violations des Droits de l'Homme sont directement liées à ce conflit. Ainsi, Amnesty International a continué à s'occuper des Palestiniens condamnés ou détenus sans jugement à cause de leur hostilité à la présence israélienne dans les territoires occupés et non pour des activités à caractère violent. En Egypte, un certain nombre de personnes ayant distribué des tracts critiquant la visite du président Sadate en Israël en novembre 1977, ont été appréhendées. Mais le plus grand nombre de violations des Droits de l'Homme au Moyen-Orient et en Afrique du



Photo : Keller/Sygma

Nord a trait à des problèmes qui ne sont pas placés au centre de l'attention mondiale. Ci-après quelques exemples : en Irak, des personnes soupçonnées d'appartenir au Parti Communiste et des Kurdes taxés d'opposants ont été exécutés. Des centaines de personnes ont été arrêtées en Tunisie à cause de leurs activités syndicales. Au Maroc, des gens originaires du Sahara occidental sont toujours en détention à cause de leur origine ethnique. En Syrie, des sympathisants du Parti Baas irakien, des marxistes et des musulmans ont été emprisonnés. En Iran, des membres de l'opposition politique et religieuse ont été également emprisonnés, alors qu'en Algérie, l'ancien président Ahmed Ben Bella est toujours assigné à résidence pour la 13<sup>ème</sup> année consécutive.

## L'Europe est atteinte

Plusieurs pays d'Europe occidentale, notamment l'Italie, la République Fédérale d'Allemagne, la République d'Irlande et le Royaume-Uni ont introduit des législations spéciales pour combattre le terrorisme. Au cours de l'année considérée, aucune des personnes détenues en vertu d'une telle législation n'a été adoptée par Amnesty International comme prisonnier d'opinion. Mais le rapport reflète les préoccupations d'Amnesty International devant de telles législations qui, en réduisant ou en supprimant certaines garanties des Droits de l'Homme favorisent les mauvais traitements des suspects, facilitent les illégalités dans les procès ou le non-respect des règles de détention, ainsi que la pratique de la torture.

Dans tous les pays de l'Europe de l'Est et en URSS, la législation (sous la désignation de « crimes contre l'Etat ») prévoit l'emprisonnement pour le simple exercice du droit à la liberté d'opinion ou la tentative de quitter le pays. En Pologne, en Tchécoslovaquie, en

Roumanie et en URSS, des dissidents sont emprisonnés sous des inculpations qui sont sans rapport avec les vrais motifs politiques, telles que « parasitisme », « hooliganisme », ou « espionnage ». L'URSS et la Roumanie sont les deux pays au sujet desquels Amnesty International a pu établir d'une façon indubitable que des prisonniers d'opinion y sont déclarés malades mentaux et internés dans les hôpitaux psychiatriques.

En ce qui concerne les Amériques, le rapport met l'accent sur la poursuite des tortures et des assassinats de tous ceux qui, suspects de sympathies « à gauche », sont enlevés par les autorités gouvernementales ou para-militaires. Les assassinats consécutifs à l'enlèvement ont été la principale préoccupation d'Amnesty International en Argentine, au Guatemala, dans certaines régions du Mexique, au Nicaragua, au Salvador et en Uruguay. Amnesty International a axé ses efforts sur les plus de 1500 personnes « disparues » au Chili depuis 1973. Les gouvernements impliqués dans de telles violations des Droits de l'Homme en nient leur complicité, mais en même temps les justifient en invoquant la « sécurité nationale » et la « lutte contre le terrorisme ». Des lois d'exception tel « l'état de siège » demeurent en vigueur dans de nombreux pays d'Amérique Latine, ainsi que la pratique d'emprisonnement à court et à long terme sous la responsabilité directe des autorités officielles. Le rapport cite de sources officielles cubaines le nombre de 3200 prisonniers politiques dans le pays au début de 1978. Un grand nombre d'entre eux sont en prison depuis le début des années soixante. Aux Etats-Unis, Amnesty International a pris en charge 15 prisonniers (adoptés comme prisonniers d'opinion ou en investigation). Le rapport note que tous ces prisonniers avaient été condamnés ou étaient en instance de jugement pour des délits de droit commun sans lien apparent avec ce que Amnesty International pense être le motif véritable de leur emprisonnement : les opinions des prisonniers ou leur origine ethnique.

En Asie, de prétendus « droitiers » ou des partisans d'anciens gouvernements sont emprisonnés au Kampuchéa Démocratique, au Laos, en République Populaire de Chine et au Vietnam. Il y a des allégations répétées d'assassinats sur une grande échelle au Kampuchéa Démocratique. Au Laos, en République Populaire de Chine, et au Vietnam des milliers de gens demeurent détenus pour « rééducation ». Ailleurs, par exemple en Indonésie, en Malaisie, en République de Corée, à Singapour et à Taïwan des personnes soupçonnées d'appartenir à l'opposition sont détenues depuis de longues années ; un grand nombre n'a jamais été jugé. En vertu des diverses lois d'exception, des opposants réels ou supposés peuvent être placés en détention administrative sans procédure judiciaire.

Les gouvernements de la minorité blanche en Afrique australe continuent à emprisonner les partisans présumés de divers mouvements nationalistes noirs. En Rhodésie/Zimbabwe, la détention sans jugement demeure la forme la plus usuelle d'emprisonnement. Bien que 700 des 950 détenus connus aient été libérés au début de 1978, de nouveaux mandats d'arrêt continuent à être lancés et il y a encore plus de mille prisonniers politiques. En Afrique du Sud, la détention sans jugement et le bannissement demeurent la règle en matière politique. Amnesty International a eu connaissance de cas de tortures et d'autres mauvais traitements de prisonniers dans les deux pays. Dans d'autres pays d'Afrique, les actions menées par les gouvernements contre des conspirateurs réels ou supposés ont généralement abouti à l'emprisonnement - souvent sans jugement - de ceux qu'on accuse de vouloir prendre le pouvoir. Dans certains cas, les personnes ainsi arrêtées ont été exécutées souvent sommairement : c'est le cas au Congo, en Guinée Equatoriale, en Somalie et au Zaïre. En Ethiopie, des milliers de personnes suspectées d'opposition au gouvernement ont été tuées au cours de l'action dite de « terreur révolutionnaire ». En Ouganda, où d'après Amnesty International, les assassinats perpétrés par les forces de sécurité ont par moments atteint les « proportions de massacres », les membres des tribus Lango et Acholi ont été les victimes des tueries, à cause de leur origine tribale ; des raisons semblables ont été à l'origine d'emprisonnement politique dans de nombreux autres pays.

## La mort triomphe au hit parade

La peine de mort continue à être appliquée dans la plupart des Etats du monde et a été prononcée pour une large gamme de délits de droit commun et politiques et dans des circonstances qui allaient de la condamnation à l'issue d'un procès régulier à l'exécution sommaire sans jugement. Au sommet de la rédaction du rapport, 464 prisonniers se trouvaient dans le « couloir de la mort » aux Etats-Unis d'Amérique. La France et la Turquie sont les seuls Etats membres du Conseil de l'Europe où les exécutions capitales ont lieu. Tous les Etats communistes conservent la peine de mort, bien que la plupart d'entre eux se soient engagés à l'abolir. Dans certains pays (en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient), des délinquants politiques ont été exécutés - certains d'entre eux, non-violents -. Dans certains pays d'Afrique et d'Amérique Latine, les exécutions extra-judiciaires se sont très souvent substituées à l'exécution de la peine de mort à l'issue d'une procédure judiciaire.

En décembre 1977, Amnesty International a organisé à Stockholm une conférence internationale sur le problème de la peine de mort. Les participants au nombre de plus de 200, venus d'Afrique, d'Asie, d'Europe, du Moyen-Orient, d'Amérique du Nord et du Sud et des Caraïbes, ont lancé un appel aux Nations-Unies pour qu'elles déclarent la peine de mort contraire au droit international. La « déclaration de Stockholm », adoptée par la Conférence, soulignait aussi que la « peine de mort est souvent employée comme moyen de répression contre les mouvements d'opposition ou contre des groupes raciaux, ethniques, religieux ou économiquement défavorisés » et que les « exécutions visant à imposer une contrainte politique, qu'elles soient le fait d'organismes officiels ou autres, sont également inadmissibles ».

Le rapport donne enfin des détails sur la Campagne d'Amnesty International pour l'Abolition de la Torture, sur son programme d'action contre la peine de mort, sur ses actions internationales de secours en faveur de prisonniers d'opinion et de leurs familles et sur ses relations avec les organisations internationales telles que les Nations-Unies, le Conseil de l'Europe et l'Organisation des Etats Américains.

**Amnesty International, section française**